

DE LA RESPONSABILITÉ
DU
FAIT DES CHOSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 29 Mai 1923, à 4 heures 1/2

PAR

André VISSE

Avocat à la Cour

Président : M. PIEDELIÈVRE, *Professeur*.

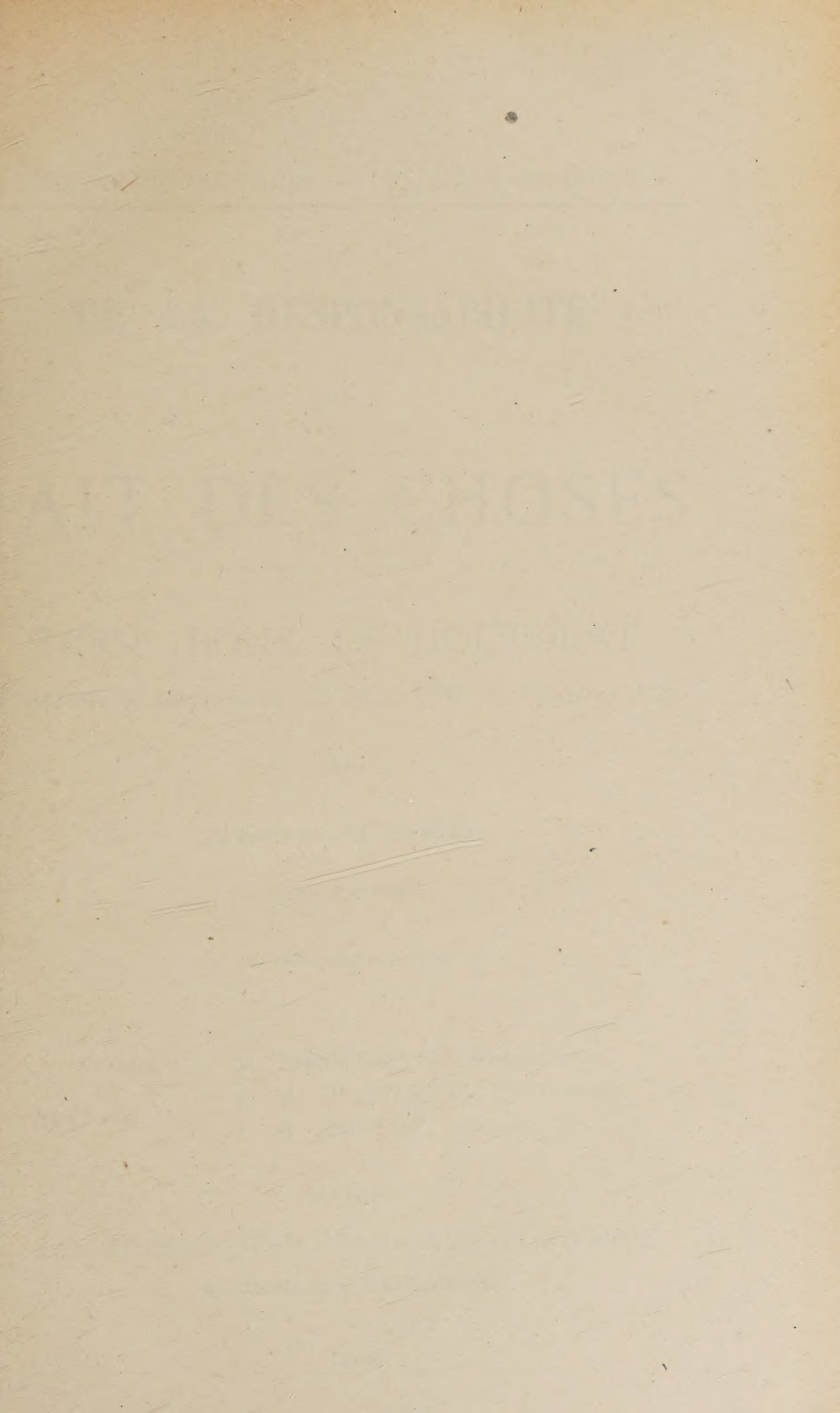
Suffragants : { M. CAPITANT, *Professeur*.
M. RIPERT, *Professeur*.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel

1923





Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE LA RESPONSABILITÉ
DU
FAIT DES CHOSES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 29 Mai 1923, à 4 heures 1/2

PAR

André VISSE

Avocat à la Cour

Président : M. PIÉDELIEVRE, Professeur.

Suffragants : { M. CAPITANT, Professeur.
 { M. RIPERT, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

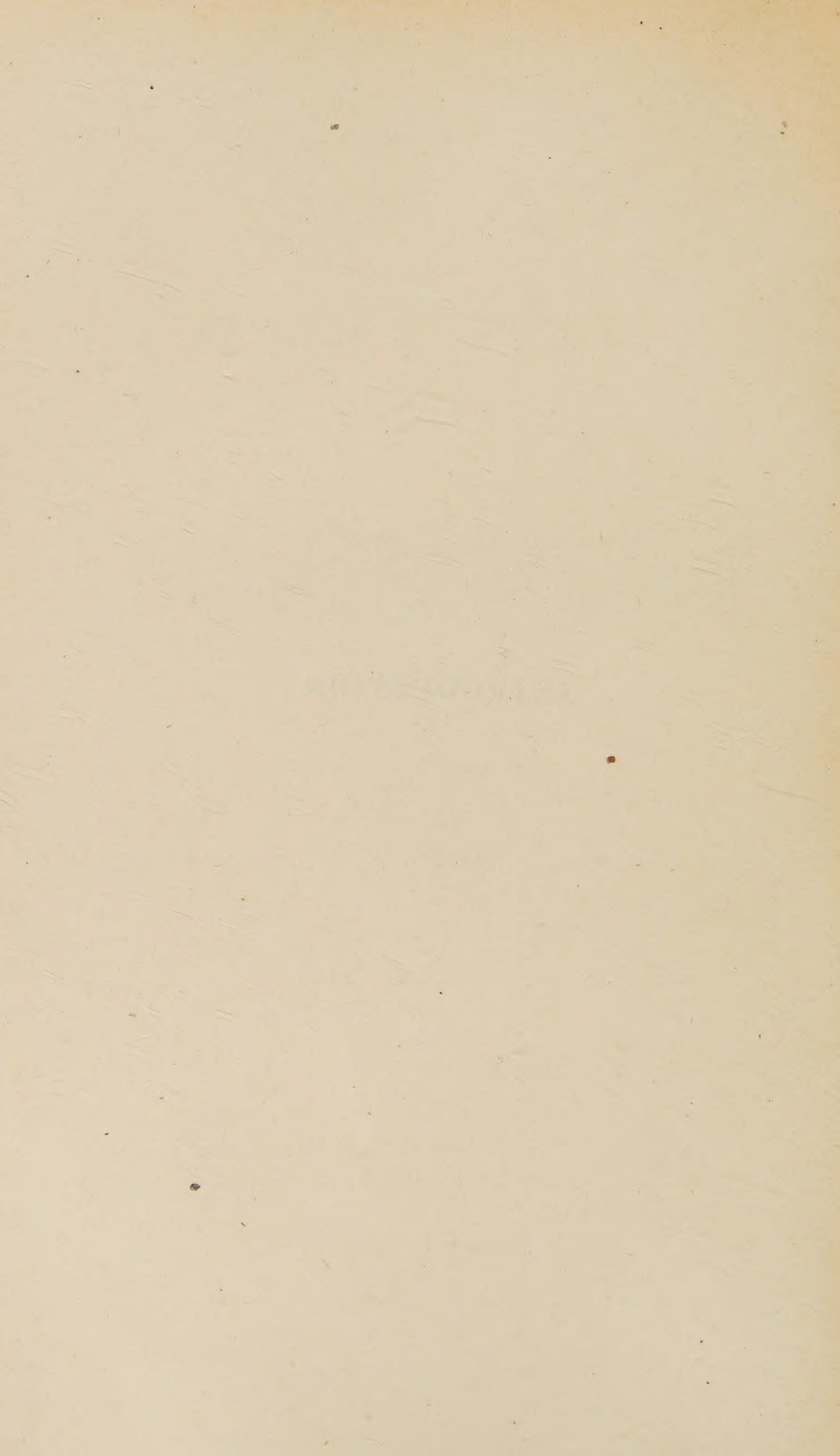
49, Boulevard Saint-Michel

—
1923

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION



ANDRÉ VISSE

DE LA RESPONSABILITÉ DU FAIT DES CHOSSES

INTRODUCTION

Pour que la responsabilité d'une personne puisse être engagée dans les termes de l'art. 1382 du Code Civil, il faut deux choses : il faut tout d'abord que l'acte qui lui est reproché ait été dommageable, qu'il ait causé préjudice à un tiers. Il faut ensuite que ce même acte puisse lui être imputé à faute. Lorsque ces deux conditions se trouvent réunies l'art. 1382 entre en jeu, l'auteur du dommage est tenu de le réparer.

On appelle, quelquefois, cette responsabilité du nom de responsabilité du fait personnel, et on lui oppose une autre responsabilité qui naîtrait, celle-ci, du fait des choses. Un pareil langage est tout à fait inexact. Il repose sur une analyse incomplète de cette deuxième sorte de responsabilité. Quand on va au fond de la question, on s'aperçoit que toujours derrière le prétendu fait de la chose, il y a un fait personnel de l'homme. Prenons des exemples. Ce sont des fûts de résine qui s'enflamment dans une gare de Bordeaux et communiquent le feu à

tout le voisinage. Il n'est pas tout à fait impossible que l'accident ait été provoqué par un tiers, par un fumeur maladroit, qui est demeuré inconnu. Mais, en l'absence de cette hypothèse plus ou moins douteuse, on aperçoit derrière cet incendie, un défaut de surveillance de la Compagnie, donc un fait personnel. Ou bien encore, c'est un passant qui renverse par mégarde un siphon à la terrasse d'un café. Le siphon explose et blesse un consommateur. L'on voit le fait personnel du passant ; il peut y avoir aussi fait personnel d'un préposé du patron, si le siphon avait été mal placé. Et si ce même siphon explose sans un choc appréciable, on peut entrevoir un vice de construction à la charge du fabricant. Derrière le fait de la chose, il y a toujours un fait personnel, et, de ce chef, il n'est pas impossible de concevoir que la responsabilité du fait des choses se rattache simplement à la théorie du fait personnel faute, et même se confonde avec elle.

A qui incombe la preuve de la faute ? Elle est à la charge du demandeur. C'est celui qui exerce l'action dans un procès qui doit apporter les éléments qui permettent de constater que l'action est fondée. Ce peut être en matière de faute une charge très lourde. Il est souvent très difficile d'établir la faute de l'auteur du dommage. Le demandeur court le risque de ne pas obtenir de réparation faute de preuve.

Telles sont les règles générales de droit commun en matière de responsabilité délictuelle. Elles se sont appliquées sans difficulté après la rédaction du Code Civil. Les solutions étaient satisfaisantes. Un fait nouveau s'est produit au cours du XIX^e siècle ; qui est venu mettre en doute leur caractère définitif : le développement du ma-

chinisme. Les accidents se sont multipliés. La victime, le plus souvent l'ouvrier, ne pouvait prouver la faute, le dommage n'était pas réparé. Des théories nouvelles ont alors surgi. Elles avaient en vue la protection de l'ouvrier, mais comme il arrive souvent, elles ont réagi sur la responsabilité du fait des choses en général.

L'espèce suivante motive, en 1870, une note célèbre de Labbé : Une femme est occupée à laver du linge dans un lavoir. Une chaudière installée dans ce lavoir fait explosion. La femme est grièvement blessée. Les juges de première instance et d'appel écartent la responsabilité parce que la faute n'est pas prouvée. La Cour de Cassation confirme. Labbé critique cet arrêt en des termes qui sont demeurés connus : « Il est un système, disait le savant jurisconsulte, qui est au fond de beaucoup d'esprits : c'est que le propriétaire répond du dommage causé par sa chose non parce qu'il est en faute, mais parce qu'il est propriétaire. » (S. 7 1-1-9). Une théorie entièrement nouvelle se dessine dans cette formule. L'on serait responsable du fait de la chose non pas parce que l'on a commis une faute, mais parce que l'on a cette chose en propriété. La différence est énorme.

Cette théorie a été perfectionnée par certaines études parues en 1897 dont le retentissement a été très étendu : on a vu s'élaborer la doctrine dite « du risque crée ». Le responsable du dommage n'est plus le propriétaire, c'est celui qui a l'usage et le profit de la chose, car c'est à lui, en fin de compte, que reviennent les avantages de la chose, c'est lui qui en a créé le risque dans son intérêt

(1) S. 71-1-9.

personnel, il doit donc aussi en supporter les chances mauvaises. C'étaient là des idées absolument nouvelles. Elles ont donné lieu à des discussions passionnées. Elles ont connu dans la jurisprudence des vicissitudes que l'on peut qualifier de très diverses.

Des arrêts tout récents de la Cour de Cassation viennent de donner à ces conceptions un nouveau regain d'intérêt. Supposons qu'elles aient été admises par la jurisprudence. Il s'établit donc à la charge du propriétaire, de l'usager, du gardien de la chose, une sorte de responsabilité, que nous appellerons responsabilité de plein droit. C'est le sort des théories nouvelles de soulever des questions nouvelles, ce qui, d'ailleurs, n'est pas une critique de ces théories. Il faut bien qu'elles produisent leur conséquence. On s'est seulement demandé, en l'espèce, si l'auteur responsable du dommage pourrait se décharger de la responsabilité en faisant une preuve contraire. La jurisprudence admettait que cela était possible en prouvant le cas fortuit ou la force majeure. Elle allait encore beaucoup plus loin, elle allait même si loin qu'elle aboutissait presque, dans une certaine mesure, à annihiler la responsabilité de plein droit. Elle admettait le gardien de la chose à prouver l'absence de faute.

Or, il faut bien se rendre compte que l'absence de faute est quelque chose de très vague, et, par suite, peu facile à prouver. Ce sont des allégations flottantes : « J'ai fait ce que j'ai pu » « voyez, je n'y suis pour rien en ce qui me concerne » ; le maillon d'une chaîne s'est rompu et a causé un grave accident ; l'entrepreneur répond : « J'avais soumis la chaîne à l'épreuve voilà quelques

jours, elle avait résisté, il n'y a point faute de ma part. » Il est aisé de comprendre que dans l'admissibilité d'allégations de cet ordre, une théorie de la responsabilité si rigoureuse qu'on la suppose en principe, succombe et s'évanouit. Et la jurisprudence admettait la preuve de l'absence de faute.

Or, la Cour de Cassation vient de modifier sa jurisprudence. L'un de ses nouveaux arrêts est du 26 novembre 1920. Il s'agit d'une espèce que nous avons indiquée. Des fûts de résine ont pris feu dans la gare de Bordeaux. L'incendie s'est étendu. L'arrêt nous intéresse déjà en ce qu'il n'y a point lieu de se préoccuper du fait proprement dit de la chose, c'est inutile d'examiner si la résine peut s'enflammer spontanément ; ce qui compte c'est que la chose était sous la garde de la Compagnie. La responsabilité de plein droit de la Compagnie étant admise à raison de cette garde, la Cour de Cassation proclame que cette responsabilité ne peut être détruite que par la preuve du cas fortuit ou de la force majeure. « Qu'il ne suffit pas de prouver qu'il (le gardien) n'a commis aucune faute (1). » Cet arrêt n'est pas isolé. Il a été confirmé et renforcé par plusieurs autres (2).

On voit la portée au moins apparente de cette jurisprudence. Si la théorie du risque créé était admise avec toutes ses conséquences, elle ne se manifesterait guère avec plus de brutalité. A part la force majeure, ou la faute de la victime, elle n'admet pas davantage de preuve contraire. Transportons cette jurisprudence dans les relations entre voisins dans les cas d'incendie. Avant

(2) Civ. 21 janvier 1919, Réc. 28 juin 1920. Civ. 15 mars 1921. D. 1922-1-25 et la note de M. Ripert.

la loi du 7 novembre 1922, le propriétaire de l'immeuble où le feu avait pris était responsable, mettons de plein droit, pour réserver par cette formule imprécise l'origine véritable de la responsabilité. Le propriétaire de l'immeuble contigu auquel le feu s'était communiqué n'avait pas besoin de prouver la faute. La jurisprudence en cours, au moment où fut votée la loi du 7 novembre 1922, n'admettait pas que le propriétaire responsable puisse écarter le recours en prouvant qu'il n'avait commis aucune faute. Tirons la conclusion pratique inévitable qui résultait de cette jurisprudence : le propriétaire de l'immeuble où le feu avait commencé était tenu d'indemniser les propriétaires voisins.

Les Compagnies d'assurances se sont émues de cette règle nouvelle. Le recours du voisin était assuré dans les polices pour des prix minimes. Il leur était impossible pour des sommes aussi faibles d'assurer une aussi lourde responsabilité.

Mais en dehors du recours contre le voisin en cas d'incendie, qui a motivé une loi de circonstance, la théorie du « risque créé » ou plus largement de la responsabilité objective continue de donner lieu à des controverses nombreuses. On découvre dans les arrêts l'influence, en quelque sorte occulte, de cette doctrine. Cela fait cependant un certain nombre d'années qu'elle s'est produite. Il y a maintenant le recul du passé. Ne serait-il pas possible d'essayer de juger aujourd'hui la valeur de toutes ces controverses, et d'aboutir non pas à une formule définitive, mais de déterminer, s'il y a lieu, de s'orienter en fin de compte vers l'idée de faute ou vers celle du risque. On comprend tout l'intérêt de cette étude, venant

à une pareille heure. C'est la vue de cet intérêt qui a guidé nos essais et nos recherches.

On ne peut aboutir à aucun résultat sérieux sans l'appui constant de la jurisprudence. C'est en nous entourant en quelque sorte de ce milieu vivant, que nous poursuivrons notre examen. Mais la jurisprudence, en cette matière, est abondante et touffue. Il sera nécessaire de faire une sélection. Nous nous attacherons de préférence aux arrêts essentiels qui font présager un revirement, ou qui fondent un courant. D'une manière générale, d'ailleurs, bien qu'ayant suivi les décisions de la jurisprudence ou les commentaires de la doctrine dans le détail, ce sont les principes essentiels de la matière que nous essayerons de dégager, rejetant l'accessoire et le contingent. Sous l'empire de ces idées directrices, nous traiterons rapidement la responsabilité du dommage causé par un animal et par un bâtiment ; dans cette étude, nous avons des textes. Et presque aussitôt nous aborderons l'examen et la discussion des grandes théories du « risque créé » et de la notion traditionnelle de faute. Une option s'imposera. La solution admise sera examinée dans ses conséquences. Il ne serait, d'ailleurs, pas possible de terminer cette étude de la responsabilité du fait des choses sans examiner d'une manière un peu spéciale la question de fréquent intérêt de la responsabilité des accidents d'automobile.

CHAPITRE I

Du dommage causé par un animal

CHAPITRE I

DU DOMMAGE CAUSÉ PAR UN ANIMAL

Aux termes de l'art. 1384, § 1, on est responsable du dommage causé par les choses que l'on a sous sa garde. Le texte ainsi libellé a une explication historique. A l'origine, dans le projet primitif, les articles 1384 et 1385 formaient une seule disposition, visant à la fois le fait d'autrui et le fait des animaux. En tête figurait une formule générale pour indiquer l'objet de la disposition : nous allons, disait le législateur, parler de la responsabilité du fait d'autrui et du fait des choses (entendez animaux) que l'on a sous sa garde. La disposition a été scindée en deux parties dans la rédaction définitive, mais ceci ne doit pas nous faire perdre de vue que l'art. 1384, § 1, vise le fait de l'animal. Il annonce les dispositions de l'art. 1385.

D'après ce texte, on est responsable du dommage causé par l'animal que l'on a sous sa garde. La dérogation que ce texte apporte à l'art. 1382 est importante. Cet article laisse à la victime du dommage le fardeau de la preuve. En vertu de l'art. 1385, la faute

de celui qui a l'animal sous sa garde est présumée. Il y a une présomption de faute. Cela est d'un grand secours pour la victime qui n'a pas à prouver que dans le cas spécial dont elle se plaint il y a eu faute. L'aide que lui apporte ce texte est encore plus appréciable si l'on se place dans des hypothèses où la faute pourrait devenir de plus en plus douteuse, par exemple quand l'animal est égaré ou s'est échappé.

La principale difficulté que soulève ce texte est celle de savoir à quelle personne au juste incombe la responsabilité. Est-ce au propriétaire, est-ce à l'usager, au gardien, à toute autre personne ? Le texte dit « au propriétaire de l'animal ou à celui qui s'en sert ». Cela comprend l'usufruitier, le fermier, le locataire de l'animal. Cela ne comprend pas le préposé du propriétaire, tel qu'un cocher, un pâtre qui ne se sert pas de l'animal pour son propre compte. Nous sommes ici en présence de personnes qui agissent en qualité de commis du propriétaire. La présomption de faute repose, en fin de compte, sur le propriétaire qui a eu le tort de faire un mauvais choix en s'adressant à ses préposés.

En pratique, la question s'est souvent posée pour l'hôtelier ou l'aubergiste qui a reçu un cheval dans ses écuries. Quelques décisions l'ont tenu pour responsable (1). En sens contraire, un très grand nombre d'arrêts ont décidé que le propriétaire restait respon-

(1) Poitiers, 7 décembre 1903. D. 1904-2-180. Montpellier, 2 février 1899. S. 99-2-100. Dans le même sens, Sourdet, *Traté de la responsabilité civile*, 5^e édition, t. II, n° 1435 bis.

(2) Voir notamment Orléans, 10 décembre 1896. S. 97-2-52. Alger, 28 janvier 1899. D. 1901-2-14. Bourges, 19 novembre 1900. S. 1901-2-6. Douai, 31 mai 1903. D. 1904-2-453. Chambéry, 5 juin 1906. D. 1907-5-10; Rennes, 19 mars 1907, S. 1907-2-168. Nîmes, 22 février 1909, *Gazette des Tribunaux*, 2 mai 1909.

sable (2). Le Tribunal de commerce de la Seine a admis la même solution dans une espèce où il ne s'agissait pas d'un aubergiste, mais d'un préposé de la Ville de Paris ayant la garde des voitures de place (3).

La difficulté peut devenir beaucoup plus délicate quand il s'agit de personnes appelées à donner leurs soins à l'animal, par exemple le vétérinaire ou le maréchal-ferrant. On trouve, en jurisprudence, des solutions dans les deux sens (4). Des circonstances diverses peuvent encore venir compliquer la question. Il en est ainsi par exemple dans l'espèce suivante, cependant très pratique. C'est un préposé du propriétaire qui est venu conduire l'animal chez le vétérinaire, il devait assister à l'opération, puis ramener l'animal. Il n'est pas établi que le préposé ait abandonné la garde au vétérinaire. Aussi, la Cour de Paris (5) a-t-elle décidé que le propriétaire était responsable. La Cour de Cassation, saisie d'un pourvoi du propriétaire, a estimé que la Cour de Paris avait jugé souverainement la question « de fait » de savoir si la garde était ou n'était pas restée au propriétaire (6). Il existe donc contre le propriétaire ou le gardien de l'animal une présomption de faute. Cette présomption est-elle irréfragable ? Elle peut être combattue et détruite par la preuve contraire. En pareil cas, le propriétaire ou le gardien de l'animal fera écarter

(3) Tribunal de commerce de la Seine, 14 avril 1910, *Gazette des Tribunaux*, 19 juillet 1910.

(4) Pour la responsabilité : Cass. 30 décembre 1872. D. 73-1-337. Rouen, 4 avril 1906, *Gazette des Tribunaux*, 28 septembre 1906. Contra : Paris, 26 octobre 1905, D. 1906-5-23.

(5) Arrêt précité du 26 octobre 1905.

(6) Cass. 19 janvier 1910, S. 1910-1-375.

l'action en responsabilité, s'il fait la preuve du cas fortuit, ou de la force majeure qui sont intervenus en l'espèce et ont été la seule véritable cause de l'accident. Leur responsabilité disparaît également s'il y a eu faute de la victime. Il y a des controverses sur la question de savoir si le propriétaire ou le gardien vont se libérer en prouvant simplement l'absence de faute. La jurisprudence tend de plus en plus à écarter cette preuve (7).

Envers qui le propriétaire ou le gardien est-il responsable ? Envers le tiers qui a été victime de l'accident causé par l'animal. Mais que décider si ce tiers est précisément le préposé du propriétaire par exemple son cocher ou un charretier. La jurisprudence déclare le propriétaire responsable (8). Cette jurisprudence est critiquée par M. Planiol (Planiol, t. 2, n° 919 bis). Il existe cependant des raisons à l'appui, car « le contrat passé entre les parties n'a nullement prévu la question de responsabilité ». (Ripert, *Revue critique*, 1910, p. 141).

Il peut arriver des circonstances où le lien du propriétaire au préposé se relâche, dans une mesure telle que l'on ne sait plus s'il y a préposé ou si l'on doit assimiler l'espèce à celle où l'accident est causé à un tiers agissant pour son compte propre. La solution devient alors plus délicate. Voici une espèce où il s'agissait d'un commis voyageur, occupé exclusivement par le service d'une maison commerciale, recevant un traitement fixe, une remise sur les affaires traitées, et une indemnité de 18 fr. par jour pour frais de voyage. Le commerçant mettait

(7) Chambéry, 25 février 1903, D. 1905-2-299. Voir aussi Cassation, 29 mai 1902, D. 1903-1-614. Cass. 2 juillet 1902, D. 1902-1-4, § 1.

(8) Cass. 12 mars 1902, D. 1902-1-216. Cass. 29 mai 1902, S. 1902-1-310. Cass. 28 novembre 1904, S. 1906-1-488. Rennes, 9 mars 1907, S. 1907-2-168.

à la disposition du voyageur une voiture et un cheval. Il faut noter cette situation particulière que le commis payait la nourriture et l'entretien du cheval et les frais d'entretien et de réparations de la voiture. L'employé victime d'un accident prétendait invoquer contre le propriétaire la responsabilité de l'art. 1385. Cette espèce est d'autant plus intéressante que la Cour de Rennes pour trancher la question de responsabilité crut devoir procéder à une interprétation de convention tacite quant à la responsabilité, en égard aux stipulations intervenues. Elle en déduisait, d'ailleurs, la responsabilité du préposé, l'art. 1385 étant exclu par les conventions. La Cour de Cassation a admis la même solution, mais, par ce motif, plus exact à savoir que le préposé avait abandonné à autrui la garde et l'usage de l'animal et ne tombait plus sous l'application de l'art. 1385 (g). L'indépendance du préposé est telle que l'on peut dire qu'il se sert pour son compte de l'animal et en est seul responsable.

La question de savoir si l'on se trouve en présence d'un préposé peut encore se présenter sous d'autres formes. Voici une espèce sur laquelle la Cour de Paris a statué le 23 mars 1912. Une personne, qui possède un chat, le confie pendant la durée d'un voyage à une femme qu'elle employait occasionnellement comme femme de ménage. Le jour même où l'animal lui est remis, cette femme est cruellement mordue, les suites de l'accident ont une certaine gravité. Cette femme assigne la propriétaire en dommages-intérêts en s'appuyant sur l'art. 1385. Il a été jugé que la femme de ménage

(9) Cass. Rouen, 30 décembre 1907. D. 1909-1-284.

était une préposée du propriétaire, qui est donc responsable de l'accident en vertu de la présomption de faute (10).

Les animaux régis par l'art. 1385 sont, en premier lieu, les animaux domestiques. On l'étend également à tous animaux qui sont l'objet de propriété, quelque usage qu'on en fasse (animaux féroces d'une ménagerie, abeilles d'un rucher, lapins d'une garenne). Le propriétaire d'une garenne est responsable des dommages causés par les lapins par application de l'art. 1385. Cela a été jugé (11).

Lorsque des animaux sauvages vivent sur un terrain, la présomption de l'art. 1385 cesse de s'appliquer. Le propriétaire n'est plus responsable, sauf le cas de faute (1382) par exemple s'il a favorisé leur développement, ou s'il a refusé aux voisins la permission de les détruire (12). Le cas de pullulement des lapins est un peu spécial. On considère le propriétaire comme étant en faute par cela seul que les lapins se sont développés en nombre excessif. Il y a une limite aux inconvénients de voisinage (13).

(10) Paris, 23 mars 1912. S. 1912-2-308.

(11) Cass. 29 octobre 1889. D. 90-1-432. S. 90-1-53.

(12) Cass. 29 juillet 1901. S. 1902-1-88.

(13) Cass. 22 octobre 1901. D. 1901-1-256. Cass. 14 mars 1905. S. 1906-1-76.

CHAPITRE II

Du dommage causé par la ruine d'un bâtiment

CHAPITRE II

DU DOMMAGE CAUSÉ PAR LA RUINE D'UN BATIMENT

L'article 1386 du Code Civil est ainsi conçu : « Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par le vice de sa construction. » Cet article a une portée limitée : 1° il ne s'applique qu'aux bâtiments. Il ne vise que les maisons ou autres constructions. On a pu remarquer à ce propos deux tendances successives dans la jurisprudence. L'une était pour l'extension. Le texte a été appliqué aux objets mobiliers incorporés aux bâtiments (1). La même extension a été faite à l'éboulement d'un sol non construit, à la chute d'un arbre (2). Une autre tendance s'est ensuite manifestée depuis que la responsabilité du fait des choses inanimées a reçu une interprétation extensive, qui a paru suffire aux nécessités pratiques (3) ; 2° l'article 1386 s'applique à la ruine d'un bâtiment, c'est-à-dire, sa chute ;

(1) Ascenseur d'une maison de rapport, locomobile d'une usine. Req. 29 mars 1897. D. 97-1-216. S. 98-1-65, note de M. Esmein.

(2) Paris, 20 août 1877. S. 78-1-48. Grenoble, 10 février 1892. S. 1893-2-205.

(3) V. Paris, 29 novembre 1911, *Gazette du Palais*, 24 décembre 1911.

il ne peut donc être invoqué pour le recours des voisins en cas d'incendie. En ce cas, jusqu'à une époque très récente, ce recours ne pouvait réussir qu'à la condition de prouver la faute dans les termes de l'art. 1382 (4). De même que les voisins, la famille des victimes est également tenue de prouver la faute. (Incendie de l'Opéra-Comique. Négligence de l'Etat, quant aux précautions qui auraient dû être prises. La responsabilité a été admise à raison de cette faute.) (5)

Quelle est la preuve que la victime de l'accident est tenue de fournir en vertu de l'art. 1386 ? Le texte est très limitatif à ce sujet. La responsabilité du propriétaire n'est engagée qu'autant qu'il y a eu défaut d'entretien ou vice de construction. Il y a des cas où cette responsabilité ne pourra donc pas être établie. Elle suppose une maison construite. Le texte ne s'applique pas à une maison en construction qui s'est écroulée (6). Le texte ne peut s'appliquer non plus à un monument historique que le propriétaire n'a pas le droit de réparer (7). Quand la preuve est faite, elle est irréfragable. Par exemple, le propriétaire ne pourra alléguer que l'entreprise était confiée à un excellent entrepreneur, ou qu'il avait fait appel pour la construction à un architecte de mérite (8).

Sur tous ces points, nous sommes guidés par un texte, l'art. 1386. Pour les choses inanimées autres qu'un bâtiment, il y a plus de difficultés. C'est cette étude que nous allons maintenant aborder.

(4) Cass. 13 juillet 1903. D. 1903-1-507.

(5) Paris, 21 juin 1898. D. 99-2-289. Cass. 12 juin 1901. D. 1902-1-372. S. 1906-1-41.

(6) Lyon, 2 janvier 1863. D. 63-2-199. S. 64-2-1.

(7) Dijon, 27 janvier 1869. S. 70-2-74.

(8) Req. 26 juillet 1909. D. 1909-1-533. S. 1909-1-446.

CHAPITRE III

Du dommage causé par les choses inanimées en général. Exposé de la doctrine et de la jurisprudence jusqu'en 1897.

CHAPITRE III

DU DOMMAGE CAUSÉ PAR LES CHOSES INANIMÉES EN GÉNÉRAL. EXPOSÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE JUSQU'EN 1897.

Les diverses difficultés que soulèvent les questions de responsabilité n'ont pas leur source principale dans l'appréciation de l'existence ou du montant du préjudice. Il peut y avoir sur ce point des hésitations en fait, en droit il n'y en a pas. Pas de responsabilité sans dommage. Il y a plus de difficultés sur le second point, celui qui est relatif à la faute. Quand y a-t-il faute, quand n'y a-t-il pas faute ? Il suffit de consulter les recueils de jurisprudence pour apercevoir combien cette notion est vague et flottante. Son champ d'application est immense. A cause de cela même, la définition en est périlleuse. Cette question de droit est difficile à trancher. Mais ce n'est pas dans ces difficultés que réside le problème capital : celui-ci est tout entier une question de preuve. Quelle partie va être obligée d'apporter la preuve relative à la faute ?

Il y aura-dit-on, concours des deux parties, effet réciproque et mutuel pour éclairer la justice. Une pareille

conception serait bien éloignée de la vérité juridique. Les obligations ne se présument pas. C'est à celui qui est demandeur en justice de faire la preuve de son droit, du bien-fondé de son action. S'il n'apporte pas cette preuve d'une manière suffisante pour asseoir la conviction du juge, il sera débouté de sa demande. En vertu de ce principe de procédure, il faudra donc décider que le fardeau de la preuve incombe à la victime du dommage, puisque c'est elle qui, par la force des choses, va être demanderesse au procès. C'est la solution énoncée par les règles de la procédure, si nous ne trouvons rien dans le Code Civil qui vienne le contredire. C'est aussi la solution de principe qui a été consacrée par la jurisprudence.

Mais les règles abstraites du droit sont parfois renversées par les situations de fait. Ce que nous venons de dire est théoriquement exact. Mais, cependant, dans cette espèce de duel que constitue un procès, les choses ne se passent pas tout à fait de la sorte. Le défendeur n'est pas un adversaire passif qui attend placidement que le demandeur ait fait sa preuve. Il parle et il agit. Il produit lui aussi ses moyens. Et pour écarter la prétention du demandeur, le juge pourra expressément se fonder sur le principe que la preuve incombe au demandeur ; le rôle et l'attitude, ou les moyens du défendeur auront plus contribué, peut-être, à son succès que le jeu abstrait du principe.

Néanmoins, celui-ci existe. La jurisprudence, dès la prolongation du Code, en a fait état dans le domaine qui nous occupe.

Nous avons réservé, à ce propos, les règles modificatrices du fardeau de la preuve qui peuvent se rencontrer

dans le Code Civil. Il s'en trouve, en effet, un certain nombre. Dans l'art. 1384, § 2, 3 et 4, la loi décide que les père et mère, les maîtres et commettants, les instituteurs et artisans sont responsables du dommage causé par les enfants mineurs, par les domestiques et préposés, par les élèves et apprentis ; dans l'art. 1385, elle met à la charge du propriétaire la réparation du dommage causé par les animaux ; dans tous ces textes, la loi établit une présomption de faute contre ces personnes. Il en résulte cette conséquence d'une portée certaine, que la victime du dommage tombant sous le coup de l'un de ces articles n'a pas de preuve à fournir, elle est protégée par la présomption de faute.

Le Code Civil ne dit rien de pareil au cas de dommage causé par une chose. Faut-il donc étendre ces présomptions dans ce dernier cas. On pourrait le croire ; le dommage causé par une chose n'est pas sans analogie avec dommage causé par le fait de l'animal ; dans les deux cas, le propriétaire pourrait être facilement inculpé de n'avoir pas apporté toute la surveillance, tout le soin nécessaires. Cependant, cette extension est très fortement combattue. On fait remarquer que « les présomptions de la loi » sont de droit étroit ; elles ne peuvent pas être transportées d'un cas à un autre. D'autre part, cette extension aurait ici une portée excessive, car le propriétaire, à défaut d'un texte, ne pourrait combattre la preuve contraire, et il serait finalement plus maltraité que le propriétaire de l'animal ce qui est inadmissible. Aussi, la jurisprudence s'était-elle fortement établie en ce sens : la victime du « fait » de la chose doit prouver la faute du propriétaire.

Cette conception, jusqu'en 1870, a dominé la jurisprudence. Elle était enseignée sans hésitation par Demolombe, (Engagements : pages 399, 554, 566, 571), elle était soutenue par Fromageot (De la faute comme source de responsabilité, p. 99) et par Willems qui estime : « Que la responsabilité encourue du chef des choses inanimées est soumise au droit commun : *actori incumbit probatio*. Telle est, pensons-nous, la seule solution possible dans notre droit. » (Essai sur la responsabilité édictée par les articles 1382, 1386, dans la *Revue générale du Droit*, 1895).

Cette jurisprudence, théoriquement, était soutenable. Pratiquement, elle ne l'était pas. Elle allait le devenir de moins en moins.

Un fait nouveau se produisait : le développement intense de l'industrie mécanique. Les accidents devenaient de jour en jour plus fréquents. En même temps, la cause en devenait de jour en jour plus facilement inconnue, car au milieu du développement intensif des rouages d'une machine, il est difficile de découvrir celui dont l'altération ou la fausse manœuvre a pu entraîner l'accident. La victime de l'accident avait alors tous les jours plus de peine à obtenir une indemnité, alors même que toutes les vraisemblances pourraient être pour sa complète irresponsabilité. Elle ne parvenait pas à prouver le fait précis de la faute. Et comme il arrive fréquemment, la victime de ce préjudice, qui avait de la sorte l'attribution définitive du risque se trouvait être l'ouvrier, moins en mesure de la supporter, par suite de l'exiguité de ses ressources.

La jurisprudence et la doctrine firent alors de communs efforts pour trouver un remède à cette situation.

Plusieurs théories virent le jour qui se disputèrent l'adhésion de la jurisprudence avec plus ou moins de succès.

Tentatives de la doctrine et de la jurisprudence avant 1897. — Elles ont toutes ce caractère commun qu'elles ont eu pour but d'élargir une théorie préexistante. On a fait remarquer, à cet égard, que leur procédé ressemblait en la circonstance à celui du prêteur romain. (Josserand, *Responsabilité du fait des choses*, p. 29).

Théorie de la responsabilité contractuelle. — L'élargissement fut ici l'œuvre de la doctrine. Elle reprit la théorie connue et universellement admise de la responsabilité en matière de contrats. Quelle est cette théorie ? Tout contrat engendre des obligations. Celui qui est tenu, le débiteur doit fournir une prestation. Mettons que pour une cause ou pour une autre, mais dont la nature est mal définie, il n'exécute pas. Que va-t-il se passer ? Le créancier l'assigne. Muni de son titre ou plus largement de sa preuve, il justifie de l'existence de son droit de créance. Son rôle est alors terminé. Il a satisfait à la règle de la preuve qui incombe au demandeur. Mais tout n'est pas fini. Le défendeur se prétend libéré. Il doit fournir la preuve de sa libération, qui ne peut être qu'un cas fortuit ou de force majeure, qui serait venu rendre impossible l'exécution de l'obligation. Il doit prouver, en un mot, qu'il n'y a pas faute de sa part. Donc, en matière contractuelle, ce n'est pas au demandeur d'établir la responsabilité du dommage, c'est au défendeur de prouver sa non responsabilité. Le fardeau de la preuve se déplace. Avec une théorie de ce genre, l'issue libéra-

trice était en quelque sorte trouvée pour l'ouvrier victime de l'accident du travail. Il n'avait qu'à se placer sous la protection de son contrat avec le patron. La doctrine soutint donc que l'extension devait se faire. L'accident se rattachait au contrat de louage de services, la preuve de la non responsabilité incombait au patron.

Cette extension eut pu effectivement être soutenue et l'emporter si l'on avait pu établir d'emblée que le patron avait contracté l'obligation d'assurer la sécurité de l'ouvrier et le soustraire à tout accident. Il serait alors établi, que l'accident se rapporte à l'inexécution d'une obligation du patron, l'on comprendrait que la responsabilité contractuelle du patron entre en jeu. Mais, à première vue, une telle obligation n'apparaît pas très nettement. Elle paraît « forgée » pour les besoins de la cause. L'industriel n'a assumé aucune obligation de ce genre. Il promet à l'ouvrier de lui payer son salaire, il ne lui promet pas de le soustraire à tout accident. Ainsi posée, la théorie nouvelle ne pouvait subsister.

On a songé alors à la perfectionner. Deux auteurs s'efforcèrent, l'un en France (M. Sauzet. De la Responsabilité des patrons vis-à-vis des ouvriers dans les accidents industriels, *Revue critique*, 1883), l'autre en Belgique (M. Sainctelette. De la Responsabilité et de la Garantie, 1884) de rendre, si l'on peut dire, viable, la théorie extensive. Tous les contrats modernes, ont écrit en substance ces deux auteurs, sont de bonne foi. Ils contiennent une infinité d'obligations latentes, que l'on ne dégage pas sans utilité, mais qui peuvent paraître, quand les circonstances l'exigent, pour assurer au contrat sa plénitude d'exécution. Et alors, ces auteurs prennent pour

exemple le contrat de transport, qui est, manifestement, le plus favorable à leur thèse. Le raisonnement paraît, en effet, tout simple : lorsque je prends un billet de transport, la Compagnie ne s'engage pas seulement à me faire parvenir au lieu de destination, elle s'engage encore à m'y faire parvenir sain et sauf. La Compagnie contracte réellement l'obligation de veiller à ma sécurité sur tout le parcours du trajet. Et l'on fait à propos de l'industriel une observation analogue : l'industriel ne s'oblige pas seulement envers l'ouvrier à payer le salaire convenu, mais encore à écarter de lui tout péril industriel, au cours de son travail. « Le patron, écrit M. Sauzet, doit veiller à la sécurité de l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il doit le conserver sain et sauf au cours de l'exécution du travail dangereux qu'il lui confie et qu'il dirige ; il doit à chaque instant, pouvoir le restituer, le rendre à lui-même valide comme il l'a reçu. » L'obligation du patron telle qu'elle résulte du contrat est donc nettement dégagée. Il n'y a plus qu'à appliquer la théorie de la responsabilité contractuelle.

Telle apparaissait donc cette théorie. Le dommage est causé par une chose. Existe-t-il un contrat entre le propriétaire et la victime, sous la protection duquel celle-ci puisse se mettre, le fardeau de la preuve se déplacer, le dommage être réparé, et les inconvénients du machinisme être dominé ?

Cette conception nouvelle n'eut pas dans la pratique un sort très heureux. Au début, la jurisprudence belge s'y ralliait. Elle l'appliquait au louage de services. Ce premier triomphe fut de peu de durée. En 1889, la Cour de Cassation belge, à l'occasion de la célèbre affaire du Sit-

ter a repoussé la théorie de la responsabilité contractuelle. La garantie du patron ne peut être attachée à une convention tacite. Il est impossible au patron, si attentif qu'on le suppose, de pourvoir à cette protection d'une manière absolue. Et, on ne peut admettre qu'il ait promis et que le travailleur ait stipulé une chose dont l'un et l'autre savent la prestation irréalisable (1). Bien plus, quelque temps après, en 1893, la même Cour allait s'écarter et battre en brèche la théorie en son terrain même le plus favorable, le contrat de transport. Un voyageur avait été atteint à l'œil par une flammèche partie de la locomotive, au moment où il allait monter dans le compartiment. La Cour de Cassation, réformant un arrêt de la Cour de Bruxelles, a refusé d'admettre la responsabilité de la Compagnie. Le Procureur Général avait fait remarquer dans ses conclusions que : « C'est témoigner peu de considération pour la personnalité humaine que de la faire descendre au rang d'un simple ballot de marchandises. » Et la Cour Suprême déclara que l'Etat, en traitant avec le défendeur, n'a pas assumé éventuellement l'obligation de supporter les conséquences des lésions corporelles dont il serait victime au cours du transport ; que l'action du défendeur, bien que s'appuyant en apparence uniquement sur l'inexécution du contrat de transport, se confond en réalité avec l'action fondée sur les art. 1382 et 1383 du Code Civil.

La Belgique écartait cette théorie. En France, la Cour de Cassation l'a toujours complètement repoussée (2). La Cour établit, dans cet arrêt, que la responsabilité

(1) Arrêt du 24 mars 1889. S. 90-4-17.

(2) Cass. 10 novembre 1884. S. 1885-1-129.

contractuelle vise le transport des choses (art. 1784), mais est étrangère à celui des personnes (3). Quant aux Cours d'appel, il se manifeste un certain flottement. La Cour de Paris admit tantôt la responsabilité contractuelle (4) ; mais tantôt elle l'écarta (5). Seul, le Tribunal de commerce de la Seine demeurait stable dans sa jurisprudence. Quel que fût le sort réservé à ses décisions par les juridictions supérieures, il continuait de déclarer que le voiturier est toujours engagé dans les liens d'une responsabilité contractuelle, vis-à-vis du voyageur, qu'il doit veiller à sa sécurité, car le voyageur, disent les motifs d'un jugement « est un être passif, inhabile à détourner, par lui-même, les conséquences d'un fait qui se produit au dehors de sa faculté de penser, de prévoir et d'agir, et dont il n'a le plus souvent connaissance, que dans le moment même où il en est victime ». (V. le Droit du 20 janvier 1895). Peu après ce dernier jugement, le Tribunal de commerce abandonnait à son tour cette thèse de la responsabilité contractuelle (V. le Droit du 27 juin 1895).

Cette thèse, en effet, était inadmissible. Les formes mêmes de langage dont on se sert pour exprimer une doctrine suffisent quelquefois à en faire mettre en doute la valeur. Il y a dans les expressions mêmes employées par la doctrine, en cette circonstance, quelque chose qui choque le bon sens. Dire que le voiturier est tenu de « rendre » le voyageur « à lui-même » sain et sauf, c'est écrire dans un style où l'anomalie de l'expression fait

(3) V. aussi Cass. 15 mars 1895. S. 95-1-285.

(4) 23 juillet 1894. D. 95-1-63, 7^e Chambre.

(5) 27 juillet 1894. D. 95-1-63, 4^e Chambre.

craindre pour l'exactitude de la pensée. On incorpore dans le contrat des stipulations qui ne s'y rangent point d'elles-mêmes, on le force en quelque sorte, pour parvenir à un but que l'on veut atteindre à tout prix, mais les catégories juridiques ne se laissent point faire violence, sans que l'on perçoive quelques signes discordants.

Ces critiques ayant été reconnues fondées, d'excellents auteurs, au nombre desquels l'illustre jurisconsulte Labbé, ont tenté des modifications.

C'est à propos du louage de services que Labbé a finalement formulé la doctrine qu'il proposait. Il ne pense pas que l'ouvrier soit « comparable à un corps certain que le patron reçoit, garde un temps et doit rendre ». Mais en cas d'accident, le patron doit établir qu'il a pris certaines précautions, exercé une certaine surveillance, à défaut desquelles sa responsabilité est établie. « Le patron fournit des cordages, des instruments, des machines, tout un milieu artificiel. Les cordages cassent, les instruments fonctionnent mal, la machine éclate : une blessure en résulte. Au patron incombe la preuve que le cordage était en bon état, proportionné à son service, que les instruments étaient d'une bonne fabrication, et bien entretenus et non d'une vétusté à faire craindre un malheur. Il doit prouver le cas fortuit, c'est-à-dire l'événement qui défie la prudence humaine, sinon il est responsable » (6). En somme, cette responsabilité suppose un rapport apparent de cause à effet entre le matériel et le dommage, qui établit une sorte de responsabilité de plein droit, tout en réservant la preuve contraire.

(6) S. 1889-4-2.

C'est une autre théorie, non pas contraire, mais différente que soutient M. Chavegrin. Elle a paru à l'occasion du transport de personnes (7). Ce qui paraît surtout appeler l'attention de M. Chavegrin, c'est que la marchandise est une chose inerte, donc réglementée par des règles appropriées. Au contraire, dans le transport des personnes, il y a lieu de considérer que le voyageur par son activité même peut assumer une certaine part de responsabilité, il a pu commettre quelque imprudence. Le voiturier n'a pu considérer l'un de ces deux contrats comme l'autre. C'est que dans le contrat passé avec les voyageurs « il courrait le risque de fournir aux voyageurs des indemnités pour des dommages causés par eux-mêmes ». Cette théorie de M. Chavegrin conduit à des solutions pratiques assez admissibles en elles-mêmes. Il est possible que le voyageur ne soit pour rien dans la cause de l'accident, bien que n'étant pas le simple sujet passif. Déclarons donc que la Compagnie est présumée responsable. Il se peut que le voyageur soit seul cause de l'accident. Admettons la Compagnie à la preuve contraire.

Une troisième théorie proposée est celle de M. Esmein (8). On ne peut admettre, écrit ce savant maître, que le contrat de louage de services donne une sécurité absolue au patron, mais du moins ce contrat est un contrat de bonne foi et la bonne foi veut que chacune des parties soit responsable des vices de la chose qu'elle a confiée à l'autre. Lorsqu'un ouvrier est blessé par une machine, il doit pouvoir demander des dommages inté-

(7) V. S. 1896-2-225.

(8) S. 1897-1-17 et la note.

rêts par l'action de bonne foi née du contrat. Au patron d'établir qu'il n'a pas agi contrairement à la bonne foi, qu'il a pris toutes les mesures de prudence voulues. Cette théorie paraît faire encore entendre à notre époque un lointain écho des constructions romaines en matière de contrats.

Tels sont les efforts de la doctrine pour étendre la théorie de la responsabilité contractuelle. Les vues de Labbé et d'Esmein ne nous paraissent pas admissibles. Elles négligent le caractère synallagmatique du contrat de louage de services. Sans doute,* ou plutôt si l'on veut, le patron est tenu d'une obligation envers l'ouvrier pour sa sécurité. Mais l'ouvrier de son côté est tenu de certaines obligations non moins certaines dans cette interprétation si large des effets du contrat ; il prend l'engagement de ne pas commettre d'imprudence, de ne pas manquer à l'observation des règlements d'atelier. Le voyageur lui-même dans le train est tenu à des prescriptions analogues, ne serait-ce que celle de ne pas se pencher à la portière. Dans la théorie de la responsabilité contractuelle, pourquoi présumer la faute du patron ou du voiturier plutôt que celle de l'ouvrier ou du voyageur. Il y a là des présomptions qui s'annihilent l'une par l'autre (9).

Cette objection ne vaut pas contre la théorie de M. Chavegrin, puisqu'il part de ce principe que le voyageur est « colis inerte » pour déclarer le voiturier responsable sauf à tempérer cette règle par la preuve contraire en s'appuyant sur l'idée adverse. Mais ces théories se heur-

(9) V. par exemple. Caen 24 janvier 1896, le Droit, 2 juillet 1896 et Cassation, 11 novembre 1896, le Droit, 10 décembre 1896.

lent toutes à des objections communes auxquelles ne résiste plus cette fois, celle de M. Chavegrin.

Toutes ces doctrines pèchent en effet par une même insuffisance. Elles tendent à élargir au profit de la victime la présomption de responsabilité du propriétaire de la chose, mais elles laissent de côté, par leur appel à la responsabilité contractuelle, le nombre de cas encore très vaste où il n'y aurait point de contrat entre la victime et le propriétaire. Et cependant y a-t-il une raison de distinguer ? L'exemple que l'on cite à cet égard est connu. Un omnibus verse. Les voyageurs sont blessés, les passants le sont aussi. La cause de l'accident demeure inconnue. Le voyageurs vont être indemnisés, les passants ne le seront pas. Pourquoi ? Il est impossible de comprendre cette différence.

Cette théorie laisse la victime à la merci de son co-contractant. La responsabilité a sa source dans le contrat, or ce dernier est lui-même l'œuvre de la volonté commune des parties. Elles sont donc libres d'écarter ces règles de la responsabilité contractuelle et de les remplacer par des clauses d'irresponsabilité. Il est fort à craindre que ces clauses ne deviennent de style dans les contrats de transports ou de louage de services, où précisément l'une des parties, contrairement à l'expression de volonté commune, dont nous nous servions tout à l'heure, est souvent plus puissante que l'autre pour faire prédominer sa propre volonté. Le besoin de l'ouvrier dans un cas, le monopole de fait dans l'autre sont des arguments pleins de force, lors de la conclusion du contrat.

Aucune opinion doctrinale satisfaisante ne s'était donc

fait jour, les meilleurs esprits étaient occupés à trouver une solution, la jurisprudence ne s'orientait point dans la voie où ils s'efforçaient de la guider.

Théorie de la responsabilité des choses que l'on a sous sa garde. — La jurisprudence se porte alors vers la lecture des articles du code. L'on était à une époque où les arguments de texte avaient encore une force qu'ils sont loin d'avoir complètement conservée aujourd'hui, ce qui n'est point d'ailleurs pour ajouter à la sécurité des contractants ou des particuliers. L'article sur lequel les tribunaux Civil. Il est ainsi conçu :

« Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par une suite du défaut d'entretien ou par vice de construction. »

Cet article n'impose à la victime qu'une preuve restreinte et limitée, il laisse de côté l'idée même de faute, c'étaient là des indices de solutions favorables à la victime. Que l'on sollicite un peu cet article, que l'on prenne en un sens large l'expression « défaut d'entretien », le dernier pas en est franchi : l'article 1386 pose une présomption de faute à l'encontre de ce propriétaire. Celui-ci ne pourra s'y soustraire qu'en prouvant la force majeure. La jurisprudence était en ce sens pour l'interprétation de cet article (10), seulement ce texte vise « le bâtiment ». Il est net sur ce point. Or, toutes les choses ne sont point des bâtiments. Donc ce texte ne s'applique point à toutes les choses. Quand on raisonne sur la logi-

(10) Rouen, 19 juillet 1872. S. 72-2-149; Tribunal de Moulins, 8 janvier 1887. S. 87-2-173; Toulouse, 25 mai 1892. S. 92-2-221.

que d'un texte, il n'est pas possible de s'arrêter à mi-chemin.

La ressource escomptée paraissait donc manquer. Il n'était peut-être pas impossible cependant d'y trouver l'élément de la solution. A côté de la lettre il y a l'esprit de la loi. L'art. 1386 paraît reposer sur une idée qui veut que le propriétaire exerce sur sa chose une certaine surveillance. Il doit l'entretenir. Un certain contrôle peut en révéler le vice de construction. Il doit avoir le souci constant que sa chose ne porte point préjudice à autrui.

Or, en bonne doctrine, ce qui est vrai du propriétaire d'un bâtiment l'est du propriétaire d'une chose quelconque. L'incurie du propriétaire d'une chose mobilière n'est pas moins critiquable que celle du propriétaire du bâtiment. Rien ne s'oppose à ce que l'on fasse valoir en l'espèce un argument d'analogie, qui paraît en effet décisif. •

La doctrine approuvait cette interprétation. Demolombe l'enseigne (Engagements n° 664). On la retrouve dans Larombière (Théorie des obligations t. V *in fine*). Labbé la défend dans sa note sous l'arrêt de la Cour de Cassation du 19 juillet 1870 (11). Remarquons surtout l'argument de texte que M. Bourguignat y ajoute dans son commentaire d'un arrêt de la Cour de Montpellier (12) : « L'art. 1386 est le développement pour une hypothèse spéciale d'une règle générale posée dans l'art. 1384 qui le précède et où nous lisons qu'on doit répondre même des choses qu'on a sous sa garde. Loin

(11) S. 71-1-7.

(12) S. 76-2-225.

qu'il soit limitatif, il n'est rien autre chose qu'un exemple qui confirme et explique la règle. »

Cette théorie l'a emporté en jurisprudence. Un arrêt célèbre de la Cour de Paris du 20 août 1877 (13), a statué sur l'espèce suivante : un arbre bordant un boulevard à Châlons-sur-Marne est tombé, atteignant un ouvrier qui travaillait à une construction et qui a eu la jambe brisée. Le tronc était pourri, on n'en voyait rien extérieurement, donc pas de faute de la Ville. Cependant la Cour a admis la responsabilité. Cet arrêt fait appel à l'art. 1386. Il écarte la faute nettement : « Considérant qu'il importe peu que le vice de l'arbre comme le vice de la construction soit occulte ou apparent, que son existence constatée suffit pour fonder la faute du propriétaire qui ne saurait en être exonéré qu'en cas d'accident purement fortuit ou de force majeure, dont personne ne répond, etc. »

La Cour d'appel avait statué de la sorte en 1877 ; dix ans plus tard la Cour de Cassation affirme le même principe. Voici l'espèce. Un volant s'est brisé dans une usine. Un pan de mur s'est écoulé, dont les débris ont atteint un ouvrier et l'ont tué. La veuve allègue le vice de construction de la machine. Cet argument est admis. L'art. 1386 n'a pas un caractère limitatif pour le bâtiment. Il s'applique aussi à « tout ce qui en dépend (14). Cependant il n'y a certainement point de faute de l'industriel qui ne connaît pas le vice d'une machine qui sort de chez le meilleur fabricant.

L'on aperçoit immédiatement toute la portée de cette

(13) S. 78-2-48.

(14) Cassation 19 avril 1887. S. 87-1-217.

innovation jurisprudentielle. C'est une chose considérable que dans l'espèce de la Cour de Paris, la responsabilité soit admise sans faute prouvée, alors que l'ouvrier n'est pas au service de la ville, qu'il n'y a pas entre eux de contrat. Et d'autre part la responsabilité est admise pour des choses autres que le bâtiment proprement dit : pour des arbres, pour des machines. L'art. 1382 si faiblement protecteur des victimes, que la notion de justice en paraît lésée est très fortement atteint par cette jurisprudence. Il est même supprimé.

Cette jurisprudence mérite-t-elle d'être approuvée ? Quelle doit être, en définitive, l'appréciation qu'elle comporte ? Deux critiques nous paraissent devoir la faire écarter :

1° Elle n'est qu'un remède insuffisant au vice de l'art. 1382 qui oblige à la preuve de la faute. On a voulu donner satisfaction à une notion d'équité. Le remède est insuffisant. Il y a encore une preuve à fournir, il faut établir le défaut d'entretien, le vice de construction. On torture le texte quand on tire la présomption de faute. Est-elle donc si facile ? Prenons le cas de l'omnibus renversé. La voiture est réduite en pièces. Est-il donc facile d'aller découvrir dans ces débris le vice de construction qui a causé l'accident. Si l'on veut appliquer le texte (et il n'y a pas moyen de faire autrement) la victime n'obtiendrait aucune réparation. Cet exemple est pris au hasard. Croit-on que la preuve soit plus aisée lorsqu'une machine a éclaté ? Les morceaux en sont épars. L'on connaît tous les embarras de la justice répressive en présence des fragments, qui résultent d'une explosion. La justice civile saisie par la victime aura des difficultés analogues,

et si la victime ne fait point la preuve, elle sera déboutée ;

2° Il y a, en outre, un argument de texte qui nous paraît péremptoire. Un bâtiment n'est pas un meuble. On ne peut pas appliquer à un meuble une disposition qui a été faite pour un bâtiment. Cette disposition de l'article 1386 se trouve jointe à une série de règles spéciales qui dérogent aux principes généraux des art. 1382 et 1383. Il n'a jamais été question d'étendre ces règles spéciales, on les a toujours tenues comme étant de droit strict. Il n'est pas possible de traiter autrement l'art. 1386. Encore l'analogie pourrait-elle, dans un système de large tolérance, admettre l'interprétation extensive pour un meuble attaché au sol, et faisant corps avec le bâtiment. Mais pour un meuble susceptible de déplacement, pour la grande majorité des meubles, une voiture, un train, une substance explosible, il n'y a plus de raisonnement d'analogie qui puisse intervenir.

La jurisprudence est donc inadmissible. On ne pourrait donc pas y trouver la solution des difficultés causées par le développement intensif du machinisme. C'est sur ces entrefaites et au milieu de l'espèce de découragement que provoquaient des efforts dont on apercevait l'insuffisance, qu'une doctrine nouvelle allait paraître qui pourrait peut-être, par la hardiesse des principes entièrement nouveau, résoudre la situation inquiétante née par les transformations ou mieux les bouleversements des procédés industriels. C'était la théorie de la responsabilité objective.

CHAPITRE IV

Théorie du Risque créé

CHAPITRE IV

THÉORIE DU RISQUE CRÉÉ

Il est beaucoup moins facile qu'on ne pourrait le penser de donner une définition de cette théorie : sans doute, ses affirmations sont assez brutales par leur nouveauté, et cela facilite un essai de définition, mais, et ce sera peut-être le point faible du système nouveau, ses auteurs, peut être pour proscrire certaines solutions l'ont entouré de nuances. A ses débuts, cette théorie n'affirme pas que le propriétaire est responsable de plein droit du dommage causé par sa chose. Elle affirme seulement que toute personnes qui se sert d'une chose, qui en tire profit est responsable du dommage qu'elle produit. On voit la nuance. Je suis propriétaire d'un fusil. Je ne suis pas responsable de l'accident causé par le chasseur à qui je l'ai prêté : la responsabilité est pour le chasseur. Quelles que soient ces nuances, la théorie nouvelle est catégorique dans son dogme essentiel : pour la responsabilité, il n'est plus nécessaire qu'il y ait faute. L'art. 1382 est renversé. Il suffit d'établir qu'entre la chose et le dommage il y a un rapport de cause à effet. Ce rapport suffit. Le

droit de la victime à réparation est établi. Celle-ci n'a pas d'autre preuve à faire. Et alors la théorie se développe et s'explique. Pour nos besoins ou pour notre agrément nous usons de certains objets, nous mettons en jeu certaines forces, par là même nous créons certains risques pour nos semblables, ces risques nous devons en fin de compte les supporter seuls. Il y a un « risque créé » dont la responsabilité nous incombe.

§ I. — LES PRÉCÉDENTS

Même à cette date de 1897, où elle se présente pour la première fois, cette théorie n'était pas absolument nouvelle. Comme il arrive fréquemment, avant les crises importantes, certains symptômes en laissaient prévoir l'apparition. Nous remontrons ces premières manifestations, dans la doctrine et dans la jurisprudence. Il s'en trouve dans la loi elle-même.

L'un des premiers auteurs qui se soit orienté, d'une manière plus ou moins douteuse, vers la responsabilité objective est peut-être Laurent. Il écrit, en effet, que l'art. 1384, § 1, a une portée générale et établit une présomption absolue. Il s'agit de la responsabilité de plein droit des choses qu'on a sous sa garde. Laurent l'applique notamment aux dommages causés par les machines. Par contre, ce même auteur refuse l'interprétation extensive de l'art. 1386, ce qui s'explique deux fois, et par son système d'interprétation logique et stricte des textes du Code, et par la satisfaction d'équité qu'il trouve dans l'art. 1384, § 1 (1).

(1) Laurent, t. XX, numéros 639 et 640.

Plus intéressante, parce qu'on y remarque une évolution toute symptomatique, est l'opinion de Labbé. Dès 1871, Labbé écrivait : « Il est un système qui est vaguement au fond de beaucoup d'esprits; c'est que le propriétaire répond du dommage causé par sa chose, non parce qu'il est en faute, mais par cela seul qu'il est propriétaire. » Mais aussitôt, il s'élève contre ce système parce qu'il ne le juge pas compatible avec les textes du Code Civil : « Nul n'est responsable d'un accident s'il n'est en faute, ainsi pourrait-on traduire l'art. 1382 ; tous les articles suivants sont commandés par la même idée. » Ce principe s'applique que le dommage résulte de notre fait, ou du fait d'une chose nous appartenant (2).

Ce qui est remarquable dans cette opinion de Labbé, c'est qu'elle s'est modifiée. Longtemps après, le même auteur avait tendance à reconnaître la responsabilité du seul fait des choses. Il s'en expliquait à propos du fameux procès de Sitter dans une note au Sirey (3) : « Nous avons écrit, en 1871, une opinion contraire ; nous avons lié essentiellement la responsabilité à une faute. Mais, après une réflexion plus profonde, une étude plus attentive de la rédaction de la loi, plus touché que nous ne l'avions été de la corrélation entre les chances bonnes ou mauvaises d'une opération volontaire, entre les profits et les risques d'une entreprise, nous changeons de sentiment, et nous accordons en équité notre adhésion à ce principe que celui qui perçoit les émoluments procurés par l'emploi d'une machine susceptible de nuire aux tiers, doit s'attendre à réparer les préjudices que cette machine

(2) S. 1871-1-9.

(3) S. 1890-4-17.

causera. » Dans cette note, Labbé ne parle plus de la responsabilité attachée à la propriété, l'on voit se dessiner nettement la théorie du risque créé.

La même théorie s'esquisse en 1889 dans le mémoire fourni par M. Saintelette pour M^{me} de Sitter en Belgique (p. 31). Mais surtout elle recueille en 1894 l'adhésion de M. Saleilles qui, dans un compte rendu de thèse de Doctorat, lui donne peut-être son expression la plus claire et la plus décisive. « Il n'y aurait plus à parler de responsabilité contractuelle, ni d'obligation délictuelle, mais d'obligation légale. La responsabilité du chef d'industrie ne dériverait pas de son contrat, ni même de son délit, mais de l'obligation que la loi lui impose, parce qu'il a la direction de l'exploitation et qu'il a les bonnes comme les mauvaises chances de prendre sur lui les risques de l'industrie (4). »

Voyons maintenant, dans les diverses jurisprudences française ou étrangère, les premiers vestiges de la théorie nouvelle. La jurisprudence belge s'y montre rebelle. En 1889, la Cour de Cassation rejette le système de responsabilité objective soutenue par M. Saintelette dans son mémoire pour l'affaire de Sitter. Elle déclare « que l'art. 1384 suppose nécessairement l'existence d'une faute initiale dont il règle les conséquences, que ce principe domine tous les cas de responsabilité qui sont énumérés à l'art. 1384, que la responsabilité découle non pas de la qualité de propriétaire comme le prétend le pourvoi, mais de la négligence ou de l'incurie qu'il a apportée (5). »

(4) *Revue Bourguignonne de l'Enseignement supérieur*, 1894, p. 659 et s.
(5) S. 90-4-17.

Voici, par contre, des espèces nombreuses où la jurisprudence française réserve un terrain favorable à la doctrine qui s'élabore. C'est un jugement du Tribunal civil de Gien du 26 avril 1881 (6) statuant sur un accident qui a eu pour résultat de blesser grièvement un ouvrier atteint par une scie circulaire. L'origine première de l'accident était complètement inconnue. Le Tribunal admet la responsabilité du patron. Mais la Cour d'Orléans réforme ce jugement en faisant appel à l'art. 1382 (7). Par contre, nous voyons maintenir un jugement du Tribunal de Bourgoin en l'espèce suivante : un arbre s'était abattu sur la place de la Tour du Pin et avait tué un passant. Le Tribunal admet la responsabilité. La décision est confirmée par la Cour de Grenoble (7). Cette affaire nous intéresse cependant un peu moins que la précédente, car il résulte des circonstances que le tronc de l'arbre était pourri et que cet état se manifestait extérieurement ; il y avait, dans ce fait, source d'une faute pour la commune de la Tour du Pin qui aurait pu prévoir l'accident.

Le Conseil d'Etat allait répondre, de son côté, à ces premiers tâtonnements des juridictions inférieures. Un ouvrier de l'arsenal de Tarbes est atteint au bras par un éclat de métal, qui détermine une atrophie complète, et empêche l'ouvrier de pourvoir, dans l'avenir, à sa subsistance. La cause de l'accident était inconnue. Aucune faute prouvée ni de l'ouvrier ni de l'industrie. L'affaire vient au Conseil d'Etat, le ministre n'ayant alloué qu'un secours très insuffisant. Le commissaire du gouverne-

(6) S. 90-2-14.

(7) 20 décembre 1888. S. 90-2-14.

(8) 20 février 1892. S. 93-2-205.

ment le constatait : « Nous sommes en présence du fait de l'industrie, de l'accident anonyme, du risque professionnel, résultant de l'emploi de machines, dans des conditions normales. » Il constatait l'absence de faute. Il déclarait, en outre, que rien dans le Code Civil ne s'oppose à ce que le patron soit déclaré responsable vis-à-vis de l'ouvrier, des accidents auxquels l'ouvrier se trouve exposé par les conditions mêmes du fonctionnement de l'établissement industriel. Le Conseil d'Etat admit que l'Etat était responsable (8).

Parmi les juridictions, il en est une dont l'autorité est particulière : celle de la Cour Suprême. Elle eut à résoudre, à cette même époque, quelques arrêts appelés au plus profond retentissement. La machine d'un remorqueur avait fait explosion brûlant grièvement le mécanicien qui succombe à ses blessures. La veuve de la victime réclame une indemnité aux propriétaires du bateau, entrepreneurs de draguages à Paris. La demande est repoussée par le Tribunal de la Seine. La Cour de Paris accorde une indemnité, en se référant au contrat de louage de services dont nous avons précédemment étudié le fonctionnement, et, en outre, à l'art. 1386, à raison d'un vice de construction. L'arrêt est porté en Cassation. La Cour admet qu'il y a lieu à indemnité. Mais elle ne fait pas servir les motifs de l'arrêt d'appel. Elle s'en tient prudemment et simplement à l'art. 1384, à la responsabilité du fait des choses inanimées. « Attendu que l'arrêt attaqué constate sommairement que l'explosion de la machine du remorqueur à vapeur qui a causé la mort

(9) Arrêt du 21 juin 1895 S. 97-3-33 et la note de M. Hauriou.

de X... est due à un vice de construction (la Cour constate le vice de construction, mais elle ne va le faire que pour écarter la force majeure et non pour placer l'arrêt, sous le régime de l'art. 1386) ; qu'aux termes de l'art. 1384 du Code Civil cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure établissait, vis-à-vis de la victime de l'accident, la responsabilité du propriétaire du remorqueur sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé (10). Ainsi statuait la Chambre civile. Mais la matière est délicate, les hésitations sont légitimes. La Chambre des requêtes ne suit pas la même voie. Elle était appelée à se prononcer en l'espèce que voici : la chaudière du *Maréchal-Bugeaud* avait fait explosion, un employé de la Compagnie Transatlantique avait été tué. Une nuance séparait cette affaire de la précédente. L'enquête n'avait révélé aucun vice de construction. La Chambre des requêtes refuse d'admettre la responsabilité, celle-ci ne peut reposer sur un cas fortuit (10). L'on voit de la sorte les hésitations, les tâtonnements qui précèdent l'éclosion de la théorie nouvelle.

En ce qui concerne les documents législatifs, nous avons, en premier lieu, l'art. 1384 du Code Civil. Cet article est-il isolé ? N'est-il pas possible de découvrir dans l'ensemble de nos lois et, au besoin, vu le caractère général de cette étude, dans les lois étrangères, des textes appuyant et renforçant la théorie de la responsabilité objective. La question mérite d'être étudiée. Nulle part, dans les législations étrangères, à cette époque de 1890-

(10) Cassation 16 juin 1896. S. 97-1-17. *Le Droit* du 5 juillet 1896

(11) *Moniteur judiciaire de Lyon* du 12 juin 1897.

1897, on ne trouvait la responsabilité objective reconnue et légalement instituée. La plupart de ces législations sont sous le régime de la présomption de faute. La responsabilité objective ne paraît que dans des cas spéciaux, par exemple en cas de transport (12).

Sans aller à l'étranger, les lois françaises ont admis, à plusieurs reprises, sans en voir sans doute toute la portée, le principe de la responsabilité objective. Nous en trouvons un exemple dans l'art. 262, § 1, du Code de Commerce : « Le matelot est payé de ses loyers, traité et pansé aux frais du navire, s'il tombe malade pendant le voyage, ou s'il est blessé au service du navire. » Ce cas est particulièrement net. Il n'y a aucune faute supposée du patron ou de l'employé. La responsabilité est consacrée dans des termes aussi forts que ceux de la loi qui viendra reconnaître le risque professionnel, et le mettre à la charge du chef de l'industrie. Cette disposition a des origines anciennes. Elle remonte à l'ordonnance de 1673. On se saurait donc faire reproche à la théorie objective d'être une innovation et de tomber sous l'espèce de prévention qui s'attache aux choses nouvelles qui n'ont pas fait leurs preuves ; le terrain législatif est déjà quelque peu frayé.

On peut citer encore la législation en matière des travaux publics telle qu'elle est reconnue et sanctionnée par le Conseil d'Etat. Sans doute, quand il s'agit d'accident ou de dommages causés par le défaut d'entretien, le Conseil d'Etat relève la faute du concessionnaire et le

(1) Loi prussienne du 3 novembre 1838, art. 25; loi autrichienne du 5 mars 1867, art. 1 et 2.

met en cause. Mais en dehors de toute idée de faute de cette nature, une responsabilité objective est nettement établie et reconnue. Des étincelles qui se dégagent d'une locomotive mettent le feu aux récoltes ; il n'est pas possible d'apercevoir une apparence de faute ; dans le dernier état de la technique moderne, la Compagnie ne connaît pas de moyen d'empêcher les étincelles de s'échapper de la locomotive. Il faudrait supprimer le train lui-même. La responsabilité de la Compagnie est cependant admise de plano. De même l'Etat qui relève le niveau d'un chemin, cause, sans faute, car l'intérêt général l'exige, un dommage au propriétaire riverain. Le Conseil d'Etat admet l'indemnité. Entendons ici le commentaire de M. Hauriou : « Les opérations de ce genre sont en elles-mêmes des accidents ; c'est par accident qu'un ouvrage public est construit dans le voisinage d'une propriété plutôt que d'une autre, par accident qu'une forteresse ou un magasin à poudre avec leurs servitudes sont installés ici plutôt que là..... Le seul fait à établir en justice sera ici le préjudice ou le dommage..... il n'y aura point à invoquer de faute de la part des agents de l'administration ; outre que, bien souvent, il n'en aura pas été commis, l'administration s'étant strictement tenue dans son droit, alors même qu'il en aurait été commis une, les conséquences disparaîtraient devant la considération supérieure des risques spéciaux de l'opération (13). » Il s'agit donc bien d'une responsabilité, sans faute.

La loi du 8 juin 1895 relative à la revision des procès criminels et correctionnels et à l'indemnité à allouer aux

(13) *Traité de droit administratif*, p. 175.

victimes d'erreurs judiciaires, apporte un nouvel appui à la théorie de la responsabilité objective. Où pourrait-on voir ici une simple apparence de faute ? un Tribunal a statué, il y a erreur dit-on ; mais n'y a-t-il point des circonstances où il est au-dessus des forces humaines de ne pas se tromper ? Ce que valent les témoignages en justice, beaucoup le savent, et cependant dans les matières criminelles, ils constituent souvent à eux seuls le principal élément de l'information. Il n'est pas quelquefois, jusqu'à l'attitude d'un accusé innocent, qui, par on ne sait quelle fatalité, ne soit de nature à tourner contre lui la conviction du juge. Il n'y a donc pas de faute et, cependant, on admet qu'une indemnité sera payée à la victime. L'organisation judiciaire est une nécessité sociale. Si, dans son fonctionnement, elle cause dommage à un individu, la réparation s'impose. Et comme nous tenons à exposer ici la théorie de la responsabilité objective, en toute impartialité, nous ne pouvons mieux faire que de rapporter les justes observations de M. Larnaude, qui viennent lui fournir un nouvel appui. « Lorsque cette grande machine qui s'appelle l'Etat, cent fois plus puissante et cent fois plus dangereuse aussi que les machines de l'industrie a blessé quelqu'un, il faut que tous ceux, dans l'intérêt de qui elle fonctionnait, en causant ce préjudice, viennent le réparer. Ainsi l'exigent les principes de solidarité et de mutualité, qui sont le fondement même de nos institutions et dont aucune conséquence n'est certes plus intéressante (14). De pareilles observations écartent l'idée de faute.

(14) *Revue pénitentiaire*, 1896, II. 9.

§ 2. — EXPOSÉ DE LA THÉORIE

Pour exposer cette théorie de la responsabilité objective, ses auteurs en ont dégagé trois propositions essentielles, procédé qui donne à leurs indications à cet égard une plus grande clarté. Ces propositions sont donc au nombre de trois :

1° La responsabilité du fait des choses est complètement étrangère à la preuve d'une faute à fournir par la victime ;

2° Le propriétaire ne peut échapper à sa responsabilité en prouvant qu'il n'a commis aucune faute ;

3° Enfin, cette dernière proposition, qui est en quelque sorte la pierre de touche de la théorie, sous son aspect le plus neuf et le plus original : la responsabilité a sa source dans la loi.

Voilà les trois propositions. Quel est leur sens ? Quelle est leur exactitude ? Les auteurs de la théorie fournissent à ce propos d'abondantes explications.

Première proposition : La victime n'a pas à prouver la faute. — Cela résulte du texte même de la loi, de l'art. 1384, § 1 du Code Civil. L'article déclare que l'on est responsable du dommage « causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde ». Cela exclut l'art. 1382. Ce dernier article disait : pas de responsabilité sans faute. L'art. 1384 pose la source de responsabilité dans le fait de la chose qui a causé le préjudice. Le mot faute n'est pas prononcé. Il y a lieu de s'incliner devant le texte qui est clair et formel.

Voici une raison à l'appui. Vouloir que la victime ait à prouver la faute du propriétaire, c'est rendre inutile la disposition de l'art. 1384. Ou bien cet article établit des règles spéciales relatives à la responsabilité du propriétaire, ou bien il n'a plus de raison d'être. Car si cette responsabilité est fondée sur une faute du propriétaire, il n'y avait point de raison d'écrire l'art. 1384. L'art 1382, avec son texte d'une portée si générale, suffisait.

Les dispositions voisines de l'art. 1384, § 1. viennent confirmer l'interprétation que nous donnons de ce texte. Que disent-elles ? Elles ne s'occupent pas de la responsabilité du fait des choses, elles s'occupent de la responsabilité du fait d'autrui : les père et mère, maîtres et commettants, instituteurs et artisans sont responsables du dommage causé par les enfants mineurs, les domestiques et préposés, les mineurs et apprentis. Or, dans toutes ces hypothèses une règle est certaine : la preuve de la faute n'est pas à la charge de la victime ; il lui suffit d'établir le lien qui l'unit à la tierce personne que la loi déclare responsable ; la responsabilité de celle-ci est, si l'on peut dire, mise en jeu automatiquement. L'article s'exprime, en effet, de cette façon : « La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. » Voilà donc des dispositions qui dérogent nettement à l'art. 1382. A ces dispositions, l'art. 1384 ajoute le cas de la responsabilité du fait des choses, comment pourrait-on prétendre que pour celles-ci il va reprendre et confirmer le principe de l'art. 1382. Cela supposerait une rédaction singulièrement vicieuse, même incohérente, que l'on ne peut

prêter gratuitement aux rédacteurs du Code. Et cet argument se renforce encore du texte de l'article suivant qui traite du dommage causé par les animaux, nouvelle addition à l'article 1382, nouvelle dérogation à ce texte, car ici encore l'essence du texte est d'établir que la responsabilité du propriétaire de l'animal est engagée sans que la victime ait à prouver qu'il y a eu une faute de ce propriétaire. Toutes ces formules forment un ensemble qui décharge la victime de la preuve de la faute ; la victime du fait de la chose inanimée jouit du même bénéfice.

Cependant il existe une interprétation de l'art. 1384, § 1^{er}, qui serait de nature à renverser toute l'argumentation que nous venons de présenter. M. Esmein a soutenu que l'art. 1384, § 1^{er}, ne s'applique pas aux choses mais à l'animal. Il est bien évident que s'il en était ainsi l'exposé qui précède perdrait toute force. Allons droit à l'argument capital que donne M. Esmein. L'art. 1384 parle des choses que l'on a sous sa garde. Or, ces termes ne peuvent s'appliquer aux choses d'après le sens usuel ou même correct du langage. On ne dit pas que l'on a une chose sous sa garde. Cet alinéa ne fait que préparer et annoncer l'art. 1385, qui va parler du dommage causé par les animaux. Son interprétation, en ce sens, s'éclaire et se complète encore si l'on parcourt la fin de l'art 1384, qui vise le dommage causé par le fait des personnes indiquant par là « que le fait dont il s'agit de part et d'autre est un acte, un mouvement actif et propre qui ne peut émaner que d'un être vivant. Les animaux sont les seules choses qui présentent ce caractère, ce sont les seules que le législateur a voulu viser dans ce texte ». (S. 1897, 1, 17 et la note de M. Esmein). Et si l'art 1384,

§ 1^{er} ne parle plus des choses il est bien évident qu'il devient étranger à la responsabilité objective.

Il n'est peut-être pas impossible de répondre à cette dangereuse objection. Peut-être prend-elle le mot fait dans un sens trop étroit. Evidemment on peut toujours soutenir que le fait désigne quelque chose d'actif et d'agissant. Mais la machine en mouvement, le train en marche ne sont pas des choses absolument inertes. Dans le cas de l'incendie qui se développe dans l'immeuble sans que l'on sache d'où il provient, la chose paraît avoir une sorte de force interne, et susceptible d'action au dehors. Mais si le mot fait implique une idée d'activité, il ne faudrait pas en faire non plus le synonyme d'acte proprement dit. Au fond, il y a dans cette expression quelque chose de vague qui peut avoir été voulu par le législateur précisément parce que dans ces espèces de responsabilité le mode et les circonstances qui accompagnent le dommage ont une infinie variété. Et quant aux expressions, « choses dont on a la garde, » elles sont aussi, dans leur imprécision même, ce que l'on peut espérer de mieux pour exprimer la théorie du risque créé. Comme nous l'avons dit, théorie du risque créé ne signifie pas théorie du risque à la charge du propriétaire. Il n'aurait pas été exact de dire que nous sommes responsables du fait des choses dont nous avons la garde. Nous sommes seulement responsables du fait des choses dont nous avons l'usage et dont nous retirons le profit, et l'expression de garde synthétise à merveille l'idée essentielle qui se trouve au fond de la responsabilité objective.

Deuxième proposition. — *Le propriétaire ne peut échapper à la responsabilité en prouvant qu'il n'a commis aucune faute.* — Cette deuxième proposition résulte de l'art. 1384, § 1, lui-même. L'article pose le principe de la responsabilité. Il n'indique pas que le propriétaire puisse s'y soustraire par la preuve qu'il n'est pas en faute. Cet argument est sans doute un peu faible. Mais la suite du texte le confirme. Nous avons vu que cette suite du texte permet aux père et mère, instituteur ou artisan de se dégager de toute responsabilité en prouvant qu'ils n'ont pu empêcher le fait dommageable. Le texte est muet sur le cas du commettant ou du maître, que conclure pour ceux-ci ? De tout temps, on admet l'argument *a contrario*, les travaux préparatoires sont décisifs en ce sens. Mais cet argument *a contrario* ne peut être présenté qu'autant que l'impossibilité de prouver l'absence de faute est la règle générale, un argument de cette nature ne pouvant valoir que pour le retour à la règle. Telle est donc la règle pour le fait d'autrui : impossibilité légale de prouver l'absence de faute. Or, que l'on relise l'art. 1384, § 1. Le fait d'autrui, le fait des choses sont étroitement confondus. Les dispositions du Code sont jointes et mêlées au point de se formuler dans une même phrase régie par un seul verbe. Le Code aurait-il si étroitement rassemblé les deux dispositions, si la règle générale qui s'applique à l'une n'était pas également en vigueur pour l'autre disposition. Concluons donc que le texte s'oppose à ce que le propriétaire puisse prouver l'absence de faute.

L'art. 1385 va fournir un nouveau point d'appui à cette opinion. Cet article vise la responsabilité du fait de l'animal. La victime n'est pas tenue d'établir la faute du pro-

priétaire. Maintenant autre question, le propriétaire peut-il se libérer en prouvant qu'il n'a commis aucune faute. Il y a eu une époque où la question était très discutée. Elle a été résolue par un arrêt de la Cour de Cassation du 27 octobre 1885 (15). Cet arrêt a fait jurisprudence. La solution est aujourd'hui universellement admise. Il y a une présomption de faute *juris et de jure* à la charge du propriétaire qui ne pourra disparaître, d'après la Cour de Cassation, « que devant la preuve soit d'un cas fortuit soit d'une faute commise par la partie lésée ». C'est une matière où il n'y a plus discussion, le débat est clos. Mais cette jurisprudence n'est point sans intérêt dans la théorie que nous exposons. Elle présente même un intérêt décisif qu'il est facile de résumer. Pour le cas du dommage par le fait de l'animal, le propriétaire est forclos, il ne peut prouver l'absence de faute. Pour le cas de dommage par le fait de la chose inanimée, la règle doit être la même, car il n'y a aucune raison de distinguer. Nous ne voyons pas pourquoi la responsabilité serait plus rigoureusement appréciée au cas de dommage par l'animal que par la chose. Ni en droit, ni en équité, il n'y a lieu à différence. L'argument peut être illustré par un exemple qui ne manque pas de piquant. Que l'on voie donc à quelles solutions on aboutirait en refusant l'assimilation. L'accident est-il causé par les chevaux d'un attelage, il y a responsabilité, c'est entendu, mais le propriétaire des chevaux ne pourrait se décharger en venant établir qu'il n'a commis aucune faute. Au contraire, s'agit-il d'une automobile, d'un tramway, le pro-

(15) S. 86-1-33.

priétaire aurait cette ressource pour obtenir l'absolution. Pourquoi cette différence ? L'innocence justifiée, dans ce dernier cas, ne compte pas s'il s'agit d'un attelage. On chercherait en vain la raison de cette différence de traitement qui ne serait que pure injustice.

On pourrait alors se demander à quoi sert l'art. 1385, si la responsabilité qu'il établit se confond avec celle du dommage causé par un objet quelconque, l'art. 1384, § 1, aurait suffi. C'est que l'identité n'est pas absolue. L'animal doué d'une initiative propre peut s'échapper. Est-ce que dans cette hypothèse le propriétaire sera responsable, aura-t-il au contraire cessé de l'être, l'animal n'étant plus, somme toute, sous sa garde ? Il fallait un texte pour trancher cette question toute spéciale du fait de l'animal. L'article 1385 a été précisément écrit pour la résoudre. Il déclare, en effet, que le propriétaire est responsable « soit que l'animal fut sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ». Le texte a donc son utilité sans qu'il soit besoin de lui donner une portée spéciale relativement à la preuve.

Un nouvel argument peut encore être tiré de l'art. 1386. Cet article admet la responsabilité du propriétaire moyennant la preuve à fournir par le demandeur du défaut d'entretien ou du vice de construction. Ce qui est notable, c'est que le défendeur ne peut se libérer qu'en établissant le cas fortuit ou la force majeure. Il ne peut pas se libérer en établissant qu'il a commis aucune faute. Voici comment s'exprime à cet égard la Cour de Cassation : « Le défendeur ne peut s'exonérer de la responsabilité qui est ainsi attachée à la propriété elle-même en demandant à prouver qu'il n'a pu empêcher la ruine du

bâtiment résultant du vice de construction (16). Cette jurisprudence est solidement établie. Elle nous fournit un précieux appoint. En effet, l'art. 1386 ne fait que reproduire la règle de l'art. 1384, § 1, en ce qui concerne le bâtiment. Elle y déroge sur un point : la preuve du défaut d'entretien ou du vice de construction à la charge du demandeur. Pour le reste, les principes sont communs. C'est une règle commune que le propriétaire ne peut écarter la responsabilité en prouvant l'absence de faute.

Voilà donc une seconde proposition d'établie. Dans la théorie qui admet que la responsabilité du défendeur est fondée sur une présomption de faute, le défendeur ne peut pas se libérer en prouvant l'absence de faute. Nous souscrivons entièrement à cette notion de la prohibition de la preuve contraire, mais nous ne pensons pas que la responsabilité du défendeur soit fondée sur la présomption de faute ; cette responsabilité a sa source dans la loi directement, il s'agit d'une obligation de réparer née lege. Cette affirmation est le trait distinctif de la théorie de la responsabilité objective. Il convient de l'étudier attentivement.

Troisième proposition. — Obligation née lege. — Reconnaissons-le de la manière la plus explicite. Nous avons tenu dans notre précédent exposé pour favorables à la responsabilité objective tous les arrêts ou jugements qui admettaient la responsabilité du défendeur en se fondant sur une présomption de faute (17). C'est que le résultat est en fait le même dans ces espèces. Dans tous les

(16) Cass. 19 avril 1887. S. 87-1-217.

(17) Voyez le jugement du Tribunal de Bourgoin, l'arrêt de la Cour de Grenoble.

cas, le défendeur sera responsable, et comme la présomption de faute est irréfragable, les conséquences sont les mêmes que si on admet une responsabilité née lege indépendamment de toute idée de faute. L'une des voies suit simplement le Code, elle a des allures traditionnelles, la théorie de la responsabilité objective a, si nous pouvons employer l'expression, des allures plus cassantes. Rarement cependant des doctrines différentes dans leurs principes se confondent entièrement dans leurs conséquences pratiques. Recherchons donc si le moment n'est pas venu de rompre avec un passé suranné.

Cela ne se pourrait, en tout cas, que dans la limite où le Code nous en laisserait la faculté, car nous vivons toujours sous le régime du droit positif en face de textes dont l'observation peut seule donner sécurité aux justiciables. Or, un fait apparaît immédiatement. L'art. 1384, § 1, sur lequel nous appuyons la responsabilité lege est placé au chapitre des délits et des quasi-délits. Cette disposition est précédée d'articles qui s'occupent de la faute, qui fondent sur elle la responsabilité. Il est difficile, à première vue, d'admettre que l'art. 1384, § 1, qui admet la responsabilité ne le fasse pas précisément parce que l'hypothèse prévue rentre elle aussi dans le cadre de la responsabilité par suite de faute. Si le législateur avait voulu innover dans l'art. 1384, § 1, il s'en serait expliqué clairement.

Il y a cependant réponse à cette objection. Il suffit de faire constater que la plupart des dispositions contenues dans le chapitre II sont incompatibles avec la notion de faute. Ce sera facile.

Il est tout d'abord impossible de faire reposer la responsabilité des maîtres et commettants sur l'idée de faute (art. 1384, § 3). Sans doute, l'explication en est donnée fréquemment. L'on trouve le moyen de faire rentrer cette disposition dans la doctrine traditionnelle. Ce n'est point le maître ou le commettant qui a personnellement causé le dommage, mais il a commis un mauvais choix en prenant pour préposé un employé incapable ou maladroite. Telle est la faute que l'on relève avec certitude à sa charge. Elle justifie sa responsabilité. Voilà le raisonnement. Insistons-y. Cette faute est-elle si bien établie ? C'est supposer dans les circonstances de la vie une rigueur qui ne s'y rencontre pas toujours. On peut poser en fait que tout commettant si prévoyant qu'il ait pu être et quelque soin qu'il ait apporté au choix de son représentant est exposé à voir se produire un jour quelque imprudence, ou même quelque acte frauduleux de nature à décevoir toutes les prévisions. En pareil cas, quelle aura été la faute du commettant ? Il n'y en a pas, et cependant aux termes de l'art. 1384, § 3, il est sûrement responsable. Mais allons plus loin, il est des commettants qui ne choisissent pas eux-mêmes leurs préposés. Il en est ainsi des communes et des établissements publics dont les préposés sont parfois nommés par l'autorité supérieure. Il n'y a donc aucune faute de leur part, et c'est ce qui permet à M. Garraud d'écrire en des termes qui paraissent faits pour la responsabilité objective : « La responsabilité des personnes morales se fonde sur la loi et non sur la faute. L'art. 1384 déclare les maîtres et commettants quels qu'ils soient, civilement responsables, et c'est là une obligation légale qui incombe à toute per-

sonne physique ou morale, dès qu'elle se trouve dans la situation prévue par la loi (18).

De même, l'art. 1385 qui établit la responsabilité du fait de l'animal paraît étranger à l'idée de faute. Il y a bien des causes d'accidents provoqués par les animaux. Il en est où il est impossible de relever à charge du propriétaire aucune espèce d'imprudence ou de négligence. Je sors en voiture. A un moment donné, dans une rue encombrée, le cheval est piqué par un insecte, ou prend peur au bruit d'une détonation. Il s'emballe et renverse un passant quelques pas plus loin. On se demande s'il est possible de relever dans cette espèce une faute quelconque à la charge du propriétaire. Et cependant l'art. 1385 est inflexible. Nous sommes responsables de plein droit du fait de l'animal. L'art. 1385 établit une responsabilité sans faute.

La plus décisive de toutes les dispositions dans le sens qui nous occupe est encore l'art. 1386. Un immeuble a été mal construit, pour prendre un exemple précis, les appareils supportant le ciment armé ont été retirés trop rapidement, ou bien le ciment ne contenait pas en quantité suffisante les tiges de fer constituant l'armature. L'immeuble s'écroule écrasant un passant dans sa chute. C'est le vice de construction. Qui est responsable : le propriétaire (art. 1386). Et pourtant qui a commis la faute : l'architecte. Cependant, le propriétaire avait pu choisir un très bon architecte, car le meilleur ingénieur peut se tromper. Bien plus, le propriétaire a pu acheter l'immeuble depuis le jour de la construction. En pareil cas,

(18) C. Civ., art. 1370, *Traité de Droit Pénal Français*, t. II, 13.

où trouver une faute que l'on puisse mettre à sa charge. Cependant, il est responsable.

L'intitulé du chapitre II : Des délits et des quasi-délits n'est donc pas exact. Sous ce chapitre, il est traité d'obligations nées lege. Aucune disposition du Code Civil ne nous empêche donc de prétendre que l'obligation de l'art. 1384, § 1, a la même source.

Si nous examinons maintenant de plus près cette obligation, nous apercevons qu'elle a bien une source légale. C'est un nouveau point important à établir. Reprenons les exemples de tout à l'heure. Une chaudière fait explosion, et blesse ou tue un ouvrier. En fait, la cause de l'explosion demeure inconnue. Supposons là connue. Que peut-elle être. Une de ces mille circonstances de détail qui dépassent toutes les prévisions humaines. Une paille qui se glisse dans le métal en fusion. Quelque autre incident du même genre. Nous demandons où peut être, dans ces mille possibilités diverses, la faute du propriétaire ou de l'industriel ? Cherchons encore ; un manque d'épaisseur de métal en un point donné ? Un défaut de résistance dû à la contexture intime du métal ? Où est la faute de l'industriel ? Il n'y en a pas, Il est donc erroné de vouloir fonder la responsabilité sur une présomption de faute. On ne présume que le cas le plus fréquent.

Il est possible cependant d'insister. L'hypothèse de la chaudière est pratique et la mieux choisie. Mais le plus souvent, dans toutes autres espèces, il y aura une faute du propriétaire : un défaut de surveillance, un examen insuffisant de l'objet dangereux avant sa mise en œuvre. Un établissement radiologique lance un courant de haut voltage dans un appareil électrique insuffisamment pro-

tégé. Le médecin se trouve électrocuté. Tenons la faute pour certaine. Des difficultés de preuve peuvent empêcher de faire ressortir la vérité. Il est normal d'établir la présomption de faute au profit de la victime, car, dans la plupart des cas, c'est cette faute, difficile à prouver, mais certaine, qui a causé l'accident.

Cette objection ne vaut pas car elle se heurte à la doctrine que nous avons établie plus haut. Si la responsabilité repose sur une présomption de faute, la conséquence doit s'en suivre, le défendeur doit être admis à la preuve contraire il y aura renversement de la preuve. C'est la conséquence logique, inéluctable du système. La responsabilité repose sur la faute. Vu la fréquence des fautes du propriétaire, la faute est présumée. Mais si ce propriétaire peut établir qu'il n'a commis aucune faute, il est déchargé. Or, nous avons vu que le législateur n'a pas admis cette solution. Le propriétaire n'est pas autorisé à faire la preuve contraire. L'objection que l'on nous oppose ne vaut donc plus.

Il y aurait encore une ressource pour ce même système. Il pourrait être tenté de trouver appui dans l'art. 1352 du Code Civil. Il dirait alors : d'après l'art. 1352 aucune preuve n'est admise contre les présomptions de la loi. L'art. 1384, § 1, crée une présomption légale. Donc, l'art. 1384 s'explique comme créant une présomption soumise aux règles spéciales des présomptions légales. Mais pour que cette explication ait de la valeur, il faudrait que la présomption de l'art 1384 rentrât bien dans le cadre des présomptions légales prévues par l'art. 1352. Or, d'après ce texte une présomption légale n'est absolue que lorsqu'elle sert à annuler certaines actions ou à dénier

l'action en justice. Or, ce n'est pas le rôle qu'elle remplit ici, car elle sert à créer une obligation. Il n'est donc pas possible de consolider la théorie de la présomption de faute au moyen de l'art. 1352. Cette doctrine doit être écartée. L'obligation dont l'art. 1384, § 1, prévoit la naissance est une obligation qui naît de la loi.

Toute la tâche que nous avons remplie jusqu'ici est en quelque sorte négative. Nous avons établi que l'obligation ne naît pas de la faute, qu'elle est établie par la loi. Il nous faut maintenant faire œuvre positive et répondre à cette importante question. Pourquoi la loi établit-elle une responsabilité de plein droit à la charge de celui qui à la chose sous sa garde, en le déclarant responsable de tout dommage causé par cette chose ?

Une théorie a vu le jour à cet égard dans une législation étrangère et nous pouvons l'indiquer brièvement, pour l'étude complète en indiquant, dès maintenant, qu'elle ne paraît guère défendable. Un tribunal étranger (19) soutenait en 1885 que : « Le propriétaire est le représentant légal des choses qui lui appartiennent et le dommage qui est causé par un animal ou par un objet inanimé lui appartenant, notamment par un bâtiment, doit être considéré comme causé par le propriétaire lui-même. »

On a comparé ce système à la théorie des actions noxales. Celles-ci ont leur base dans une idée de vengeance sur la chose. Le propriétaire peut s'en libérer en faisant abandon de la chose. Or, dans le système allemand c'est le propriétaire qui est personnellement responsable

(19) Tribunal de l'Empire d'Allemagne.

comme représentant la chose, et cela proscriit toute idée de possibilité d'abandon.

Cette notion nous fournit l'argument qui va nous permettre d'écarter le système. C'est le propriétaire qui est personnellement responsable du fait de la chose parce qu'il la représente. C'est un cas imprévu de représentation. Mais cette extension de la notion de représentation n'aboutit à rien, quant au fardeau de la preuve. Il ne s'agit plus, en effet, de dommage causé par la chose, puisque le dommage est fictivement censé causé par le propriétaire. Il s'agit de la responsabilité d'un fait personnel. On retombe dans la nécessité d'une faute, et le demandeur doit établir cette faute.

Quelle est donc la source première de la responsabilité que la loi fait découler du fait des choses ? Cette source n'est pas une raison de droit. C'est un argument d'équité. Suivant la remarque de M. Saleilles c'est parce que le chef de l'exploitation profite des bonnes chances que la loi met à sa charge les mauvaises chances, les risques de l'industrie, de la profession. Le risque professionnel, tel est le fondement de l'obligation qui pèse sur l'industriel, sur l'entrepreneur. Un industriel met en mouvement des machines, un outillage complexe, dangereux, il crée de la sorte des risques innombrables pour les ouvriers qu'il emploie. Des accidents se produisent. Ces risques sont dus à des causes indéterminées. La responsabilité du patron, selon la doctrine traditionnelle de la faute, ne peut être établie. Ces risques, qui va donc les supporter ? Sera-ce l'ouvrier accidenté. Cela serait injuste. C'est le patron qui a les profits, les gains de l'entreprise, il est de

toute équité qu'il supporte, par contre, les mauvaises chances. Cela rentre dans les frais généraux de l'entreprise. « On fait figurer dans ces frais, dit Tarbouriech (20), les loyers, l'assurance contre l'incendie, le prix d'achat du matériel et une somme destinée à en représenter l'amortissement dans un certain nombre d'années. Eh bien joignez-y la réparation et l'amortissement du matériel humain. »

M. Saleilles n'applique cette doctrine qu'à l'industrie. Il faut l'étendre. Elle doit s'appliquer aux choses en général. Les motifs sont identiques. Qui a l'usage et le profit d'une chose doit en supporter les risques. Vous vous en servez, cela suffit, vous créez pour vos voisins la possibilité de dommage. La réparation du préjudice causé vous incombe. A la théorie du risque professionnel, il faut substituer la théorie du risque créé.

Il est aisé de comprendre que cette formule est beaucoup plus large que la précédente. La doctrine de M. Saleilles laissait en dehors de son atteinte les dommages ne provenant point du fait de l'industrie. Une voiture renverse un passant. A la chasse, mon fusil éclate et blesse un voisin. Aucune faute n'a été commise. Le cheval était d'un naturel peu ombrageux, le fusil était d'excellente marque. Seule, la théorie du risque créé aboutit à faire reconnaître la responsabilité.

L'art. 1384, § 1, fournit une base très solide à cette théorie. Le texte est général, il parle des choses que l'on a sous sa garde. Il ne distingue pas si ces choses sont

(20) *Op. cit.*, p. 111.

utilisées dans une industrie ou entre les mains d'une personne quelconque. L'art. 1384, § 1, répugne à toute distinction, qui ne peut plus être faite, sans arbitraire.

Il faut donc admettre la théorie du risque créé. L'argument donnée par M. Saleilles, celui du risque là où est le profit avait peut-être plus de force pour le cas de l'industrie, autour de laquelle se multiplient les profits et les dividendes. Il est un argument, présenté sous une autre forme qui a une portée plus générale, une valeur absolue, et qui constitue peut être la meilleure défense de la théorie de la responsabilité objective ou du risque créé. Posons le donc en fait, personne ne le contredira, le plus souvent la cause de l'accident est et demeure inconnue. De faute on ne peut en établir aucune. L'on déclare alors : « Personne ne doit être responsable. » Ce raisonnement est erroné. Il n'est pas possible que personne ne soit responsable, au sens large du mot, il faut toujours qu'il y ait quelqu'un qui supporte les conséquences de l'accident. Si l'on n'accorde pas d'indemnité à la victime, on tranche le conflit, tout en paraissant maintenir le *statu quo*. C'est la victime qui est responsable du dommage puisque, en fin de compte, c'est elle qui le supporte. Le débat donc se précise. Aucune faute du propriétaire, aucune faute de la victime. Des deux côtés, l'innocence complète. Qui donc doit supporter le dommage ? Il y a indépendance de part et d'autre. C'est une erreur, une relation qui existe. D'un côté, en effet, la victime complètement étrangère à l'accident. De l'autre, le propriétaire qui se servait à son profit de l'objet qui a causé l'accident, qui mettait en mouvement pour son agrément ou son utilité propres, des forces dangereuses. Il est na-

turel que l'on mette à sa charge les conséquences de l'accident.

L'on dit quelquefois qu'à l'appui d'une opinion il y a souvent un argument capital, auprès duquel tous les autres sont faibles, et même nuisent plus qu'ils ne servent. Nous croyons avoir donné, dans le paragraphe précédent, la principale défense de la théorie du risque créé.

Ce qui est singulier, c'est que cette doctrine peut être vulnérable sur ce terrain même du risque industriel où elle prétendait tout d'abord, avec M. Saleilles, se cantonner. Il s'agit le plus souvent d'un ouvrier qui a un contrat avec le patron. Or, par application de ce contrat qui était en cours d'exécution quand l'accident est survenu, la chose se trouvait sous la garde de l'ouvrier.

Etendons même l'objection au contrat de transport, le voyageur blessé dans un wagon (et qui finalement en profitait) est moins étranger à la chose dommageable que le piéton renversé dans la rue par une voiture.

Nous ne croyons pas qu'il soit exact de dire que le voyageur ou l'ouvrier aient la chose sous leur garde. Celui-là seul a la chose sous sa garde qui est à la tête de l'entreprise, qui lui imprime sa direction, qui en recueille finalement les profits. L'ouvrier a la machine sous sa garde dans le sens vulgaire des mots. Dans le sens juridique de l'expression, la chose est sous la garde du chef de l'entreprise, qui seul a véritablement installé la machine et créé le risque pour un profit personnel.

La question s'est d'ailleurs posée à propos de la responsabilité du fait des animaux, dans le cas où la victime du dommage était liée au propriétaire par un contrat et pouvait paraître par suite avoir l'animal sous sa garde,

en vertu de ce contrat (hypothèse précédemment étudiée). Cette responsabilité que nous appelons légale, du propriétaire allait-elle s'appliquer dans une espèce de ce genre ? La Cour de Cassation a formellement résolu cette question par l'affirmative : « Le propriétaire est responsable du domage causé, non seulement aux tiers, mais encore aux personnes qui sont à son service et qu'il a chargées de soigner ou de conduire l'animal (20). Bien d'autres décisions ont encore établi que le louage de services ne fait pas obstacle à l'application de l'art. 1385 (21). Or, l'art. 1384, § 1, et l'art. 1385 sont, nous l'avons montré, l'application d'un seul et même principe. L'art. 1384, § 1, doit donc s'appliquer également au cas de contrat entre la victime et le propriétaire.

Telle est donc, dans ses grandes lignes, la théorie du risque créé. Voyons maintenant ses conséquences.

§ III. -- EFFETS DE LA THÉORIE DU RISQUE CRÉÉ

Ils doivent être étudiés sous trois rapports : caractère d'ordre public de la théorie — preuve de la relation de cause à effet entre la chose et le dommage — détermination précise de la personne responsable.

A) *Caractère d'ordre public de la théorie du risque créé.* — La responsabilité du propriétaire a sa source dans la loi. Ce point a été établi. Les raisons qui ont déterminé le législateur à créer cette obligation sont des raisons qui se lient étroitement à l'ordre public. D'un

(21) Cass. 9 mars 1886. S. 86-1-244.

(22) Cass. 1^{er} février 1892. D. 92-1-501. Cass. 8 juillet 1894. D. 94-1-403. Dijon, 8 juin 1894. D. 95-2-48.

côté, le propriétaire qui se sert de la chose, qui en use et profite, mais qu'en même temps met en mouvement des forces dangereuses pour les tiers ; de l'autre, la victime de ce large déploiement d'activité. Non seulement le dommage doit être réparé, mais il y a un intérêt social à cette réparation, à laquelle la victime ne saurait donc renoncer. On ne peut pas admettre que par des stipulations répétées et multipliées celui qui cause le dommage puisse se mettre à l'abri et agir impunément. Cette remarque est, bien entendu, sans portée pour tous les cas où le dommage est causé à une personne qui n'avait point de contrat avec le propriétaire. Elle présente au contraire un intérêt considérable dans tous les cas où il y a eu un louage de services ou un contrat de transport. Elle tranche d'un seul coup et résout toutes les difficultés qui se sont élevées sur la validité des clauses de non responsabilité insérées dans ces contrats. Il est à peine besoin de dire que si la clause de non responsabilité est nulle dans la théorie du risque créé quand elle a été expressément insérée dans le contrat, à plus forte raison ne doit-on pas la sous-entendre et la lire entre les lignes.

b) *Preuve de la relation de cause à effet entre la chose et le dommage.* — On a protesté contre la théorie de la responsabilité objective en lui attribuant certaines conséquences, qu'elle repousse de la manière la plus vive. On a dit qu'elle aboutissait à rendre le patron responsable de tous les accidents que l'ouvrier a subis au cours de l'entreprise. Le résultat est absurde, disait-on. Au cours de son travail l'ouvrier est victime d'un tremblement de terre. Le patron devra payer. Et l'on développe naturellement ces solutions avec complaisance. Le voyageur à

son tour est frappé de la foudre au cours du voyage. La Compagnie sera responsable. C'est perdre de vue un principe certain. La responsabilité existe pour les dommages causés par la chose, mais rien que pour ceux-là. Il faut entre le dommage et la chose un rapport d'effet à cause strictement établi. C'est la chose qui est la source des profits, c'est elle seule qui procure les gains au chef d'entreprise. Donc, les raisonnements que nous avons présentés pour défendre et exposer la théorie du risque créé n'ont de portée qu'autant que la responsabilité se trouve limitée aux dommages causés par la chose elle-même. Et c'est ainsi que l'on a été conduit, dans cette théorie, à établir la distinction du cas fortuit et de la force majeure. Le premier, c'est la cause qui a agi sur la chose pour déterminer l'accident. Le patron en répond, c'est le fait de la chose elle-même. Le cas de force majeure, c'est une cause étrangère qui, par son action directe, a fait de l'ouvrier une victime ; le patron n'en répond pas.

Le principe fondamental de la théorie du risque créé conduit encore à écarter un autre cas de responsabilité, celui du dommage qui a sa source dans une faute de l'ouvrier. Il peut arriver que l'accident soit dû à une imprudence de l'ouvrier qui n'a pas observé les règlements d'atelier. Ou bien l'ouvrier chargé de la surveillance de la machine était ivre, quand il a été atteint par l'une des pièces et blessé ou tué. Dans tous ces cas, le dommage n'est pas dû au fait de la chose, il résulte au contraire du fait même de l'ouvrier. Le propriétaire n'est plus responsable.

La théorie du risque créé n'admet donc que deux cas

où le patron pourra se décharger de la responsabilité . celui où l'accident est dû à un cas de force majeure et celui où l'accident est dû à une faute de l'ouvrier.

c) *Détermination précise de la personne responsable.*

C'est ici qu'il est nécessaire d'apporter une indication que nous avons déjà esquissée, mais à laquelle l'exposé même de la théorie et de son fondement permet de donner un caractère plus catégorique. Le responsable du dommage ce n'est pas le propriétaire de la chose, c'est celui qui en use, qui en profite, qui crée le risque, pour employer le terme même. Ainsi donc le directeur d'usine sera responsable alors même qu'il n'était pas encore propriétaire des machines installées (hypothèse pratique si le matériel a été fourni, et n'est pas encore payé et que le vendeur ait réservé la propriété jusqu'à parfait paiement). De même celui qui se sert de la voiture ou du fusil est responsable alors même qu'il n'en est pas propriétaire. Celui là même qui met en mouvement la force, et en retire l'avantage est aussi celui qui sera responsable. La théorie paraît de la sorte s'adopter exactement aux nécessités pratiques.

Telle est, dans ses grandes lignes, la responsabilité objective. On la présente comme ayant un rôle particulièrement remarquable dans l'histoire des législations. A l'origine, la responsabilité se confond avec l'acte lui-même, avec le fait, avec la chose. Celui qui subit le dommage se venge aveuglément au besoin sur la chose elle-même. Puis l'analyse fait des progrès, on recherche l'intention ou du moins l'élément moral, faute. Cela paraît un progrès. Mais l'évolution se poursuit. Une période

survient où le machinisme prend un développement considérable. L'histoire paraît de nouveau se renverser. L'on revient à des notions assez voisines de celles des premiers temps, de même que des événements récents ont fait reparaître des moyens de combat qui paraissaient pour toujours abandonnés. Cela importe peu si la théorie conduit à plus de bonne et large justice

§ IV. — LA THÉORIE DU RISQUE CRÉÉ DANS LA JURISPRUDENCE
DEPUIS 1897

Au milieu d'une jurisprudence abondante, ce n'est pas le nombre des arrêts ou des jugements qui compte et offre de l'intérêt. Aussi croyons-nous préférable de relever, dans l'ensemble des décisions, celles que les défenseurs de la théorie du risque créé ont cru devoir eux-mêmes étudier, comme plus particulièrement caractéristiques des tendances de la jurisprudence à l'égard de leur théorie.

Arrêt de la Chambre des requêtes du 3 juin 1904 (22).

— *Explosion de gaz.* — Voici les faits : Des employés de la Compagnie du gaz à Lyon sont appelés par un locataire d'appartement pour vérifier l'existence d'une fuite de gaz. En faisant des recherches, l'un d'eux enflamme une allumette, une explosion se produit suivie d'une seconde plus forte à l'étage au-dessous, où se trouvait en réalité la fuite de gaz par une ouverture de plusieurs centimètres. Il s'agissait de savoir à qui incombait la responsabilité des dégâts causés par l'explosion. Le Tribunal

(2) D 1907 1-177.

civil de Lyon saisi de l'instance a rendu une décision où se trouvent les considérants suivants : « Attendu en droit que l'art. 1384 du C. C. dispose qu'on doit répondre du dommage causé par les choses qu'on a sous sa garde, que pour cette disposition la loi impose au propriétaire ou gardien d'une chose inanimée une responsabilité qui ne peut évidemment reposer que sur une présomption de faute. Que cette présomption de faute ne peut être qu'une présomption simple qui, comme toute présomption de cette nature, est susceptible d'être combattue par la preuve contraire, de telle sorte que le propriétaire ou gardien de la chose devait pouvoir échapper à la responsabilité du dommage causé par cette chose en prouvant qu'il n'a pu empêcher ce dommage et qu'il n'est pas en faute. » Or, le propriétaire ou gardien de la chose n'a pu en l'espèce faire cette preuve, et il est alors naturel de penser que le tribunal a conclu à la responsabilité du locataire. Cependant, il n'en fut rien. Il constate que les experts n'ont pu découvrir la cause de la fuite de gaz, ni comment s'est produite la déchirure du tuyau, et il décide que l'explosion doit, dès lors, rentrer dans la catégorie des cas fortuits qui ne peuvent engager aucune responsabilité. Cette solution impliquait une contradiction. La présomption de faute établie, la condamnation devait s'en suivre, la simple hypothèse de cause inconnue ne pouvant la détruire. La jurisprudence en s'appuyant sur l'article 1385, en ce qui concerne le dommage causé par le fait des animaux, montrait la voie. Il a toujours été admis que la présomption de faute de l'art. 1385 entraîne la responsabilité de ceux qui ont les animaux à leur charge encore qu'on ne puisse établir les conditions

dans lesquelles les accidents se sont produits (22). L'analogie des situations doit conduire à laisser à la charge du gardien de la chose inanimée, les accidents dont la cause est obscure.

Le jugement du tribunal civil de Lyon a été réformé par la Cour d'appel. La contradiction que l'on pouvait relever dans le jugement a été rectifiée. La Cour de Lyon a admis qu'il y avait une présomption de faute (art. 1384. § 1,) à la charge du gardien de la chose en l'espèce du tuyautage pour le service du gaz. Mais à la différence des premiers juges elle conclut à la responsabilité de l'abonné qui lui semble se dégager du rapport des experts où il est dit : « qu'il est impossible d'expliquer soit l'origine de l'ouverture pratiquée dans le tuyau d'arrivée du gaz au compteur, soit la section qui a été faite avant ou après l'accident dans le tuyau de distribution du gaz dans l'appartement de X... ». Ceci n'est point tout. En même temps que la Cour de Lyon estime être en présence d'un cas de responsabilité délictuelle, elle considère qu'il y a également en l'espèce un cas de responsabilité contractuelle. Il y avait un contrat entre la Compagnie et l'abonné. L'on peut dire qu'en vertu de ce contrat, la chose était sous sa garde. En l'espèce, il y a donc eu inexécution du contrat de la part de l'abonné. Il ne pourrait être libéré de cette inexécution que par la justification précise d'un cas fortuit. Or, il ne fait pas cette preuve. Donc, en vertu de la responsabilité contractuelle aussi bien que la responsabilité délictuelle c'est lui qui doit être tenu de supporter les charges de l'accident. (La

(24) Civ. 12 mars 1902 et 29 mai 1902. D. 1903-1-614; Req. 2 juillet 1902. D. 1902-1-4, 31.

Cour examine, en outre, la part de responsabilité de la Compagnie à raison de l'imprudence de l'ouvrier, ceci ne nous intéresse pas).

On pouvait espérer qu'une espèce qui se présentait sous cette forme amènerait la Cour de Cassation à s'expliquer nettement sur la jurisprudence relative à l'art. 1384. Un pourvoi avait été formé se fondant sur un prétendu cas fortuit qui devait, en tout état de cause, libérer le locataire. La Cour de Cassation n'a pas même envisagé la responsabilité délictuelle. Elle s'est placée uniquement sur le terrain de la responsabilité contractuelle, et elle a confirmé la décision des juges d'appel parce que « l'abonné ne prouve point que cette détérioration à une canalisation dont il avait la garde comme locataire de la Compagnie du gaz pour cette partie du branchement fût le résultat d'un cas fortuit ». Cette décision de la Cour de Cassation n'apportait pas d'indications précises.

Arrêt de la Chambre des requêtes du 22 janvier 1908 (25). — Employé blessé par une tringle de la devanture du magasin. Voici l'espèce : Un commis appelé par sa fonction à enlever les objets placés à l'étalage, à la devanture du magasin de son patron s'est heurté contre une tringle, dont l'extrémité était brisée. Il en est résulté pour lui une blessure grave à l'œil droit. L'arrêt de la Cour d'Aix soumis à la Cour de Cassation avait débouté l'employé de sa demande en indemnité en constatant qu'en égard à la disposition des lieux, la tringle dont s'agit, ne constituait pas un danger contre lequel le patron fût tenu de mettre en garde le public et les employés :

(25) D. 1908-1-217.

que pour se blesser, l'employé avait dû successivement faire preuve d'une inattention qui apparaissait comme la cause unique et réelle de l'accident. La Cour de Cassation a confirmé l'arrêt. Elle a adopté en substance les motifs des juges d'appel. Mais ce que l'on remarque ici, ce sont les termes dont elle se sert dans ses considérants parce qu'ils paraissent un acheminement vers la théorie du risque créé. Le voici : « Si, aux termes de l'art. 1384 du Code Civil, dit la Cour, on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde, cette présomption cède devant la preuve de la faute exclusive de la victime. » L'on peut remarquer ici que la Cour ne prononce même pas le mot de faute pour admettre la responsabilité de principe du propriétaire. Elle emploie ensuite ces expressions la « présomption cède » que l'on pourrait aussi bien traduire en disant la « responsabilité cède ».

Arrêt de la Cour d'appel de Paris du 4 décembre 1912 (26). — Explosion d'un siphon d'eau de seltz. Voici les faits : Un client assis à la terrasse du Café Riche, à Paris, est blessé par les éclats de verre d'un siphon d'eau de seltz qui est brisé brusquement près de lui. Le client intente une action en responsabilité contre la Société du Café Riche, considérée comme propriétaire et gardienne du siphon, en se fondant sur l'art. 1384 du Code Civil. La Cour de Paris déclare que l'art. 1384 « implique nécessairement une présomption de faute à l'encontre du gardien de la chose, présomption qui ne peut être détruite que par la preuve d'un cas fortuit, de la force ma-

jeure ou de la faute de la victime ». Le défendeur offrait de prouver qu'il n'avait commis aucune faute. La Cour de Paris répond que « si la victime de l'accident avait la charge de prouver, non seulement qu'elle a été blessée par un éclat de verre du siphon, mais que cet accident est survenu dans des circonstances qui établissent une faute précise de la Société, la présomption de faute instituée par l'article sus-visé serait purement illusoire, et que la personne blessée serait le plus souvent dans l'impossibilité d'obtenir la réparation du dommage qu'elle aurait subi ».

Cette décision a soulevé de vives critiques. Il était, en effet, établi dans l'espèce et c'est une circonstance que nous avons omise pour l'aborder maintenant, que le bris du siphon était dû à un passant maladroit qui l'avait, par un faux mouvement, projeté sur le sol. Il est bien évident que, dans une hypothèse de ce genre, il n'est plus possible de parler de cas fortuit, de ce cas provenant de la chose elle-même que nous avons étudié en exposant la théorie du risque créé. Il n'y avait donc plus lieu à l'application de cette théorie. Il n'est pas douteux que si la Société Riche avait pu connaître le tiers dont le geste a causé l'accident, elle n'aurait pas manqué de le mettre en cause, et il ne paraît pas davantage douteux que la condamnation aurait été finalement prononcée contre ce tiers, dont la responsabilité était seule engagée et certainement établie.

Arrêt de la Chambre des requêtes du 29 avril 1913 (27). — Rupture de la chaîne d'une grue. Les faits

(27) D. 1913-1-427.

de cette espèce étaient les suivants : au cours du déchargement de la péniche l'*Active*, au moment où la grue enlevait une benne chargée de pierres meulières, la chaîne se rompit. La benne, qui se trouvait suspendue à la chaîne, retomba sur le bateau. Par suite de cette chute, un ouvrier débardeur fut blessé et un autre fut tué. Les entrepreneurs, qui assuraient le déchargement, durent payer un indemnité aux ouvriers ou à leur famille (loi de 1898). Ils se retournèrent, en même temps que la Compagnie qui les assurait, contre le tiers qui avait mis à leur disposition la grue, en alléguant le mauvais état de la chaîne qui avait causé l'accident.

La Cour de Paris a refusé d'admettre la responsabilité de l'entrepreneur de déchargement, propriétaire de la grue. Sa décision a été confirmée par la Cour de Cassation. Ce qui nous importe surtout, ce sont les motifs qui ont inspiré à la Cour suprême cette décision. En les dégageant des considérations contingentes pour aller au principal, constatons que la Cour admet l'application de l'art. 1384. En principe, le propriétaire de la grue est responsable par le jeu de la présomption de faute, mais la Cour écarte cette responsabilité parce qu'elle estime que le défendeur a prouvé que l'on ne pouvait lui reprocher aucune faute, et que, par suite, la présomption de faute se trouve fautive en l'espèce. Le gardien de la chose a prouvé, en effet, et les juges ont constaté : « Que le maillon de la chaîne qui s'est rompu ne présentait aucun vice de construction ; que, malgré sa diminution d'épaisseur par l'usure il pouvait supporter une charge très supérieure à celle qu'il soulevait lorsque l'accident s'est produit ; qu'il se trouvait, en un mot, dans des conditions

normales, eu égard à l'emploi auquel il était affecté, et qu'il est impossible de déterminer la cause d'un événement qu'il ne dépendait du défendeur à l'action ni de prévoir, ni d'éviter ». Et la Cour conclut de cette façon : « Attendu que l'arrêt considère à bon droit que le défendeur ayant ainsi établi le cas fortuit, a détruit par la preuve contraire, la présomption de faute résultant aux termes de l'art. 1384 du Code Civil de ce qu'il avait sous sa garde, par son préposé, l'appareil de levage en question. »

Cet arrêt nous paraît nettement contraire à la théorie du risque créé, telle que nous l'avons précédemment exposée et formulée. En effet, cette théorie admet la responsabilité en vertu de la loi du gardien de la chose. Elle admet, en outre, qu'il peut échapper à cette responsabilité dans deux cas nettement déterminés : le cas de force majeure, c'est ce que nous appellerons l'événement étranger à la chose qui atteint l'ouvrier pendant son travail, et en second lieu la faute de l'ouvrier. Le grand avantage de cette théorie est d'empêcher que le gardien puisse se soustraire à la responsabilité par ces allégations vagues et, notons-le bien, toujours faciles à prouver, à raison même de leur caractère vague, qu'il n'a commis aucune faute, et que par là même la cause de l'accident doit être rejetée sur quelque cas fortuit, d'ailleurs inconnu, inhérent à la chose. Le grand avantage de la théorie est de laisser à la charge du gardien tous les accidents inexplicables dus à l'état du matériel et dont la cause reste indéterminée. Or, la Cour de Cassation décide que la preuve de ces allégations vagues suffit à décharger le

gardien de la chose. Dans cette manière de voir, la théorie du risque créé n'existe plus.

Arrêt de la Cour d'appel de Bordeaux du 14 mars 1911 (28) et arrêt de la Cour d'appel d'Orléans du 11 décembre 1912 (29). — Intoxication saturnine causée par la manipulation de produits dangereux. Nous rapportons simultanément les deux arrêts parce qu'ils visent des affaires similaires. Dans l'espèce soumise à la Cour de Bordeaux, l'action était intentée par la veuve d'un ouvrier mort victime d'une intoxication saturnine occasionnée par la manipulation de vases de plomb que l'ouvrier était chargé de mettre en état pour le service d'une batterie d'accumulateurs. Dans l'espèce de la Cour d'Orléans, l'ouvrier se prétendant atteint de paralysie saturnine pour avoir manipulé des produits dangereux, en soignant le four de l'usine servant à l'oxydation du plomb. Dans les deux cas, l'ouvrier ne pouvait se placer sous la protection de la loi sur les accidents du travail qui ne s'appliquait pas à l'époque aux maladies professionnelles. Mais il pouvait se pourvoir devant les tribunaux pour demander l'application du droit commun en matière de responsabilité. On songea, en la cause, à invoquer l'art. 1384.

La Cour d'appel de Bordeaux a déclaré applicable en l'espèce la présomption de faute établie par l'art. 1384 du Code Civil : « Attendu que la disposition sus-visée ne comporte aucune distinction, et qu'elle subordonne la responsabilité uniquement à la garde de la chose, qu'il

(28) S. 1913-2-257.

(29) S. 1913-2-255.

n'est pas douteux que par ses ingénieurs ou chefs d'ateliers, la Compagnie des Tramways et Omnibus de Bordeaux avait la garde et la surveillance des divers organes de la batterie d'accumulateurs, notamment des vases de plomb que X... était chargé de manipuler et de nettoyer. »

La Cour d'appel d'Orléans ne croit pas au contraire que l'art. 1384 puisse recevoir ici son application : « Attendu que si général que soit le mot choses et s'il comprend non seulement les machines, outils, instruments qui augmentent seulement la force de production, mais aussi toutes matières qui peuvent offrir un danger, encore faut-il que ces choses soient effectivement sous la garde de celui qui est actionné en responsabilité. Qu'en ce qui concerne le four, X... ne relève aucune corrélation directe ou indirecte entre le fonctionnement de cet appareil et la maladie dont il se plaint ; que quant aux poussières et aux vapeurs toxiques respirées par lui au cours de son travail et qui auraient été les causes de sa maladie, on ne peut pas dire sans sortir des termes de l'art. 1384, qu'elles rentrent dans les prévisions de ces articles. »

L'on voit la question qui se posait dans ces deux espèces. Pourrait-on dire que la chose qui avait causé l'accident était sous la garde du chef d'entreprise alors qu'il s'agissait de vapeurs immatérielles dégagées par les produits ou objets manipulés. De pareilles distinctions sont bien subtiles. Le bon sens a aussi ses droits. Il ne faut pas prendre à la lettre le mot chose dont se sert l'art. 1384. Quand l'accident est causé par les vapeurs dégagées sur la chose, c'est la chose elle-même qui est la cause de l'accident.

Pendant toute cette période qui suit l'année 1897, la jurisprudence n'a pris parti ni pour ni contre la théorie du risque créé. Elle paraît plutôt s'en remettre à une présomption de faute plus ou moins irréfragable.

CHAPITRE V

Réfutation de la théorie du risque créé

CHAPITRE V

RÉFUTATION DE LA THÉORIE DU RISQUE CRÉÉ

§ 1. — VÉRITABLE DOMAINE DE CETTE THÉORIE

Il y a certaines idées qu'il est en quelque sorte dangereux de mettre en circulation. Elles contiennent en elles-mêmes une force d'expansion, qui les oblige à se répandre et à se développer dans toutes leurs conséquences, une fois le principe admis. La notion du risque créé est du nombre. Elle élimine la notion de faute pour la responsabilité du fait des choses. Malgré les efforts et les protestations de ses premiers protagonistes, elle a pris un développement qu'ils étaient loin de prévoir. C'est là un fait qu'il importe de mettre soigneusement en lumière avant d'aborder la critique de la théorie.

On apercevra immédiatement ce que nous voulons dire par cette simple question : en fin de compte qui est responsable dans la théorie du risque créé : est-ce le propriétaire ? Est-ce le gardien ? La réponse n'est pas douteuse : le gardien. Voilà ce que l'on dit dans la théorie.

Cela nous permet déjà d'élever une première objection

ou peut-être même de formuler une suspicion. Il est impossible de ne pas se rappeler au sujet de cette question la distinction si saisissante du chasseur qui a prêté son arme. L'arme fait explosion. Qui est responsable ? Celui qui faisait usage de l'arme au moment de l'explosion. Cette solution paraît satisfaisante. Puisque l'on doit trouver une responsabilité du côté de la chose, on doit poursuivre celui qui en avait le profit. L'on a bien compris la justesse de cette solution. Mais qu'il nous soit permis de poser une question : Est-ce parce que l'on avait dégagé la notion de gardiennage que l'on est parvenu à cette solution ? Ou n'est-ce pas plutôt parce que l'on voulait parvenir à cette solution que l'on a analysé et mis en lumière la position du gardien ? Telle est la suspicion, si nous pouvons employer le mot dont nous parlions tout à l'heure.

Car il faut bien l'avouer, la théorie du risque créé grandit au point de menacer de tout absorber. L'on s'écarte de plus en plus des limites primitives. On en arrive à des formules toutes simples : le risque est à la charge de celui qui a la propriété. La formule ne s'éloigne peut-être pas beaucoup de celle du risque créé, car le plus souvent celui-là même qui a l'usage, le profit, la jouissance, celui qui met la force en mouvement, pour employer les expressions en cours dans la théorie, est précisément le propriétaire. Mais dans ces discussions, qui sont toutes de nuances, reprenons nous-même l'analyse de l'exemple ci-dessus. Le propriétaire du fusil a remis et confié l'arme à un tiers. Il a eu lui-même un mobile, ce peut être à titre de prêt fait par acte amical, pour obliger, est-ce que même, dans ce cas, le proprié-

taire ne tire pas parti de l'arme ? Est-ce qu'elle ne lui procure pas une certaine satisfaction de jouissance, d'un ordre élevé mais cependant très réel ? Cet argument n'a pas été dégagé croyons-nous. Il pourrait servir à ceux qui présentent la théorie du risque créé sous sa forme la plus simple : le risque est pour le propriétaire.

La notion de gardiennage disparaît, celle plus large de propriété lui succède. Mais la théorie du risque créé, ou en des termes qui en facilitent l'extension, la théorie de la responsabilité objective, paraît appelée à des destinées plus étendues encore, si cette extension même ne menace pas de la faire succomber.

Quand on a posé le principe de la responsabilité objective à propos du risque des choses, il faut pour être logique l'étendre, l'appliquer à toute l'activité humaine, nous voulons dire pour être précis au fait personnel.

L'argument, qui est au fond de la théorie du risque créé, est celui-ci : celui qui a l'avantage et le bénéfice de la chose doit en avoir les mauvaises chances. Or, il y a d'autres choses productives que les choses purement matérielles. Il y a un capital productif bien autrement important que le matériel usines, outils, chantiers, c'est l'activité de l'individu lui-même. C'est elle qui est pour lui la source principale de tous les profits. Alors l'inéluctable logique entre en jeu : du moment que vous avez les bonnes chances de votre activité, vous devez également supporter les mauvaises. La théorie de la responsabilité objective prend un développement et un rayonnement d'une largeur imprévue. Et que l'on voie bien les conséquences auxquelles on aboutit. On est amené simplement à la suppression radicale de la notion de

faute. Nous l'avons constaté pour la responsabilité du fait des choses. Il faut le constater également pour la responsabilité du fait personnel. On arrive à supprimer du Code l'art. 1382 lui-même pour le remplacer par une formule ainsi conçue : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause à autrui un dommage oblige celui qui l'a causé à le réparer. » Telle est, dans toute son étendue, véritable la théorie de la responsabilité objective. Quelle est sa valeur ?

On peut résumer d'un mot l'opinion qui sera soutenue dans cette étude : il n'y a pas de doctrine plus fausse, plus inexacte, plus erronée, plus dangereuse que la théorie de la responsabilité objective. Essayons de prouver ce que nous avançons.

§ II. — PREMIÈRES OBJECTIONS

Laissons de côté, pour le moment, le point de vue juridique. Il y a ici en réalité deux doctrines qui s'affrontent : l'une sentimentale, humanitaire. Celle qui s'apitoie sur le sort de toute une partie de l'humanité. Elle voit d'un côté toute une catégorie d'individus qui travaillent, qui peinent, qui souffrent, catégorie de beaucoup la plus nombreuse. Et d'un autre côté un nombre restreint d'individus fortunés, ou même simplement mieux doués, qui se trouvent en possession de satisfactions multiples. Il y a eu un temps où toutes les revendications des hommes de la première catégorie étaient écoutées facilement. Bien plus, elles étaient présentées sous les apparences d'un droit. Ces manières de voir ont pu trouver un certain écho dans les discussions que soulèvent

les problèmes du droit. Il n'est pas douteux que les conséquences de la théorie de la responsabilité objective sont plus favorables à la classe de ceux qui ne possèdent pas qu'à la classe de ceux qui possèdent.

Puis, il y a l'autre doctrine disons tout de suite, plus sobre, plus saine. Celle-ci aperçoit fort bien le sort digne d'intérêt des travailleurs. Elle est prête à concourir à son amélioration, mais sous l'empire de considérations de charité. Elle pense d'ailleurs que ses conceptions générales encouragent l'effort dans la Société. L'effort augmente la productivité. Tous ceux qui consomment sont les premiers à en bénéficier. Ce système est nettement favorable à la propriété individuelle. Il ne peut manquer d'apercevoir sous la théorie du risque créé une sorte d'expropriation sans indemnité. Il redoute le danger pour l'initiative individuelle de responsabilités encourues malgré toutes les mesures de prudence et de prévoyance qui ont pu être prises.

Ce deuxième système, est-il besoin de le dire, a toutes nos préférences. Ces aperçus fournis, examinons maintenant d'aussi près que possible la question de droit.

Il est un certain nombre d'observations préliminaires que nous voudrions être admis à formuler. Elles sont au nombre de quatre :

1° La théorie du risque créé fait grand état de l'art. 1384 du Code Civil. C'est dans un petit membre de phrase de cet article qu'elle croit découvrir la disposition légale qui lui sert de fondement. Or, cette interprétation a un grave défaut. L'art. 1384, § 1, du Code Civil est complètement étranger à toute cette théorie. La démon-

tration en a été faite par M. Esmein avec une netteté et avec une force que l'on rencontre si fréquemment dans les écrits du savant historien. « Il nous paraît impossible, dit M. Esmein (1), que le législateur du Code Civil ait voulu désigner les choses inanimées en parlant du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde. Ce qu'il a voulu désigner, c'est le dommage causé par les êtres animés qui sont des choses et non des personnes, c'est-à-dire par les animaux et ce petit membre de phrase de l'art. 1384, § 1, n'est qu'un appel des règles que pose plus loin sur ce point l'art. 1385 et non une disposition valant par elle-même. » Et la démonstration suit claire et lumineuse. Cela est prouvé tout d'abord par le langage même des rédacteurs du Code. Qui dit fait, suppose quelque chose d'actif, et d'agissant. On ne peut parler du fait d'une chose inanimée, on parle du fait d'un être. En outre, le langage du Code serait encore impropre s'il parlait des choses inanimées que l'on a sous sa garde. On n'a pas une chose sous sa garde. On en est propriétaire, on la détient. Voilà tout. Au contraire, on a un animal sous sa garde. Cela est si vrai que cette expression même revient dans l'art. 1385 : « soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé ».

L'interprétation proposée par la théorie du risque est d'autant plus inadmissible qu'elle serait en contradiction avec les procédés des anciens auteurs, et qu'il faudrait supposer, chose rare, que les rédacteurs du Code Civil ont rompu avec les habitudes de ces auteurs, en notre matière. Ils n'avaient pas coutume, en effet, de poser

(1) Note sous D. 1910-1-17.

des règles générales, ils procédaient par espèces empruntées pour la plupart au droit romain (2). Quand un auteur voulait appeler l'attention sur un cas que lui suggérait sa propre réflexion ou son expérience, il le rapprochait d'une espèce déjà connue en vue d'un raisonnement par analogie (3). Rien ne permet de croire, que les auteurs du Code Civil ont changé ce procédé. L'art. 1384, § 1, n'est, si l'on peut dire, que l'annonce de ce qui va suivre dans les art. 1384 et 1385, il n'a pas un rôle de disposition, mais de préface.

Un fait nouveau est venu confirmer d'une manière décisive l'interprétation de M. Esmein. Il s'est produit lors de la publication, par un avocat belge, M. Tart, d'une brochure (*Dommage causé par les objets inanimés*) où il donne le compte-rendu de ses recherches sur les travaux préparatoires. Il a relevé ce fait important que « les art. 1384 et 1385 formaient dans le projet primitif un article unique 19 (4). La responsabilité à raison d'un bâtiment était au contraire réglée dans un article 20 (5). Un article unique prévoyait donc les dégâts causés soit par les personnes dont on doit répondre soit par les animaux qu'on a sous sa garde ». Le sens de l'article est alors très clair. Il commençait par une sorte d'exorde visant tous les cas : « On est responsable non seulement du dommage causé par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ou des choses (entendez animaux) que l'on a

(2) V. Dumas, *Les Lois Civiles*, 1^{re} partie, livre II, t. VIII.

(3) V. Bourjon, *Droit commun de la France*, espèce de la tuile détachée du toit, comparée à celle de la chute du bâtiment.

(4) V. Fenet, *Travaux préparatoires du Code Civil*, t. XIII, p. 452.

(5) V. Fenet, *loc. cit.*, p. 453.

sous sa garde. » Or, il est arrivé ceci. On a trouvé l'art. 19 trop long pour un article du Code, ce qui nuit effectivement à une bonne rédaction. L'art. 19 a été scindé en deux. Mais en opérant cette division, on n'a pas pris garde que la rédaction du début commandait aussi bien le nouvel article 1385 que l'art. 1384. L'intention du législateur était cependant claire telle que nous la font voir ces observations sur les travaux préparatoires. En disposant que l'on est responsable des choses qu'on a sous sa garde, le législateur annonce ce dont il va parler et n'a créé aucune disposition spéciale.

Voilà donc une première objection contre la théorie du risque créé. Il ne subsiste aucun doute. Cette théorie ne trouve dans l'art. 1384, § 1, du Code Civil aucune sanction légale. Elle reste si l'on peut dire en suspens ;

2° Une seconde observation explique, par des raisons contingentes, le caractère incontestable de succès en prenant ce mot dans le sens de bruit et de renommée, qu'a obtenu dès son apparition la théorie du risque créé. Elle est née si l'on peut dire dans un moment propice. L'on voyait de toutes parts les accidents dont les ouvriers étaient victimes dans leur travail, et il fallait bien constater également que le plus souvent leurs demandes étaient écartées. Ils se heurtaient à l'impossibilité de fait : la preuve de la faute. Ils n'obtenaient rien. Cette situation préoccupait les esprits. On attendait une transformation législative. La doctrine en prenant les devants trouvait donc un terrain favorable à « quelque chose de nouveau ». Il a été donné satisfaction au sentiment de justice par la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail. Le besoin auquel la théorie du risque créé voulait

donner satisfaction n'existe donc plus. De ce côté, la théorie nouvelle n'apparaît plus comme une nécessité.

Cette théorie peut-elle dire, au moins, que la loi de 1898 a consacré ses principes et qu'elle a reçu de la sorte une sanction législative ? En aucune façon. La loi de 1898 reste étrangère aux considérations juridiques. C'est, en effet, une erreur assez lourde de penser que les principes de droit, leur logique abstraite même tempérée par le souci des réalités puissent suffire à tout. Il y a des situations générales qui appellent des solutions propres. On tranche la difficulté au mieux sans souci de préoccupation juridique. C'est le rôle du législateur. Les événements récents ne sont point pour contredire cette manière de voir, qui a, ces derniers temps, si fréquemment prévalu. L'ouvrier mérite protection. Il a droit à une aide charitable. L'on mettra à la charge du patron tout accident, même causé par la faute de l'ouvrier (ceci est complètement étranger à la théorie du risque créé). La charge va devenir lourde et dangereuse pour le patron. L'industrie n'y pourra faire face. Elle le pourra, cependant, car il y aura un système d'assurances, auquel les patrons participent moyennant une prime modique qui passera dans les frais généraux. Cette prime sera d'autant plus modique que l'ouvrier n'aura pas droit à une réparation totale, mais seulement partielle du dommage. La loi de 1898, loi de forfait, constituera un domaine spécial et réservé en dehors des théories juridiques. Elle n'a donné aucune confirmation à la théorie de la personnalité objective ;

3° Nous devons signaler aussi, dès maintenant, certaines bizarreries dans la terminologie de la théorie du

risque créé. Cette théorie, dans la formule ultime que nous sommes parvenu à en donner, se résume d'une manière très simple et très claire. Tout fait qui cause un dommage oblige son auteur à le réparer. Or, nous lisons dans les ouvrages qui défendent la théorie, quelques petites expressions qui viennent s'y glisser, légers correctifs plus ou moins tendancieux. Quant il s'agit d'admettre la responsabilité on dit qu'elle résulte de la « matérialité du fait » de « son caractère objectif de fait irrégulier en soi », on va même jusqu'à dire « d'un fait extérieur qui dans sa matérialité est un fait fautif (6) ». Nous tenons à signaler ces quelques incertitudes de langages, qui ne devraient pas se rencontrer dans une théorie dont la formule finale est, en somme, dépourvue de toute ambiguïté.

4^e Nous voudrions encore faire observer l'extrême faiblesse juridique du raisonnement qui sert de base à la théorie du risque créé. Un dommage a été commis, la victime n'y est pour rien. On n'allègue pas que le propriétaire ait dépassé son droit. Cependant, l'un des deux doit bien finalement supporter les conséquences du dommage. C'est le propriétaire parce qu'il a le profit et qu'il a mis la chose en mouvement. C'est une raison sentimentale, ce n'est pas une cause de droit. On arrive de la sorte à bouleverser toutes les notions antérieurement acquises, même celles auxquelles on n'entend point toucher. Prenons un exemple aussi précis que possible. Nous sommes propriétaire d'un vaste et riche domaine, nous en retirons le profit qui peut être considérable. A la li-

(6) Saleilles, *Les accidents du travail et la responsabilité civile*, 1897, numéros 7, 8 et 11.

mite se trouve un modeste propriétaire qui n'a que sa maison, et son champ dont il a fait un jardin. L'exposition du jardin est bonne, le rendement est productif. Et puis il arrive ceci, le propriétaire du domaine élève à la limite de sa propriété un mur d'une hauteur considérable, qui, par l'ombre qu'il projette, diminue des trois quarts la valeur du jardin. La théorie classique est certaine. Le propriétaire du domaine n'a fait qu'user de son droit. Le propriétaire du jardin ne peut réclamer aucune indemnité. La théorie du risque créé va-t-elle admettre une indemnité. Il est frappant de voir à quel point les termes mêmes dont se sert la théorie du risque créé s'appliqueraient à cette hypothèse. On pourrait dire en effet dans ce cas encore avec M. Josserand : « Il est bien vrai que le propriétaire pas plus que la victime n'a commis de faute : à cet égard leurs situations sont identiques, également vierges de toute idée délictuelle. Mais du moins la victime n'a-t-elle rien de commun avec l'objet d'où est résulté le dommage, elle a été touchée par une chose, voiture ou fusil (ici le mur) à laquelle elle était matériellement étrangère : on ne voit pas quelle pourrait être l'origine d'une responsabilité pesant sur elle. Au contraire, le propriétaire de la voiture ou du fusil (ici le mur) ou bien la personne qui se servait de ces objets (à défaut du propriétaire il faudrait aller ici chercher le fermier) était avec eux dans un rapport étroit : elle en retirait plaisir ou profit ; il est naturel qu'elle en connaisse aussi les désagréments. Celui qui exécute une action quelconque doit seul en supporter toutes les conséquences, heureuses ou néfastes ; lorsqu'une force est mise en mouvement, les dommages causés doivent être

supportés par celui qui l'a déchaînée et non par le tiers qui la subit : le cas fortuit, c'est-à-dire l'événement provoqué licitement par l'homme ne peut être mis qu'à la charge de celui qui en est la cause occasionnelle. Refuser toute indemnité à la victime du fait des choses c'est mettre les conséquences de l'accident à la charge de celui qui a joué un rôle inerte pour en exonérer celui qui par la direction donnée à son activité a véritablement occasionné le dommage (6). » Le texte cité s'applique intégralement. Il faudrait dire que le propriétaire du mur est responsable. C'est absurde. Mais si l'on va au fond du raisonnement l'on s'aperçoit qu'il fait uniquement appel à une sorte d'équité sentimentale : l'une des deux parties a le profit, elle est plus riche, donc elle doit payer. Ce raisonnement est dépourvu de toute base juridique.

§ III. — EXPOSÉ ET DÉFENSE DE LA NOTION DE FAUTE

C'est la théorie du risque créé dans son essence même que nous voudrions maintenant essayer de prendre à partie en la pénétrant dans ce qu'elle peut avoir de plus précis et de plus caractéristique. Il est un dogme capital qui fait le point de départ de toute cette doctrine : « Il faut supprimer la notion de faute. C'est une notion vétuste, surannée, qui a fait son temps. » C'est cet axiome de la science nouvelle que nous voudrions examiner. Mais auparavant demandons-nous ce qu'il faut répondre à cette simple question : Qu'est-ce que la faute ?

Ce sont les arrêts de jurisprudence qui nous répon-

(7) Jossierand, *op. cit.*, p. 108.

dent. Les espèces sont multiples et l'on pourrait craindre la confusion tant les cas paraissent varier. Mais des travaux relativement récents ont pu mettre un certain ordre. On distingue en fin de compte trois catégories de fautes :

1° Les fautes contre l'honnêteté. Celles-ci sont tout d'abord les fautes qui accompagnent la plupart des faits qualifiés crimes ou délits. Le crime ou le délit, dans la mesure où il atteint un intérêt particulier, donne lieu à réparation pécuniaire. Il y a dans ces espèces une faute morale, un acte que réprouve la conscience et la bonne foi. Il peut y avoir également faute morale sans infraction à la loi pénale. Cela se rencontre par exemple dans les affaires de divorces pour discerner les torts de chacun des époux ; dans les affaires de diffamation, dans celle de séduction ou d'abandon pour accorder des indemnités à la personne diffamée ou à la femme séduite et abandonnée. Cependant, ces fautes que nous appelons morales ne forment encore qu'une catégorie restreinte dans le nombre immense de procès en responsabilité soumis aux tribunaux ;

2° Les fautes contre l'habileté. On désigne sous ce nom les actes de maladresse physique ou intellectuelle. Ils représentent la catégorie la plus étendue, leur domaine est illimité. On a cité des exemples typiques que nous ne pouvons que reprendre, car en cette matière le mieux est de reproduire ce qui a été, une fois pour toutes, énoncé. C'est le chef de gare qui laisse partir un train sur une voie avant de s'assurer que la voie est libre. C'est le cuisinier qui se sert d'ustensiles en cuivre sans les avoir con-

venablement récurés. C'est un camionneur qui a endommagé ou brisé les caisses qu'il manipulait. C'est le conducteur d'un cheval, d'une voiture, d'une automobile, d'un navire qui s'est mal acquitté de la fonction dont il était chargé.

Les recueils de jurisprudence fournissent encore d'autres exemples de faute contre l'habileté : la négligence des notaires, avoués, agents de change, conservateurs des hypothèques, huissiers, syndics de faillite, etc., dans l'exercice de leurs fonctions. L'oubli d'une formalité, une vérification négligée, un acte mal rédigé sont des fautes qui rentrent dans la catégorie générale des fautes contre l'habileté ;

3° Les fautes contre la légalité. Voici une nouvelle catégorie de fautes qui n'est pas dépourvue d'une certaine étendue : elle comprend tous les actes qui sont interdits par la loi pour des motifs d'utilité pratique. On en trouve des exemples innombrables dans les limitations apportées par la loi ou par la jurisprudence à l'exercice de la propriété foncière, au point de vue des clôtures, des ouvertures dans les édifices, des dépôts de matières nuisibles. On en retrouve également à propos des règles limitant l'usage que les particuliers font des voies publiques, et prescrivant des mesures contre les empiètements des riverains et l'encombrement des foules et des cortèges. Toutes ces règles quelle qu'en soit la source posent des limites à l'exactitude des particuliers dans un intérêt pratique bien établi, et l'acte qui leur contrevient constitue une violation du droit, ou comme nous l'avons dit, une faute contre la légalité.

Telles sont les diverses catégories de faute que l'on peut relever dans les arrêts. Les cas que l'on y rencontre peuvent venir se classer sous l'une ou l'autre d'entre elles. Elles ont toutes cependant un caractère commun, qui explique qu'elles puissent engendrer la responsabilité, et par là même donner naissance à l'obligation de réparer. Elles représentent toutes les violations d'un droit. Elles constituent toutes des actes illicites. Cela va de soi pour les fautes de la troisième catégorie. Mais cela est vrai aussi pour les fautes contre la conscience et l'habileté. Si curieux que puisse paraître au premier abord une telle formule : nous sommes tenus d'une obligation légale d'être consciencieux, de ne pas être maladroits. En faire la démonstration échappe à notre portée. Nous sommes ici en présence de règles qui ne peuvent se prouver. Les vérités de cet ordre en matière de droit se posent, elles ne se démontrent pas.

Telle est la notion de faute. La théorie du risque créé avance qu'il faut la supprimer. Nous ne le croyons point. C'est cette affirmation que nous voudrions maintenant tenter de réfuter en démontrant que la notion de faute est en matière de responsabilité tout à la fois nécessaire et suffisante.

a) La notion de faute est nécessaire. A quel résultat aboutit la suppression de cette notion ? Nous l'avons indiqué plus haut. Une formule nouvelle paraît. La théorie du risque créé aboutit simplement à cette déclaration : « Tout fait quelconque de l'homme qui cause un dommage oblige celui par le fait duquel il est arrivé à le réparer. » On appelle cette théorie, théorie du risque créé, il serait aussi exact, et peut être plus clair de l'appeler

ler la théorie de la réparation de tout dommage causé. Est-il cependant possible de souscrire à une pareille thèse ? Nous laissons parler ici M. Planiol qui a écrit sur ce point peut-être l'une des meilleures et plus fortes pages.

« Au fond la théorie du risque créé repose sur cette idée préconçue : l'homme n'a jamais le droit de nuire à l'homme. (C'est l'équivalent de la formule que nous venons de donner.) On nous la présente comme un axiome et c'est cependant une proposition manifestement fausse. On pourrait presque la retourner et dire que les hommes passent non leur vie entière (ce qui serait une exagération en sens inverse et également fausse), mais du moins une bonne partie de leur vie à se nuire les uns aux autres. La vie des sociétés est une lutte perpétuelle et universelle ; toute action, tout travail est un fait de concurrence économique ou sociale ; tout homme, toute nation qui acquiert une supériorité dans une branche quelconque de son activité en supprime d'autres, évince des concurrents, leur nuit et c'est son droit de leur nuire. Telle est la loi de la nature et l'humanité n'a pas d'intérêt à s'y soustraire parce qu'elle est le seul stimulant d'une énergie. Il est manifestement impossible d'obliger celui qui triomphe aux dépens d'autrui à indemniser ses concurrents malheureux (8). »

Voilà la justification claire, théorique et rationnelle. Examinons là maintenant dans les faits. Nous voyons les arrêts de jurisprudence se rattacher à l'idée de faute comme à une nécessité inéluctable, sans laquelle il ne

(8) V. Planiol, *Traité de droit civil*, t. II, n° 871, et *Revue critique de législation et de jurisprudence*, année 1905, p. 290.

peut y avoir de responsabilité. La conscience du juge ne paraît satisfaite que lorsqu'il a pu dégager des faits cette constatation de la faute que lui donne la certitude de ce que nous appellerions le bien jugé. Cette recherche du juge est d'autant plus probante que nous la trouvons à propos du fait des choses, où l'interprétation nouvelle devait lui permettre de s'en passer. Voici une série d'arrêts où cette préoccupation du juge se perçoit dans la décision :

Incendie d'une meule de foin par un batteur à vapeur placé à une distance de 0^m50 seulement et chauffé non avec de la houille, mais avec un combustible produisant de nombreuses flammèches (9).

Chute sur une personne d'un vase de fonte mal fixé sur le plein d'un portail (10).

Blessure causée à un passant par la barre de fer d'un vantail de porte ouvert et laissé libre un jour de grand vent (11).

Dégâts causés à un immeuble par l'explosion d'un appareil à lessive trop vieux et dont les tôles étaient en mauvais état (12).

Blessure causée à une domestique par la chute d'une armoire à glace dont un pied n'était pas solide et qu'on avait omis de fixer au mur (13).

Blessure causée à un enfant par l'explosion d'une batteuse à vapeur déjà vieille, fabriquée avec des matériaux

(9) Agen, 17 mars 1897. D. 1900-2-289.

(10) Tribunal civil de la Seine, 28 janvier 1899, D. 1900-2-289.

(11) Trib. civil de Lyon, 15 novembre 1901. D. 1904-2-257.

(12) Rouen, 25 mars 1903. D. 1904-2-257.

(13) Paris, 11 mars 1904. D. 1904-2-257.

de mauvaise qualité et endommagée dans une chute sur un talus (14).

Dans tous ces arrêts, on relève la petite indication de détail qui laisse percevoir la faute du défendeur. C'est sur elle que la juridiction éprouve le besoin impérieux de faire reposer sa décision. A tous ces arrêts, nous devons ajouter tous ceux que nous avons précédemment exposés à propos de la théorie du risque créé et dans lesquels la jurisprudence s'en réfère à la présomption de faute. La théorie du risque créé cherche à s'approprier ces arrêts. Il est cependant impossible de contester une indication aussi précieuse que celle de présomption de faute. Dans ces arrêts encore, la jurisprudence ne prend son parti que parce que la faute est prouvée dût le mode de preuve ne découler que d'une simple présomption.

b) La notion de faute est suffisante. Nous venons d'établir qu'en droit et en fait la notion de faute est nécessaire. Il nous reste à démontrer que la notion de faute est en outre une notion suffisante.

On accuse cette notion de ne pas pouvoir rendre compte de la jurisprudence en matière de travaux publics. Le Conseil d'Etat a été amené à rendre l'administration responsable des dommages causés par les ouvrages qu'elle a entrepris, alors même qu'il ne serait pas possible de relever une faute à sa charge. Elle ne fait qu'user de son droit de propriété. On ne voit point d'autre source à sa responsabilité que la théorie de la responsabilité objective. Si l'on repousse cette théorie, on ne peut plus expliquer cette jurisprudence. Il n'en est ce-

(14) Chambéry, 12 juillet 1905. D. 1905-2-417.

pendant pas ainsi et toute cette jurisprudence du Conseil d'Etat s'explique parfaitement par la notion de faute. Mais la faute n'est pas seulement l'imprudence ou la négligence, elle n'est pas seulement l'acte immoral ou délictueux. C'est aussi l'acte directement contrarié à la légalité. On peut dire dans les rapports de voisinage que tout ce qui est excessif devient illégal. N'est-ce pas ainsi que s'explique la jurisprudence civile qui accorde des dommages-intérêts en cas de préjudice dépassant la mesure ordinaire des inconvénients de voisinage ? Tout à l'heure, le mur construit à la limite ne paraissait pas excéder cette mesure. Mais supposons une cheminée déversant des torrents de fumée et de flammèches sur le fond voisin. Alors il y a faute. Il y a faute contre la légalité. Il en est de même des dommages causés par certains travaux publics. Quand une Compagnie de chemin de fer perce un tunnel, quand une commune construit un édifice de proportions considérables, quand elle creuse profondément le sol d'une rue pour y créer un égout, elle peut causer aux voisins des dommages qui contrariaient pour eux l'exercice normal du droit de propriété. L'auteur du dommage fait alors quelque chose d'excessif. Il fait ce qu'il n'a pas le droit de faire. Il commet une faute. On voit comment la notion de faute permet de justifier, même en matière de travaux publics, la jurisprudence du Conseil d'Etat qui admet de plus en plus largement la responsabilité.

Voyons maintenant les arrêts des juridictions civiles. Il n'en est point, croyons-nous également, que la notion de faute ne puisse suffire à légitimer.

Certains arrêts sont, dès maintenant, à écarter. Ce

sont tous ceux qui antérieurs à la loi du 9 avril 1898 sur le risque professionnel ont été visés par cette loi.

Nous écarterons tout d'abord l'arrêt de la Cour de Cassation du 16 juin 1896 (15). C'est l'arrêt relatif à l'accident causé par l'explosion de la machine d'un remorqueur. Le propriétaire fut condamné à payer une indemnité pour le motif suivant : « Attendu que l'arrêt attaqué constate que l'explosion de la machine..... est dû à un vice de construction ; qu'aux termes de l'art. 1384 du Code Civil cette constatation qui exclut le cas fortuit et la force majeure établit vis-à-vis de la victime la responsabilité du propriétaire du remorqueur, sans qu'il puisse s'y soustraire en prouvant soit la faute du constructeur de la machine, soit le caractère occulte du vice incriminé. » Remarquons que cet arrêt ne serait pas, malgré la citation qu'il en fait, une application de l'art. 1384, mais de l'art. 1386, puisqu'il vise le vice de construction prévu par cet article. Mais l'art. 1386 n'a été écrit que pour les immeubles. Donc, jurisprudence contestable.

Nous avons cité cet arrêt de 1897 le plus connu. Il en est d'autres que nous écarterions également précisément parce qu'ils ont été sanctionnés en 1898 par la loi sur les accidents du travail qui, en les absorbant dans son domaine propre, les a soustraits aux théories sur la responsabilité (16).

Par contre, certains arrêts méritent et appellent une étude spéciale.

1° *Chute d'une enseigne.* — Un passant fut gravement

(15) D. 97-1-433.

(16) V. le jugement du Tribunal civil de Gien (déjà étudié), 26 avril 1888 (S. 90.2.14) et l'arrêt de Cassation du 19 avril 1887 (D. 88-1-27).

blessé à Marseille par la chute d'un grand châssis de bois long de 5 mètres et portant une enseigne en toile, qui était fixée le long d'un mur à la hauteur du premier étage. Le passant subit plusieurs blessures, fut opéré et finalement mourut. Le comité électoral qui avait fait placer l'enseigne fut assigné et condamné à payer à la veuve et aux mineurs une indemnité de 8.000 francs. Pour quelle raison de droit ? Parce que ce comité était propriétaire de l'enseigne et l'avait sous sa garde (art. 1384) (17). Voilà un cas de responsabilité que la notion de faute ne pourrait justifier. Cet arrêt la dépasse.

Complétons toutefois l'exposé. Les mêmes juges ont constaté que l'enseigne avait été mal assujettie. Un recours a été ouvert de ce chef contre l'entrepreneur. Finalement c'est celui-ci qui a payé. En somme, la notion de faute aurait abouti seule au même résultat que la théorie du risque créé et elle aurait évité un circuit d'action inutile.

2° *Plancher imprégné d'acide sulfurique* (18). — Ce cas, analogue au précédent, est encore plus frappant, parce que cette fois le tiers réellement coupable n'a pu être atteint parce qu'il était inconnu et que le dommage a été finalement supporté par le propriétaire de la chose, ce qui ne s'explique pas évidemment par l'idée de faute, mais ce qui est tout à fait injuste. Un locataire d'un étage supérieur renverse par mégarde un vase plein d'eau sur son plancher. L'eau s'infiltre au travers et tombe à l'étage inférieur sur des clichés et sur une machine à imprimer.

(17) Aix, 1^{er} juin 1904. D. 1904-2-263.

(18) Tribunal Civil de la Seine, 29 janvier 1903. D. 1904-2-262.

Le mal ne serait pas grand, mais en passant au travers du plancher l'eau s'était imprégnée de résidus d'acide sulfurique qui s'étaient trouvés là, on ne sait par le fait de quelle personne, peut-être d'un précédent locataire. C'est le propriétaire que l'on est allé chercher dans l'exercice de l'action en responsabilité. Il était propriétaire du plancher d'où provenait l'accident. Il a été condamné à payer 2.533 francs à l'imprimeur, tandis que l'auteur de l'accident en était quitte pour 30 francs. Cependant, quel était le véritable coupable ; le précédent locataire qui avait introduit les résidus d'acide sulfurique. Il ne nous paraît pas juste que le propriétaire ait été condamné. Ici, la notion de faute aurait abouti à une solution plus équitable, car le propriétaire du plancher n'aurait pu être condamné.

3° *Chute d'arbres plantés sur la voie publique.* — Nous avons déjà parlé de plusieurs arrêts qui ont rendu une commune responsable des accident résultant de la chute d'arbres plantés par elle sur ses promenades ou sur ses voies publiques (19). Si dans ces hypothèses l'on pouvait se rendre compte à l'avance que l'arbre était pourri et menaçait ruine, il y a faute manifeste. Mais l'une des circonstances relevées par la Cour de Paris était que l'arbre avait conservé les apparences d'une mauvaise végétation et que son mauvais état n'avait été révélé par aucun signe extérieur ni dénoncé à l'autorité municipale. Théoriquement, la meilleure solution nous paraît être celle qui admet la responsabilité de la commune, car il paraît difficile de croire qu'un examen attentif des ar-

¹ (19) Paris, 20 août 1877. S. 78-2-48. Grenoble, 10 février 1892. S. 92-2-205.

bres, assez fréquemment renouvelé ne permette pas de découvrir ceux qui présentent des dangers de chute plus ou moins prochaine. Si, toutefois, il était prouvé d'une manière décisive que toute constatation de ce genre était matériellement et absolument impossible, nous n'hésiterions pas à dire qu'il est impossible de poursuivre la commune. Là où il n'y a pas de faute, il ne nous paraît pas possible qu'il y ait responsabilité.

L'accident causé par la tringle d'un magasin (20). — Nous nous sommes déjà occupé de cet arrêt. On le déclare typique en faveur de la théorie du risque créé. Mais que dit-il ? Un ouvrier a donc été atteint par une tringle contre laquelle il est venu se heurter. A ce propos, la Chambre des Requêtes déclare que « aux termes de l'art. 1384 du Code Civil on est responsable du dommage causé par le fait des choses que l'on a sous sa garde, cette présomption cède devant la preuve de la faute de la victime ». Il est difficile de se rendre compte de la valeur de l'argument que l'on a prétendu tirer de ces mots employés par la Chambre des Requêtes : « cette présomption cède ». Les partisans du risque créé ont triomphé. Serait-ce parce que la Cour suprême n'emploie même plus ici les expressions classiques : « présomption de faute ». Mais s'il ne s'agit que de présomption de « faute » de quelle présomption s'agit-il ? Et s'il s'agit de présomption de faute, où est l'argument en faveur de la responsabilité objective ? Comme il arrive fréquemment quand les esprits se tendent autour d'une difficulté à résoudre, et en viennent en quelque sorte à attendre,

(20) Req. 22 janvier 1908. D. 1908-1-217 et la note de M. Jossierand.

puis à passer à la loupe les moindres indications fournies par la Cour suprême, nous croyons que l'on a donné à ces quelques termes une importance tout à fait exagérée. En tous cas, nous leur attribuons le sens de présomption de faute. L'arrêt n'écarte donc pas l'idée de faute.

De cet examen, il nous paraît résulter que l'antique notion est toujours en vigueur. Les coups qui lui sont portés n'ont fait qu'attirer sur elle l'attention et montrer qu'elle est à la fois juste et utile ce qui est le but définitif de tout concept juridique.

CHAPITRE VI

La Présomption simple de la faute.

— Acheminements ultimes de la Jurisprudence (Loi du 7 Novembre 1922)

CHAPITRE VI

LA PRESOMPTION SIMPLE, PREUVE DE LA FAUTE. ACHEMINEMENTS ULTIMES DE LA JURISPRUDENCE. — LOI DU 7 NOVEMBRE 1922.

§ I. — LA PRÉSOMPTION SIMPLE, PREUVE DE LA FAUTE

La théorie du risque créé a paru en 1897. Depuis cette date, elle a fait l'objet d'études multiples. Les questions de responsabilité délictuelle ou quasi-délictuelle ont été passées en revue dans des articles de revue et notes de jurisprudence, qui ont été publiés sous la signature de jurisconsultes dont le nom et le talent font autorité. En présence de tous ces travaux, et en leur absence même, notre rôle ne peut être que modeste. Quand les meilleurs esprits ont tourné et retourné un problème sous tous ses aspects et envisagé toutes les solutions possibles, on peut tenir pour certain que s'il n'a pas été élucidé c'est que le problème peut paraître insoluble. Cependant, faut-il l'avouer, au début même de notre première étude attentive de la matière, nous avions l'illusion de nous orienter vers une conception déterminée. Nous n'en aurions assu-

rément pas parlé. Mais en dépouillant d'une manière plus complète la bibliographie, nous avons rencontré ces tendances assez nettement accusées dans une note de M. Esmein. Cela nous a encouragé à ne pas passer sous silence, ce que nous pourrions appeler notre première impression.

Il existe en droit un mode de preuve dont l'application à la responsabilité du fait des choses paraît non seulement possible, mais inévitable par le jeu même des principes et des faits. C'est la présomption dite de l'homme. Cette présomption n'est autre chose qu'une conséquence que l'on tire d'un fait connu à un fait inconnu. Prenons un exemple vulgaire, mais clair : de notre appartement nous voyons passer dans la rue quelqu'un qui a son parapluie ouvert. Nous en concluons qu'il pleut. C'est une preuve du fait « pluie » par présomption. Ce mode de preuve ne manque pas de sûreté. L'on considère ce qui se passe le plus souvent et on le présume. Cela est vraisemblable. Le plus souvent quand des parapluies sont ouverts c'est qu'il pleut. La loi elle-même s'est appuyée sur le *plerumque fit* pour sanctionner des présomptions légales. Toute voisine de la présomption légale est celle tirée des faits de possession d'une chose qui « le plus souvent » vont de pair avec la propriété elle-même.

Or, cette présomption de l'homme joue pleinement dans la responsabilité du fait des choses. D'abord responsabilité du fait des choses, cela se peut-il ? « Pour l'esprit qui réfléchit, dit M. Planiol (1), une pareille formule a de quoi étonner, et, en vérité, il n'en est pas de plus

(1) *Revue Critique*, 1905, p. 80.

fausse. Comment un homme peut-il, sans son propre fait, être responsable du fait d'une chose ? La raison se refuse à comprendre et la conscience à approuver. » Et encore : « Pour que le dommage causé par une chose puisse engager la responsabilité humaine, il faut que l'on puisse découvrir dans le passé de la chose nuisible, un acte de l'homme qui soit la cause initiale du malheur survenu et qui s'y soit incorporé, à peu près de la même façon que les économistes reconnaissent le travail humain incorporé dans la valeur des choses vénales. » Donc, il doit y avoir le fait de l'homme, et dans la doctrine que nous avons défendue ce fait doit être fautif. Or, nous posons en fait que « le plus souvent » quand il y a un dommage causé par une chose, il y a derrière ce dommage une faute de l'homme, faute dont la nature ne peut varier à l'infini, défaut de surveillance, manque de précautions ; cette faute se retrouve « le plus souvent ». La conclusion est toute simple ; la victime va trouver un point d'appui à son action dans la présomption de faute.

C'est sur des raisons analogues, mais non point cependant identiques que s'appuie M. Esmein (2). Le savant jurisconsulte commence ainsi : « Il est dur d'obliger celui qui a subi dans sa personne ou dans ses biens un dommage par le contact ou la propulsion d'un des objets visés, à prouver qu'une faute a été commise. Déplacer le fardeau de la preuve est juste dans ce cas. » C'est le point de vue équité. « Il faudrait que la jurisprudence..... fit appel aux présomptions du fait de l'homme..... (Art. 1349, 1353). Il est raisonnable de présumer que celui qui pos-

(2) Cass. 25 mars 1908. S. 1910-1-17. V. la note.

sède et emploie un objet mobilier dangereux pour lui-même ou par l'emploi qui en est fait soit présumé jusqu'à preuve contraire, être par sa faute l'auteur du dommage que cet objet cause par son contact ou son voisinage. » M. Esmein dit que cela est raisonnable. Peut-être apercevrons-nous le motif du fait qui justifie cette appréciation en disant que cela est raisonnable parce que cela est ce qui arrive le plus souvent. L'auteur continue encore : « Il (l'auteur du dommage) se sert de l'objet à ses risques et périls. » Ici, l'explication devient trop forte, elle nous paraît tendre à écarter la nécessité même d'une faute. Nous ne la suivons point sur ce terrain.

§ II. — DU DÉFENDEUR A LA PRÉSUMPTION DE FAUTE

Il y a donc présomption de faute, mais à la charge de qui ? Est-ce à la charge du propriétaire, est-ce à la charge de celui qui use et qui profite de la chose, à la charge de celui qui en a la garde, à la charge de celui qui en a la possession ou même la simple détention ? Nous avons l'impression d'être ici au cœur même de la difficulté. C'est peut être parce qu'elle n'a pas été suffisamment envisagée sous cet aspect qu'elle a donné lieu à tant de controverses, dont le moins qu'on puisse dire est qu'elles ont été contradictoires. Pour répondre à ces questions sans courir le risque de nous égarer dans des formules générales qui ne suivraient pas suffisamment les nuances de la pensée, examinons les principales espèces que nous apporte la jurisprudence. La Cour de Cassation s'est récemment prononcée sur l'espèce suivante qui ne nous intéresse pour le moment que par les faits qui s'y trou-

vent énoncés. Un incendie, dont la cause est restée inconnue, s'est déclaré dans des fûts de résine entreposés dans l'enceinte de la gare maritime de Bordeaux laquelle appartient à la Compagnie des chemins de fer du Midi. Il a endommagé une gabare échouée à quai. Les propriétaires ont assigné la Compagnie au paiement d'une indemnité pour préjudice consécutif à l'incendie. Un jugement du Tribunal de Commerce de Bordeaux a déclaré la Compagnie responsable. Ce jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour d'appel. La Cour de Cassation a rejeté le pourvoi (3). Dans l'espèce qui pouvait tomber sous le coup de la présomption de faute ? On aperçoit une double responsabilité possible : celle du propriétaire, celle du gardien, dans le cas de la Compagnie. C'est le gardien qui a été déclaré responsable. Ayant la chose entre les mains comme transporteur, il est tenu de veiller à ce qu'elle ne cause d'accident à personne. Si l'accident se produit, c'est à juste titre qu'il est présumé en faute.

Très justement à propos de cet arrêt, M. Ripert généralise la formule de responsabilité du gardien (4). Il a précisé en même temps les conditions. « Ce qu'il faut en réalité rechercher, c'est si la chose doit être gardée et surveillée. » Peut-être cependant est-ce un peu trop restreindre cette responsabilité que déclarer : « L'obligation de garde ne peut être admise que s'il s'agit d'une chose nocive en elle-même ; sans cela la chose, n'est qu'un agent de transmission. Ainsi, on doit garder des grenades, des matières inflammables ; une chaudière allumée : on ne garde par un objet contre une chute possible par

(3) Cass. 15 mars 1921. D. 1922-1-98.

(4) V. la note au Dalloz.

le fait d'un tiers, ni même un immeuble contre l'incendie et il serait abusif de rendre l'exploitant de l'immeuble responsable de plein droit de l'incendie communiqué à la maison voisine. » Nous ne pouvons souscrire d'une manière complète à ce qui précède. La notion de garde nous paraît plus large, quiconque à une chose entre les mains est tenu de veiller à ce qu'elle ne cause aucun préjudice aux tiers. Peu importe qu'elle soit ou ne soit pas nocive en elle-même. Cela s'explique d'ailleurs en principe aussi bien aux immeubles qu'aux meubles. Quant au fait d'un tiers qui vient provoquer la chute de l'objet, nous l'assimilerons au cas fortuit ou de force majeure qui vient libérer le gardien de toute responsabilité. Ainsi que nous le verrons, le gardien a pu penser à tout mais non pas à l'imprudence et à la faute d'un tiers. Sous ces réserves, nous dirons également que « la seule réalisation du dommage fait présumer qu'il (le gardien) a manqué à ce devoir (de garde) ».

Nous ne pouvons nous empêcher de relever ici une curieuse analogie. On constate en matière de responsabilité délictuelle par suite du fait des choses une obligation de garder la chose, une obligation légale, astreignant à des faits positifs. La non exécution de l'obligation fait présumer la faute. C'est exactement ce qui se passe en matière de responsabilité contractuelle quand une obligation de faire n'est pas exécutée. La faute est également présumée.

De nombreux exemples vont nous permettre de déterminer le défendeur à la présomption de faute.

C'est à cet égard une espèce intéressante que celle où l'on voit un passant blessé par la chute d'une enseigne

posée par les soins d'un comité électoral. Sur qui va tomber la présomption de faute ? Sur le propriétaire de l'enseigne ? Sur le comité qui a fait poser l'affiche ? Nous ne le pensons pas. Elle doit atteindre l'entrepreneur qui a posé l'enseigne. C'est son fait relatif à la chose qui crée ici la présomption. Il a posé l'enseigne, celle-ci est tombée. C'est lui qui doit être présumé en faute. Il ne nous paraît guère contestable que de telles solutions donnent satisfaction à la raison et au bon sens.

Multiplions au hasard les hypothèses. Certaines deviennent plus délicates. Voici celle du plancher imprégné d'acide sulfurique. L'eau versée à l'étage supérieur a traversé le plancher où se trouvaient les résidus d'acide, et détériore les machines d'un imprimeur à l'étage inférieur. La cause du dommage réside dans l'acide sulfurique. Quel est celui dont le contact avec cet acide va faire naître à sa charge la présomption de faute ? C'est le locataire antérieur qui a déposé cet acide dans le plancher. S'il n'est pas connu, l'action en responsabilité ne pourra pas être exercée. Mais ce résultat vaut mieux que de poursuivre un tiers, qui ne peut même pas être présumé en faute.

C'est encore une autre espèce que celle de l'explosion du gaz. Il nous paraît naturel de présumer en faute l'abonné qui avait dans son appartement la section du tuyau qui portait la déchirure. Peut-être cet état dangereux du tuyau ne lui était-il pas imputable. Mais il est raisonnable de présumer jusqu'à plus ample informé qu'il provenait de sa faute. Dans cette espèce, nous nous rapprochons de la notion de garde.

On la retrouve dans l'espèce des arbres dont la chute

cause un accident. Ces arbres, bien que n'étant pas dangereux en eux-mêmes et ne pouvant pas être qualifiés de chose nocive, sont sous la garde de la ville. Si un accident se produit, il est juste de présumer que la ville est en faute.

Par tout accident causé par une chose, meuble ou immeuble, on retrouve de la sorte un contact, une relation actuelle ou antérieure avec la chose qui permet de découvrir celui que nous avons désigné sous l'expression de « défendant à la présomption de faute ». Cela s'applique de même aux immeubles et aux meubles. Une distinction basée sur la nature juridique des biens ne peut se comprendre dans cette théorie sur la preuve que nous exposons. La présomption de faute existe également dans le cas d'incendie causé par un immeuble à l'immeuble voisin. En pareil cas de qui la faute sera-t-elle présumée ? On présumera la faute de l'exploitant. Et tout cela paraît encore très raisonnable. Sans doute, il est possible que l'incendie dans son principe ne soit pas dû à sa faute, mais les probabilités sont contre lui ; dans la plupart des cas, « le plus souvent » c'est lui qui aura par sa faute provoqué l'incendie. Cela donne une base suffisante à la présomption.

La théorie présente donc une portée d'application générale. Elle peut être cependant restreinte par un texte spécial. C'est ainsi que nous expliquons l'art. 1386 du Code Civil relatif aux bâtiments. En cas de ruine du bâtiment la victime devra démontrer le défaut d'entretien ou le vice de construction. Ce n'est que moyennant cette preuve préalable que le propriétaire sera déclaré responsable. Nous sommes là en présence d'une disposition

exceptionnelle qu'il suffira d'appliquer dans le champ limité qui lui est assigné par la loi.

Il est bien évident que si le défendeur à la présomption de faute est inconnu, s'il a disparu et n'a pu être retrouvé, l'action en responsabilité ne pourra être intentée. Dans l'espèce du client blessé par le siphon, qui a fait explosion à la terrasse d'un café parce qu'un passant l'avait renversé, ce n'est pas le propriétaire que nous déclarerions responsable. C'est le passant à raison d'un contact momentané. C'est sur lui pour plus de précision que reposerait la présomption de faute. Et s'il n'a pu être retrouvé, la victime n'aura point de recours. Elle ne pourra pas agir contre le propriétaire du café, et nous avouons que ce dernier résultat ne nous choque pas du tout. A l'égard du propriétaire du café, le fait du tiers constitue ici le cas fortuit libératoire.

§ III. — DE LA PREUVE CONTRAIRE

Nous venons de déterminer la personne propriétaire, occupant, exploitant, gardien, détenteur (si courte que soit la détention) sur qui pèse la présomption de faute. Il nous reste à examiner une autre question. La personne présumée en faute peut-elle se libérer en faisant la preuve contraire ?

Cette question a été considérablement obscurcie par des distinctions qui n'ont pas toutes, peut-être, une absolue raison d'être. On connaît la discussion sur le cas fortuit et la force majeure. « La force majeure désignerait l'obstacle à l'exécution de l'obligation résultant d'une cause étrangère ; le cas fortuit désignerait l'obstacle

interne, c'est-à-dire provenant des conditions mêmes de l'exploitation du débiteur, l'accident de matériel, la faute de l'employé, etc. » Définition de MM. Colin et Capitant (5). Cette analyse qui peut avoir de l'importance dans certains domaines n'en a pas dans la théorie que nous exposons. Dans tous les cas, le cas fortuit, le cas de force majeure fait tomber la présomption de faute. Mais ce qui a causé toutes les difficultés, c'est que l'on s'est demandé si à côté du cas fortuit ou de force majeure, il ne devait pas y avoir une autre cause d'exonération du gardien de la chose : supposons que le gardien prouve qu'il n'a commis aucune faute, ne doit-il pas être déchargé de toute responsabilité ?

Ainsi en a jugé la Cour de Cassation dans l'espèce déjà relatée du 29 avril 1913 (6). Elle refuse d'admettre la responsabilité de l'exploitant d'un appareil de levage pour dommage causé par la rupture de chaîne de cet appareil. L'examen microscopique et chimique de la chaîne auquel il avait été procédé, sa résistance à des efforts de traction bien supérieurs aux charges habituelles avaient conduit à reconnaître que l'exploitant n'avait commis aucune faute à laisser la chaîne en service. La Cour de Cassation a estimé que la preuve contraire à la présomption avait été apportée.

Or, cette jurisprudence de la Cour de Cassation s'est modifiée. Par des décisions récentes, la Cour a jugé que la présomption de faute ne peut tomber que devant la preuve du cas fortuit ou de la force majeure (7). L'arrêt

(5) *Cours élémentaire de droit français*, t. II.

(6) D. 1913.1.427.

(7) Civil, 10 novembre 1920. D. 1921.1-169. Civil, 22 janvier 1919. Req. 28 juin 1920. Civil, 15 mars 1921. D. 1922-1-25.

le plus récent, celui du 15 mars 1921, rendu dans l'affaire des résines de Bordeaux, déclare formellement dans les considérants de son arrêt, qui admet finalement la responsabilité de la Compagnie, que celle-ci « n'a pas rapporté à l'encontre de la présomption de cet article (art. 1384, § 1^{er}) la preuve du cas fortuit, de la force majeure, ou d'une cause d'incendie qui lui fût étrangère ». (V. déclarations identiques dans les considérants de l'arrêt du 16 novembre 1920 — affaire relative au même incendie.) Dans les arrêts du 21 janvier 1919 et du 28 juin 1920, la Cour déclare l'exploitant d'une locomotive responsable de l'explosion de chaudière, le fabricant de grenades responsable de l'explosion de ces grenades, bien que dans ces deux hypothèses la cause du dommage soit restée inconnue.

Ces décisions nouvelles paraissent fondées. Elles ne font qu'étendre la responsabilité du fait des choses au système depuis longtemps admis pour la responsabilité du propriétaire ou le gardien de l'animal, la présomption ne cédant dans ce dernier cas que devant la preuve du cas fortuit ou de la force majeure (8). Et, en effet, entre les deux séries d'hypothèse, il n'y a pas de raison de distinguer. Si le gardien pouvait démontrer toutes les causes possibles de l'accident qui lui sont imputables à faute, puis les éliminer, la présomption tomberait d'elle-même. Mais une telle procédure est impossible, parce que les causes sont en nombre illimité. On ne peut jamais être sûr de ne pas en avoir oublié. La présomption

(8) 29 mai 1902. D. 1903-1-614. 2 juillet 1902. D. 1902-1-431. 28 novembre 1904. D. 1905-1-258. Planiol, *op. cit.*, t. II, n° 920, p. 305. Ambroise, Colin et Capitant, *op. cit.*, t. II, p. 397.

de faute ne peut être écartée que par là preuve du cas fortuit ou de la force majeure.

Ainsi, le dommage causé par la chose crée une présomption de faute. Seule, la preuve du cas fortuit ou de la force majeure peut faire disparaître cette présomption.

LOI DU 7 NOVEMBRE 1922

Cette jurisprudence nouvelle a dans ses conséquences pratiques, soulevé immédiatement de vives inquiétudes. Elle sont résumées par M. Savatier dans une note sous l'arrêt du 16 novembre 1920 (9). Elles avaient trait au risque du voisinage en cas d'incendie, « jusqu'à présent il avait toujours été admis que le propriétaire d'un immeuble détruit par l'incendie né dans l'immeuble contigu ne pouvait réclamer des dommages-intérêts à son voisin qu'en prouvant la faute de celui-ci (10). » Et plus loin envisageant les conséquences de l'arrêt : « Le propriétaire ou locataire de l'immeuble premier incendié en a la garde. Il paraît donc répondre comme tel de l'incendie dont cet immeuble a été l'agent de propagation, à moins de démontrer que la cause de l'incendie exclut sa faute. » M. Ripert (note précitée) faisait remarquer que cette jurisprudence avait pour effet de bouleverser les polices d'assurances, où le recours du voisin était garanti par une prime minime. Et qu'arrivera-t-il si l'incendie s'étend à un quartier ? Une Compagnie d'assurance pouvait y trouver matière à voir disparaître son capital et ses réserves.

(9) D., *op. cit.*, p. 170.

(10) Req. 7 mars 1892. D. 92-1-502. Aix, 4 juillet 1894. D. 95-2-167; Req. 13 juillet 1903. D. 1903-1-507, ce dernier arrêt écartant un pourvoi fondé sur l'art. 1384.

Les Chambres de commerce attirèrent l'attention des pouvoirs publics sur cette situation. Aussi, dès le 10 novembre 1921, MM. Ruffier et Duquaire, sénateurs, déposaient une proposition de loi ayant pour objet de compléter l'art. 1384 C. Civ. L'arrêt du 16 novembre 1920 disaient-ils « modifie complètement la situation de la personne chez laquelle un incendie prend naissance, puis se communique aux immeubles voisins. Il l'aggrave considérablement au point de vue de l'admission de sa responsabilité, mettant pratiquement tout propriétaire ou locataire ayant des voisins — et c'est le cas dans toutes les agglomérations — dans l'impossibilité de se garantir efficacement contre des risques devenus beaucoup plus lourds. »

En effet, comment le propriétaire dans les locaux duquel le feu a pris naissance, présumé responsable de tous les dommages causés par la propagation de l'incendie, pour échapper à la responsabilité, prouvera le fait d'autrui ou la force majeure. Pratiquement, vu la presque impossibilité de faire la preuve exigée pour réchapper à la présomption, c'est dans à peu près tous les cas la responsabilité de celui chez qui le feu prend proclamée.

Et MM. Ruffier et Duquaire faisaient remarquer avec juste raison que « la conséquence, c'est le prélèvement d'un véritable impôt nouveau — résultat de l'augmentation des primes et des valeurs assurées — au profit des Compagnies d'assurances, au détriment des assurés et sans aucun avantage pour ces derniers, puisque, sous l'ancienne jurisprudence, tout sinistré par la propagation d'un incendie était indemnisé par son propre assureur, en dehors de tout recours contre le voisin.

Le 16 juin 1922, M. le Sénateur Guiller, rapporteur, concluait. « La commission de législation civile et criminelle estime, avec la grande majorité des jurisconsultes et des arrêts, avec la Cour de Cassation elle-même jusqu'à ces dernières années, que la responsabilité, en cas d'incendie ne peut procéder que d'un délit ou d'un quasi-délit. Or, pour l'application de l'art. 1382 qui détermine, d'une façon générale, les obligations découlant d'un délit ou d'un quasi-délit, il faut nécessairement que le plaignant démontre que le dommage dont il se plaint ait été occasionné par le fait du demandeur. En une matière où la réparation peut entraîner des condamnations à des sommes si considérables dépassant parfois les prévisions les plus larges, il n'est pas possible d'imposer à une personne une telle charge, lorsqu'il n'est pas établi qu'elle est incontestablement en faute. C'est cette obligation de prouver la faute que votre Commission est d'avis de maintenir à la charge du voisin qui se porte demandeur en dommages-intérêts. »

Le Sénat et la Chambre des Députés votèrent après déclaration d'urgence, sans discussion le texte suivant, proposé par M. le Sénateur Guiller, rapporteur :

« Le premier alinéa de l'article 1384 du Code Civil est complété par les dispositions suivantes :

« Toutefois, celui qui détient, à un titre quelconque, tout ou partie de l'immeuble ou des biens mobiliers dans lesquels un incendie a pris naissance ne sera responsable, vis-à-vis des tiers, des dommages causés par cet incendie que s'il est prouvé qu'il doit être attribué à sa faute ou à la faute des personnes dont il est responsable.

« Cette disposition ne s'applique pas aux rapports entre

propriétaires et locataires, qui demeurent régis par les articles 1733 et 1734 du Code Civil. »

Il faut remarquer que cette loi vise non seulement les incendies ayant pris naissance dans un bâtiment, mais aussi les sinistres qui se déclarent dans les forêts et qui atteignent fréquemment des proportions effrayantes. Dans ce dernier cas, l'origine de l'incendie sera souvent encore plus difficile à découvrir et il était manifestement injuste, lorsque le premier sinistré ne pouvait pas prouver le cas fortuit ou le fait d'un tiers, de l'obliger à payer à ses voisins des indemnités énormes hors de proportion avec la valeur de quelques hectares de bois ou de bruyères qu'il pouvait posséder.

Ce texte prévoit également le cas où l'incendie a pris naissance dans des objets mobiliers, tels que des dépôts de marchandises ou de matériaux, qui peuvent se trouver sur des quais ou sur des routes. La première Chambre la Cour d'appel de Paris amenée à statuer sur la responsabilité consécutive à deux incendies survenus l'un en 1916, l'autre en 1917 a déclaré dans deux arrêts rendus le 19 mars 1923, que la loi du 7 novembre 1922 était non complétive, mais interprétative de l'art. 1384, et avait, par suite, un effet rétroactif.

Cette loi est une loi de circonstance, établie pour calmer les appréhensions des Compagnies d'assurances pour les contrats passés et peut être aussi pour les empêcher d'élever leurs tarifs dans l'avenir. Elle laisse entièrement subsister les notions générales que nous avons présentées, d'autant plus qu'elle ne s'applique qu'en cas d'incendie. Elle ne renferme rien de décisif contre l'idée de faute, tout au contraire.

CHAPITRE VII

De la Responsabilité des accidents d'automobiles

CONCLUSION



CHAPITRE VII

DE LA RESPONSABILITE DES ACCIDENTS D'AUTOMOBILES

Pendant longtemps la responsabilité du conducteur d'automobile a été considérée comme entièrement régie par l'art. 1382 et l'art. 1383 du Code Civil. Pour qu'il y ait responsabilité du conducteur, il faut qu'il y ait une faute de sa part. C'est à la victime de l'accident, en l'espèce le demandeur au procès, à faire la preuve de cette faute. S'il ne le fait pas, il est débouté de sa demande en dommages-intérêts. Seulement, il est arrivé ceci : les accidents d'automobiles sont devenus fréquents, les vitesses ont augmenté, la circulation des piétons est devenue difficile, et l'on s'est alors demandé, s'il n'existait pas dans le Code, quelque texte protecteur des personnes qui circulent autrement qu'en voiture. Comme la voiture est une chose, et même en droit une chose qui rentre dans la catégorie des choses inanimées, et que la responsabilité pour ce qui concerne ces choses donnait lieu à des controverses on s'est demandé s'il ne sortirait pas de ces controverses, par la seule application du droit com-

mun, quelque règle qui put mettre fin à une situation que l'on considérerait comme abusive. Il est certain que si l'on pouvait appliquer en l'espèce la théorie que nous avons exposée sur la présomption de faute, les victimes d'accidents seraient protégées, et les conducteurs deviendraient peut être plus prudents. La règle qui veut qu'en matière de dommages causés par les choses inanimées on puisse faire valoir une présomption de faute contre l'auteur du dommage ne nous paraît pas applicable dans le cas d'accident d'automobile. Les espèces n'ont de commun que la présence dans les deux hypothèses d'une chose inanimée. Mais dans un cas, la chose existe et se comporte, si l'on peut dire, en dehors de l'homme, au lieu que dans l'autre elle est animée et actionnée par lui dans des conditions telles qu'elle disparaît et se fond dans son activité propre. Voilà les apparences du fait. Mais c'est le droit qui nous importe. A ce point de vue, il faut se rappeler les éléments de décisions que nous avons précédemment dégagés. Quand le dommage est causé par une chose inerte, on peut dire que le plus souvent l'accident est dû à une faute, à un manque de surveillance, il y a donc en pareil cas matière à présomption. Au contraire, quand la chose est mue et actionnée directement par l'homme, c'est l'activité même de l'homme qui cause le dommage, et il serait impossible d'admettre, en ce cas, la présomption de faute, sans l'étendre à toutes les hypothèses de l'art. 1382 et sans aboutir à cette règle que tout fait de l'homme qui cause un dommage doit être présumé le résultat d'une faute. Telle est la raison qui nous paraît décisive.

Mail il y a matière à controverse. Pour beaucoup d'au-

teurs, il y a dans l'activité de l'homme plutôt un renforcement de la présomption que matière à une restriction qui paraît « extrêmement contestable » écrivent MM. Colin et Capitant (1). M. Ripert (2) proteste également avec vigueur : « On arrive alors à cette conséquence singulière que la victime d'un accident a une situation plus difficile quand elle a été blessée par une machine dirigée par l'homme que quand la blessure provient d'une chose qui n'est pas soumise à cette action, puisque dans le premier cas elle est obligée de démontrer la faute, tandis que dans le second elle peut se prévaloir de la présomption légale. En réalité, la faute doit être présumée dès qu'il y a usage d'une chose dangereuse, alors même que cette chose serait dirigée par la main de l'homme. » L'argument aurait peut être encore plus de force s'il ne risquait point de prendre une extension exagérée ; il faut se défier en cette matière d'une sorte de logique qui élargit le domaine d'une règle. Nous craignons que le raisonnement précité ne puisse être étendu à tout fait quelconque dommageable. Or, nous croyons discerner un point d'arrêt très net, puisque dans l'accident d'automobile paraît clairement l'activité personnelle qui absorbe en quelque sorte la chose.

On a fait observer qu'il est difficile de ne pas admettre l'extension de la présomption de faute en cas d'accident causé par une automobile, alors que l'on admet cette présomption dans le cas d'accident de voiture. Il est, en effet, admis en général que l'art. 1385 du Code Civil sur la responsabilité du fait de l'animal est appliqué lors-

(1) *Op. cit.*, t. II, p. 403, n° 1.

(2) Note au Dalloz. D. 1922-1.26.

qu'un animal a participé au dommage, même dans l'hypothèse où l'accident a été causé par un véhicule attelé. Cela est exact, mais la jurisprudence n'est pas absolument nette, il y a des hésitations (3).

D'ailleurs, le cas de l'automobile n'est pas le même que celui du cheval, et l'on ne peut ici raisonner par analogie. Comme on l'a fait justement remarquer « l'animal a une activité propre et peut de lui-même causer un préjudice » (4).

L'automobile est docile et obéit d'une manière souple et minutieuse aux impulsions du conducteur. Le cheval, même attelé, n'est pas aussi franchement dans la main du conducteur. Il peut être rétif et ombrageux, et le propriétaire a eu tort de l'atteler. La présomption de faute se conçoit beaucoup plus facilement que dans le cas de l'automobile. Ces observations posées en principe, il n'y a pas de difficulté à reconnaître que nous sommes à la limite ; que l'on prenne un peu l'hypothèse du cheval attelé, nous arrivons simplement à l'art. 1382. C'est peut être ce qui explique et justifie les hésitations de la jurisprudence pour ce qui concerne le dommage causé par l'animal conduit et dirigé par l'homme.

Pour toutes ces raisons, il faut donc décider qu'au cas où une automobile cause un accident il n'y a pas de présomption de faute contre le conducteur. Il en est de même au cas où un accident est causé par une chose quelconque actionnée directement par l'homme. L'art. 1382

(3) Tribunal civil de Toulouse, 29 juin 1905, *Gazette des Tribunaux*, 1905-2-280. Comp. Cass., 29 janvier 1905. D. 1907-1-71. S. 1906-1-235.

(4) V. Ripert, note précitée, page 25. Ce n'est d'ailleurs pas à propos du cas que nous examinons que cet argument est présenté, mais la remarque vaut également en notre cas.

s'applique seul. La jurisprudence est orientée en ce sens. Cette opinion se rencontre dans les considérants d'un arrêt de la Cour de Dijon : « L'art. 1384, dit-il, n'est applicable que dans le cas où le dommage a été causé par la chose inanimée seule en dehors de la participation de l'homme (formule excessive), mais il en est autrement toutes les fois que cette chose inanimée a causé le dommage au moment où elle était, soit actionnée, soit dirigée par la main de l'homme dont elle n'était plus alors que l'instrument actif. » Dans ce cas, il faut appliquer l'article 1382 (5).

Cette décision a été critiquée. Voici quelle était l'espèce. Un enfant avait eu la cuisse fracturée par un pied de chèvre employé à des travaux de canalisation ; l'enfant regardait les travaux, l'appareil avait basculé brusquement sous le poids d'un tuyau. La chose inanimée n'était donc pas sous la direction de l'homme. Il ne s'agissait pas d'un instrument qui augmente la force de l'activité humaine volontaire, mais bien de la chute fortuite d'une machine. Et M. Ripert remarque à propos de cet arrêt en des termes qui saisissent particulièrement la nuance : « Si une distinction doit être faite, elle ne peut reposer sur le volume de la machine ou la participation de l'homme, mais uniquement sur l'impulsion volontaire donnée à la chose par un acte de l'homme ; cette impulsion volontaire n'existait point (6). »

Si l'arrêt de la cour de Dijon est équivoque quant à l'espèce sur laquelle il a été rendu, d'autres arrêts affirment nettement que l'art. 1382 est seul applicable à

(5) Dijon, 22 janvier 1907. D. 1910-2-132.

(6) *Revue Critique*, 1911, p. 140.

celui qui actionne et dirige la chose. C'est précisément pour des accidents d'automobiles qu'ils ont été rendus. La Cour d'Orléans le 25 février 1909 (7) écarte la présomption de faute par le raisonnement que voici : « Aucune assimilation n'est possible entre le propriétaire d'une chose inanimée, et le conducteur d'une automobile : la chose inanimée occasionne un dommage par suite d'un vice de construction, d'un défaut d'entretien, pour l'intervention d'un tiers ; l'automobile, au contraire, agit sous l'impulsion de son chauffeur, subit sa volonté de direction, de telle sorte que lorsqu'un accident se produit, il n'est pas dû à la machine inerte qu'est l'automobile abandonnée à elle-même, mais à l'imprudence ou à la négligence de celui qui la met en mouvement, qui lui communique en quelque sorte une partie de son activité. » Tout cela est parfaitement pensé.

La Cour de Douai, dans un arrêt du 17 mars 1910 a écarté la responsabilité du conducteur d'une automobile, aucune faute n'ayant été établie contre lui. Sur le pourvoi formé contre cet arrêt pour violation de l'art. 1384, § 1, la Chambre des requêtes a décidé le 22 mars 1911 « qu'il s'agit en la cause non de la responsabilité de la chose dans les termes de l'art. 1384, § 1 du Code Civil, mais de la responsabilité ressortant du fait du préposé auquel elle était confiée et que, par suite, il incombait à la victime ou à ses ayants causes de prouver la faute (8). »

La responsabilité du fait des choses inanimées n'a donc rien à voir avec la responsabilité des accidents d'automobiles. On ne peut faire jouer la présomption de faute

(7) D. 1911-2-307.

(8) Cass. Req. 22, mars 1911. D. 1911-1-354.

que nous avons cru apercevoir à propos des risques engendrés par les choses inanimées. L'art. 1382 est seul applicable. Mais dans l'application de cet article une remarque s'impose. Parmi les fautes que sanctionne cet article, il en est que nous avons qualifiées de faute contre la légalité. Elles existent quand il y a eu ce que nous avons appelé dépassement d'un droit. Et nous avons reconnu que ce dépassement se produirait lorsque l'activité de l'homme prenait un caractère excessif, excédant la normale. Cette notion paraît s'appliquer ici : « On a créé artificiellement, dit M. Planiol, des vitesses auxquelles l'homme est incapable d'arriver par sa propre nature; et ces voitures en circulant sur les voies accessibles à tous, détruisent les conditions antérieures et naturelles de la sécurité humaine. Les passants ne peuvent pas s'envoler devant elles comme des moineaux (9). Limitons, toutefois, cette remarque à sa seule conséquence. Dès que la vitesse excessive serait prouvée, la faute du conducteur pourrait être tenue pour suffisamment établie. En dehors de ce cas, nous croyons qu'il faut maintenir la charge de la preuve du fait fautif.

CONCLUSION

Elle sera toute simple : définissons-nous des théories nouvelles. Elles s'annoncent parfois avec beaucoup d'éclat, il semble qu'elles inaugurent un régime inconnu. Après un examen attentif, l'on revient aux anciennes assises,

(9) *Revue Critique*, 1906, p. 86.

qui ont fait leurs preuves. Il en est surtout ainsi dans le domaine des choses de l'ordre moral. Il y a dans l'idée de faute, en tant que fondement de la responsabilité, une idée que la conscience appelle invinciblement. Traiter de chimères dans l'ordre moral des lois que la conscience a découvertes et reconnues depuis des siècles, ce n'est pas un progrès. Les dispositions promulguées le 7 novembre 1922, non seulement en exigeant qu'il y ait faute du propriétaire de l'immeuble incendié, mais encore en mettant la preuve de cette faute à la charge du voisin marquent une réaction un peu forte en faveur d'excellents principes que la théorie du risque créé voulait renverser.

Nous proposons donc la formule suivante : pour les dommages causés par une chose, pas de responsabilité sans faute. Mais la preuve de la faute peut être faite par tous moyens et plus spécialement par simple présomption. Cette preuve à son tour peut être détruite par la preuve du cas fortuit ou de force majeure.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

Vu :

Vu par le Président de la Thèse,

Le Doyen,

R. PIEDELIÈVRE.

H. BERTHÉLÉMY.

BIBLIOGRAPHIE

I. — MONOGRAPHIES ET THÈSES

SAINCTELETTE. — De la responsabilité et de la garantie, Bruxelles, Bruylant-Christophe, 1884, 1 vol. in-8.

IHERING (Von). — Etudes complémentaires de l'esprit du droit romain. De la faute en droit privé. Traduct. O. de Meulenaère. Paris, Marescq.

FROMAGEOT. — De la faute comme source de la responsabilité en droit privé. Paris, Rousseau, 1891, 1 vol. in-8.

GRANDMOULIN. — Nature délictuelle de la responsabilité pour violation des obligations contractuelles dans l'ancien droit romain et dans le droit français. Rennes, 1892.

TARBOURIECH. — La responsabilité des accidents dont les sont victimes dans leur travail. Paris, Giard et Brière, 1896. 1 vol. in-8.

JOSSERAND. — De la responsabilité du fait des choses inanimées. Paris, Rousseau, 1897, 1 vol. in-8.

SALEILLES. — Les accidents du travail et la responsabilité civile. Essai d'une théorie objective de la res-

- ponsabilité délictuelle. Paris, Rousseau, 1897,
1 vol. in-8.
- BORD. — Essai sur les éléments constitutifs du délit civil.
Montpellier, 1901.
- TESSEIRE. — Essai d'une théorie générale sur le fonde-
ment de la responsabilité. Aix, 1901.
- SOURDAT. — Traité général de la Responsabilité ou de
l'action en dommages-intérêts en dehors des
contrats. 5^e éd., Paris, 1902, 2 vol. in-8.
- BONNET. — De la responsabilité du fait des choses. Poi-
tiers, 1907.
- FARRA. — De la responsabilité du fait des choses inani-
mées. Fondement juridique. Paris, 1909.
- ROLAND A. — De la responsabilité des conducteurs de
véhicule au cas d'accident. Paris, 1909.

II. — ARTICLES DE REVUES ET PÉRIODIQUES

- SAUZET. — De la responsabilité des patrons vis-à-vis des
ouvriers dans les accidents industriels. (*Revue
critique de législation et de jurisprudence*,
1883, p. 596 et 677.)
- ROUARD DE CARD. — De la distinction entre la responsa-
bilité contractuelle et la responsabilité délic-
tuelle. (*France judiciaire*, 1891, 1^{re} partie,
p. 97. 1894, 1^{re} partie, p. 161.)
- SALEILLES. — Compte rendu d'une thèse de Doctorat
(*Revue Bourguignonne de l'enseignement su-
périeur*, 1894, t. IV, p. 647.)

WILLEMS. — Essai sur la responsabilité édictée par les articles 1382-1386 (*Revue générale de droit, de la législation et de la jurisprudence*, 1895, p. 110, 210, 296, 401, 505 ; 1896, p. 18, 229, 385.)

SAUVAIRE-JOURDAN. — Compte rendu de l'ouvrage de M. Tarbouriech « La responsabilité des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail ». (*Revue du droit public et de la science politique*, 1897, 1^{re} partie, p. 346.)

SALEILLES. — Le risque professionnel dans le Code civil (*Réforme sociale*, 1898, t. I, p. 635.)

MICHEL (L.). — La responsabilité civile des patrons envers les ouvriers en cas d'accidents et la loi du 9 avril 1898. « Etude posthume » (*Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1905, p. 271 ; 1906, p. 80.)

BEUDANT et CAPITANT. — Esquisse d'une théorie générale de la Responsabilité civile (*Les Annales de l'Université de Grenoble*, t. XVIII, n^{os} 1 et 4, 1906.)

GÉNY. — Risques et responsabilité (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1906, p. 117.)

COLIN (A.). — Rapport présenté à la Société d'études législatives sur la responsabilité en matière d'accidents d'automobiles (*Bulletin de la Société d'études législatives*, 1907, n^o 3, p. 273.)

WAHL (A.). — La responsabilité civile relative aux accidents d'automobile (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1908, n^o 1.)

- RIPERT. — Jurisprudence civile. Responsabilité civile.
(*Revue critique de législation et de jurisprudence*, années 1907, 1908, 1909, 1910, 1911, 1912, 1913, 1914.)
- DEMOGUE. — La responsabilité du fait des choses suppose-t-elle un fait autonome de celles-ci ? (*Revue trimestrielle de droit civil*, année 1921, p. 734.)

III. — NOTES D'ARRÉTISTES

ANONYME	S. 1887-1-217.
—	D. 1900-2-265.
BOISTEL	D. 1901-1-41.
BOUVIER BANGILLON	P. Fr. 1903-1-5.
CHAVEGRIN	S. 1896-2-225.
COLIN (A.)	D. 1904-2-73.
ESMEIN	S. 1987-1-17.
—	S. 1898-1-65.
—	S. 1899-1-497.
—	S. 1900-2-57.
—	S. 1910-1-17.
JOSSERAND	D. 1900-2-289.
—	D. 1904-2-257.
—	D. 1905-2-417.
—	D. 1906-2-249.
—	D. 1907-1-177.
—	D. 1908-1-217.

LABBÉ	S. 1871-1-9.
—	S. 1885-4-25.
—	S. 1886-2-97.
—	S. 1889-4-1.
—	S. 1890-4-17.
PLANIOL	D. 1896-2-457.
—	D. 1906-1-457.
—	D. 1907-2-17.
—	D. 1907-2-97.
—	D. 1909-1-73.
RIPERT	D. 1922-1-25.
SAVATIER	D. 1920-1-169.
SALEILLES	D. 1897-1-433.

TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	7
-------------------	---

CHAPITRE PREMIER

De la responsabilité du dommage causé par un animal.....	15
--	----

CHAPITRE II

Du dommage causé par un bâtiment.....	23
---------------------------------------	----

CHAPITRE III

Du dommage causé par une chose inanimée en général. — Exposé de la doctrine et de la jurisprudence jusqu'en 1897.....	27
---	----

CHAPITRE IV

De la théorie du risque créé.....	47
§ 1. Les précédents.....	50
§ 2. Exposé de la théorie.....	59
§ 3. Ses effets.....	77
§ 4. La théorie du risque créé dans la jurisprudence depuis 1897.....	81

CHAPITRE V

Réputation de la théorie du risque créé.....	93
§ 1. Véritable domaine de cette théorie....	95
§ 2. Premières objections.....	98
§ 3. Exposé et défense de la notion de faute.	106

CHAPITRE VI

De la présomption simple, preuve de la faute. — Acheminements ultimes de la jurisprudence en 1920.....	119
§ 1. De la présomption simple, preuve de la faute.....	121
§ 2. Du défendeur à la présomption de faute.	124
§ 3. De la preuve contraire.....	129
Loi du 7 novembre 1922?.....	132

CHAPITRE VII

De la responsabilité des accidents d'automobiles..	137
Conclusion.....	145
Bibliographie.....	147
